

Logo BICE

Bureau International Catholique de l'Enfance

Seminario di studio

**“Il lavoro minorile:
non basta dire di no”**

Montecatini Terme, 10 novembre 1999

Ufficio del BICE per l' Italia

“Il lavoro minorile: non basta dire di no”

Questo Seminario di studio è stato organizzato dall'Ufficio per l'Italia del
Bureau International Catholique de l'Enfance

con il patrocinio dell' **Ordine Nazionale Giornalisti**

ed il contributo di:

Federazione Italiana Scuole Materne

Regione Toscana

Opera Nazionale Città dei Ragazzi - “Consultorio”

Centro Nazionale Opere Salesiane

Il Messaggero dei Ragazzi

Centro Internazionale Pastorale Giovanile FMA

Pontificia Facoltà “Auxilium”

Centro Coordinamento Nazionale F.M.A

Questo rapporto è edito dall' Ufficio del BICE per l'Italia
via della Quietè 61, 51100 Pistoia

Tel.\Fax: (0573) 401804, E-mail: biceit@tin.it, Web Site: www.citrag.it/bice

© 2000 Bureau International Catholique de l'Enfance

Indice

Prefazione	p. 04
Introduzione	p. 05
Documento preparatorio al Seminario	p. 08
Sondaggio di opinione sul lavoro minorile	p. 12
Gruppi di Lavoro	p. 25
Gruppo di lavoro: "Accattonaggio, mafia, prostituzione: forme estreme di sfruttamento minorile	p. 25
Gruppo di lavoro: " <i>Scuola, cultura e lavoro minorile</i> "	p. 26
Gruppo di lavoro: "I minori stranieri in Italia: quale protezione dallo sfruttamento del lavoro minorile?"	p. 27
Gruppo di lavoro: "Come i media raccontano lo sfruttamento del lavoro minorile"	p. 30
Gruppo di lavoro: "Reinserimento dei bambini vittime del lavoro minorile: soluzioni in atto e proposte"	p. 31
Comunicazioni	p. 33
Tavola Rotonda	p. 49
Conclusioni	p. 61
Appendice	p. 64
Proposta del BICE Italia: Il Tutore dei Bambini.....	p. 64
Programma del Seminario.....	p. 66
Lista Partecipanti.....	p. 68

Prefazione

Isabella Poli, Delegata del BICE per l'Italia

Quando si parla di lavoro minorile, si pensa subito ai piccoli indiani tessitori di tappeti od ai bambini asiatici che cuciono i palloni di calcio. Se questa è una drammatica realtà di proporzioni enormi che affligge molti Paesi in via di sviluppo, non possiamo ignorare che il lavoro minorile è una realtà anche del nostro Paese, seppure in termini assai più ridotti.

A dieci anni dalla Convenzione ONU sui Diritti dei Bambini, il lavoro minorile è ancora presente in molte regioni italiane e non sempre il fattore economico è la causa principale di questo fenomeno, come è anche emerso dal sondaggio che il BICE Italia ha effettuato presso le unità territoriali impegnate quotidianamente in questa realtà.

I recenti avvenimenti internazionali, soprattutto quelli che hanno interessato l'area dei Balcani, sono probabilmente destinati ad aumentare in Italia il numero dei bambini impiegati nel lavoro nero, se non addirittura nelle forme estreme di sfruttamento minorile, come la prostituzione e l'accattonaggio.

Ma accanto a queste non bisogna dimenticare forme più soft di sfruttamento dei minori che sono presenti spesso nel settore dello spettacolo, della moda e dello sport, come emerso anche recentemente a seguito delle denunce del calcio-mercato di bambini stranieri.

Per il BICE non possono esistere zone franche nella tutela dei diritti dei bambini e per questo il BICE Italia, durante i lavori del Seminario, ha annunciato la proposta della istituzione a livello locale del “Tutore dei Bambini”. Tale proposta è stata inviata ai Presidenti delle Regioni Italiane in occasione del 10° anniversario della Convenzione Onu sui Diritti dell'Infanzia.

Il Seminario, organizzato in collaborazione con i 35 organismi ed associazioni del Coordinamento italiano del BICE, ha affrontato, con il contributo dei relatori intervenuti e dei partecipanti tutti, le varie problematiche emerse ed ha riflettuto sul reale impatto delle politiche sociali adottate. Tutto questo in una ottica di resilienza, cioè di ricerca che muove dalle situazioni reali mirando a rinvenirvi le condizioni per il superamento effettivo del disagio e per la promozione di una autentica cultura dell'infanzia.

All'inizio dei lavori del Seminario l'Assessore regionale Paolo Benesperi ha portato il saluto della Regione Toscana. E' stato portato anche il saluto della Sen. Carla Mazzuca Poggiolini, Presidente della Commissione Infanzia del Senato.

Febbraio 2000

Introduzione

“Prise de position du BICE sur le travail des enfants”

Jacques de Preux, Segretario Generale del BICE

L'intention du BICE n'est pas de prendre position sur toutes les formes du travail des enfants. Comme de nombreux commentateurs l'ont fait remarquer, certaines formes de travail font partie intégrante de la vie de l'enfant au sein de sa famille et de sa communauté, conformément aux traditions et à la culture locale. L'objectif de cette position est plutôt de dénoncer l'emploi des enfants dans des conditions de travail dangereuses et sous forme d'exploitation, qui constitue une violation fondamentale des droits de l'enfant.

Politiques de l'enfance : une stratégie pour mettre en œuvre les droits et les responsabilités des enfants

Le BICE est convaincu qu'il faut des stratégies pour mettre en œuvre les objectifs et le contenu de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) et permettre aux enfants de participer activement à ce processus. Les politiques de l'enfance sont des stratégies, élaborées sur le plan local, national et international par des organisations gouvernementales et non gouvernementales, qui rendent le milieu où vivent les enfants plus favorable à l'exercice de leurs droits et de leurs responsabilités.

Les politiques de l'enfance du BICE se fondent sur une perspective qui considère l'enfant comme membre à part entière de la famille et de la société et comme acteur de son propre développement. La perspective du BICE est enracinée dans une vision chrétienne, selon laquelle tout être humain est créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, ce qui lui confère sa dignité. Cependant, les enfants, les familles et les communautés doivent mettre en œuvre leur propre responsabilité à travers l'exercice concret de leurs compétences.

Les politiques de l'enfance du BICE affirment qu'aucun projet ou programme du BICE s'adressant à des enfants ne peut être mis en œuvre sans tenir compte du bien commun, de la complémentarité nécessaire entre les partenaires sociaux et de la capacité qu'ont les enfants de jouer un rôle actif dans la société civile.

Et tout en reconnaissant l'urgence de préserver l'intégrité physique de l'enfant et de répondre à ses besoins vitaux, le BICE pense qu'il est tout aussi important de veiller au développement intégral de l'enfant, en garantissant son bien-être sur le plan social et affectif. C'est pourquoi son action se concentre sur les besoins psychosociaux des enfants et de leurs familles, afin de proposer une réponse globale aux besoins des enfants, en tenant compte des multiples facteurs qui peuvent compromettre son développement.

C'est à partir de son expérience dans les programmes pour les enfants démunis et exploités que le BICE a transformé ses principes d'action en politiques de l'enfance, destinées à un public plus vaste. La prise de position ci-après illustre les politiques de l'enfance que le BICE applique dans ce domaine.

Nature du problème

C'est au début du XX^{ème} siècle qu'on a commencé à élaborer des lois internationales sur le travail des enfants. En cette fin de siècle, les statistiques sur le travail des enfants sont toutefois effrayantes et on craint que la crise économique et sociale des 15 dernières années ne contraigne encore plus d'enfants à travailler à l'avenir.

Le travail des enfants prévaut dans les pays en voie de développement, mais il existe encore dans certains pays industrialisés. Une augmentation du travail des enfants a été enregistrée dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Le travail des enfants dans le

monde concerne surtout les zones rurales, toutefois l'urbanisation rapide a pour conséquence l'augmentation constante du nombre des enfants au travail dans les villes. La plupart des enfants sont employés par de petits établissements ou des entreprises familiales, le dernier cas étant plus fréquent à la campagne.

De nombreux efforts ont été déployés, particulièrement au cours des 15 dernières années, pour commencer à lutter contre le travail des enfants. L'adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant a donné une impulsion significative dans ce sens: recherche et information sur les conséquences néfastes du travail des enfants, augmentation du nombre des ONG travaillant au niveau du plaidoyer ou offrant des services directs aux enfants travailleurs, meilleure prise de conscience de la part du public des liens entre le consumérisme au nord et les conditions de travail (y compris le travail des enfants) au sud.

Tout en reconnaissant que la législation et son application sont vitales pour le succès de toute stratégie à long terme, l'OIT souligne que l'extension de la scolarité et son amélioration - de sorte que l'école puisse attirer et garder les enfants - représente la manière la plus efficace pour éviter le flux d'enfants en âge scolaire vers des formes d'emploi abusives. L'accès à l'enseignement primaire pour tous les enfants est un engagement prévu dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Si on arrivait à s'y tenir, on contribuerait à éloigner du travail les enfants les plus jeunes.

Les initiatives déjà mises en œuvre et l'intention des organisations internationales d'aborder à l'avenir la question du travail des enfants de façon plus ciblée renforcent l'espoir de voir se concrétiser des actions plus efficaces dans ce domaine.

Principes d'action

Au lieu de plaider pour l'abolition immédiate du travail des enfants sous toutes ses formes, le BICE adopte une position plus pragmatique, en affirmant qu'à moyen terme tous les efforts devraient être déployés pour protéger les enfants contre le travail dangereux et leur exploitation, contre tout travail "comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social" (Art. 32 CDE).

Là où les enfants travaillent, il faut s'employer par tous les moyens à améliorer leurs conditions de travail et à faire respecter leurs droits, en s'assurant par exemple qu'ils ont accès aux soins médicaux, à l'éducation et à une formation professionnelle, au repos et aux loisirs, à la participation, à un salaire équitable et à la protection contre les abus et l'exploitation.

Dans les endroits où le travail est considéré traditionnellement comme faisant partie de l'éducation de l'enfant, les dangers d'exploitation ne sont pas nécessairement écartés. Il faut veiller à ce que ces formes de travail n'empêchent pas l'enfant d'acquérir des aptitudes pour la vie et de devenir un membre à part entière de la communauté où il vit. Pour ne citer qu'un exemple, il suffit de mentionner les cas récents d'abus dans le travail domestique: le travail domestique faisait partie traditionnellement de l'éducation des jeunes filles comme préparation à la vie familiale. L'enfant était envoyé dans une famille de la parenté afin d'y apprendre à tenir une maison et à prendre soin des enfants sous le regard bienveillant de la mère de famille. Toutefois, aujourd'hui, en raison des changements des habitudes sociales et des valeurs morales, les enfants sont souvent victimes d'exploitation sexuelle et d'abus dans le foyer d'accueil; en outre, les femmes ne sont plus aussi présentes à la maison que par le passé pour guider et aider l'enfant, ce qui a pour conséquence que leurs attentes dépassent souvent les capacités de l'enfant, etc.

L'action du BICE dans ce domaine

Le BICE a mis jusqu'à maintenant l'accent sur les aspects les plus *visibles* du travail des enfants, par exemple celui des enfants de la rue. (Le BICE reconnaît que bien que la plupart des enfants de la rue vivent de petits travaux, il existe une minorité d'enfants qui vivent dans la rue sans travailler du tout). Le BICE a lancé des initiatives pour les enfants de la rue dès les années 70, que ce soit par des projets d'assistance directe à Abidjan, des programmes de formation en

Amérique Latine, Asie et Afrique et des campagnes de plaidoyer sur le plan régional, en Europe centrale et orientale, et international.

En ce qui concerne les formes de travail les plus *cachées* et les plus dangereuses, le BICE a concentré ses efforts sur les enfants dans la prostitution. Il s’est également penché sur le sort des enfants soldats, par une action de terrain en Afrique et au niveau politique, sur le plan international. Ces formes d’exploitation par le travail, ainsi que beaucoup d’autres, sont particulièrement dangereuses, car elles bafouent la dignité de l’enfant et constituent une violation flagrante de leurs droits, raisons pour lesquelles il faut les éradiquer immédiatement.

Ces dernières années le BICE a mis en œuvre des projets avec les jeunes filles au travail et leurs enfants au Togo, ainsi que pour les jeunes filles domestiques en Amérique Latine et Afrique.

Le BICE s’est donné également comme priorité de soutenir des programmes d’éducation basés sur de nouvelles approches, qui sont particulièrement adaptées à la situation et aux besoins des enfants au travail.

Stratégie du programme

Le BICE se consacrera davantage aux besoins et aux droits des enfants travailleurs. Il s’engage bien entendu à veiller à ce que la Convention des Nations Unies relative aux droits de l’enfant soit prise en compte dans les programmes destinés aux enfants travailleurs et à contribuer au développement de politiques de l’enfance particulièrement sur le plan national et régional.

- Le BICE plaide pour l’éradication du travail dangereux et l’exploitation des enfants.
- Pour tous les enfants qui travaillent pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leurs familles, le BICE veille à ce que les conditions soient réunies et les ressources nécessaires soient octroyées afin que ces enfants puissent jouir des autres droits prévus par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l’enfant (i.e. programmes d’éducation, liberté d’association, repos, jeu et activités récréatives, participation, soins médicaux, etc.), ceci afin de trouver un équilibre dans leur vie quotidienne.
- Sur un principe général, le BICE plaide pour la participation des enfants dans tous les domaines les affectant.
- Le BICE considère que tous les enfants ont un droit à l’enseignement primaire comme le prévoit la Convention des Nations Unies relative aux droits de l’enfant.
- Le BICE affirme la nécessité d’une reconnaissance officielle de la part des Etats de modèles alternatifs d’éducation primaire, qui sont adaptés aux besoins des enfants travailleurs.
- Le BICE continue à offrir à l’enfant la possibilité d’améliorer son éducation et sa formation professionnelle tout en s’engageant à défendre ses droits sur son lieu de travail et à renforcer les liens avec les employeurs à travers ses contacts avec les enfants de la rue travailleurs.
- Le BICE continue à mettre en œuvre avec ses membres et ses partenaires des projets pilotes prenant en compte les besoins des enfants travailleurs et de la rue toxicomanes.
- Le BICE continue à promouvoir des programmes d’éducation formelle et non formelle qui puissent s’adapter à la situation des enfants travailleurs (i.e. éducation de base, philosophie pour les enfants, « Symbiose », méthode enfant-pour-l’enfant, etc.)
- Le BICE poursuit ses activités de formation, auprès des gouvernements et des ONGs, à des approches opérationnelles destinées à promouvoir la résilience, l’écoute, les approches indigènes à la guérison et le respect des enfants.
- Les bureaux du BICE sensibilisent le public sur la situation des enfants au travail dans leur pays.

Documento Preparatorio al Seminario

Questo documento è stato elaborato da uno specifico Gruppo di lavoro del Coordinamento italiano del BICE coordinato da Giuliano Vettorato, Vice Presidente SCS\CNOS

Premessa

Il diritto del minore a non essere costretto a lavorare è inserito tra i **Diritti del Bambino** sanciti nel 1924 dalla Quinta Assemblea Generale della Società delle Nazioni (nota anche come Dichiarazione di Ginevra). Diritti riaffermati nel 1959 con una nuova **Dichiarazione sui Diritti del Bambino** in cui si ribadiscono i diritti ad un sano sviluppo psicofisico, a non subire discriminazioni, ad avere assistenza e protezione dallo Stato di appartenenza. Inoltre si riconosce il diritto all'educazione ed a cure particolari nel caso di handicap fisico o mentale.

Tale dichiarazione rappresenta una esplicitazione del documento costitutivo dell'ONU, la **Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Uomo**, dove si afferma la necessità di una protezione speciale per i bambini: *“il fanciullo, a causa della sua mancanza di maturità fisica e intellettuale, necessita di protezione e cure particolare, ivi compresa una protezione legale appropriata, sia prima che dopo la nascita”*.

La **Convenzione sui Diritti dell'Infanzia**, approvata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite il 20 novembre del 1989 a New York, sulla scia di questi precedenti, formula in modo articolato i diritti dei minori ed impegna gli Stati membri dell'ONU a dar loro attuazione, riferendone ad una apposita Commissione con scadenza triennale. Questa Convenzione è il più importante tra gli strumenti per la tutela dei diritti dei bambini. Una volta da loro ratificata, rappresenta un vero e proprio vincolo giuridico per gli Stati contraenti, che devono uniformarvi le norme di diritto interno per far sì che i diritti e le libertà in essa proclamati siano resi effettivi. La Convenzione Internazionale sui Diritti dell'Infanzia è stata a tutt'oggi ratificata da 191 su 193 Paesi (l'Italia l'ha fatto con la legge 27 maggio 1991 n.176): mancano all'appello solo gli Stati Uniti e la Somalia.

Le novità principali di questo documento, e cioè il riconoscimento del bambino come “soggetto” di diritti, l'articolazione completa di questi diritti ed il carattere vincolante per la legislazione dei singoli Stati, indicano un livello elevato della coscienza mondiale, circa l'interesse per i bambini. Ovviamente occorre passare poi dalla proclamazione all'attuazione dei diritti dei minori. La Convenzione sui Diritti dell'Infanzia del 1989 rappresenta dunque un programma da realizzare, certo con accentuazioni differenti, nei vari Paesi del mondo.

Come altre organizzazioni internazionali, anche il **BICE**, è impegnato in campagne annuali dedicate specificatamente all'uno o all'altro dei diritti dei minori. Quest'anno l'**Ufficio del BICE per l'Italia**, in collaborazione con gli organismi ed associazioni del Coordinamento italiano, ha portato l'attenzione sull'art.32 della Convenzione sui Diritti dell'Infanzia:

“...Gli Stati-parti, riconoscono il diritto del bambino ad essere protetto contro lo sfruttamento economico e qualsiasi tipo di lavoro rischioso o che interferisca con la sua educazione o che sia nocivo per la sua salute o per il suo sviluppo fisico, mentale, spirituale, morale o sociale. Gli Stati-parti devono prendere misure di natura legislativa, amministrativa sociale ed educativa, per garantire l'applicazione di questo articolo. A tal fine, e tenendo conto delle disposizioni pertinenti di altri strumenti internazionali, gli Stati-parti devono:

- a) fissare l'età minima per essere ammessi ad un impiego.*
- b) Stabilire un'adeguata disciplina in materia di orario e condizioni di lavoro*
- c) Stabilire pene ed altre sanzioni per garantire l'applicazione di questo articolo ...”*

Ci sono nel mondo ancora troppi bambini soggetti a sfruttamento per motivi economici. Bambini che non possono godere un'infanzia, giocare, crescere armonicamente e serenamente. Bambini che devono consumare precocemente la loro esistenza in ambienti malsani, sottoposti a lavori irregolari, senza paga adeguata, solo perché vivono in paesi poveri, dove non c'è il

necessario per vivere e le economie di questi paesi riescono a sopravvivere solo grazie al basso conto della manodopera, di cui quella infantile rappresenta il caso più evidente.

E non solo nei paesi in via di sviluppo. Anche in Italia vengono alla luce casi di sfruttamento del lavoro minorile: avviene per minori immigrati, per ragazzi di famiglie povere, per situazioni di degrado sociale e culturale, come recenti fatti di cronaca ci hanno fatto scoprire e ricerche (ISTAT, CGIL) hanno purtroppo documentato. Secondo dati statistici, sarebbero 250 milioni i bambini nel mondo costretti a lavorare, di cui circa mezzo milione in Italia.

Di fronte a questi abusi sui minori, come a tutti gli altri abusi e violazioni dei loro diritti, si deve reagire sistematicamente e tenacemente. A nessun bambino si dovrà mai permettere che siano calpestati i diritti. Per questo abbiamo voluto questo seminario e l'inchiesta che l'ha preceduto.

1. Questione spinosa e ambivalente

Tuttavia va riconosciuto che il lavoro minorile è anche questione spinosa e difficile da trattare, che non può essere risolta solo con un generico appello ai diritti (*“non basta dire di no”*). Violente ed improvvisate campagne di denuncia e boicottaggio internazionale verso prodotti e ditte che si avvalgono del lavoro di minori nonostante le buone intenzioni, hanno finito per peggiorare la situazione dei ragazzi, che hanno perso quell'unica fonte di sostentamento, o sono stati costretti a diventare clandestini e quindi ancor meno tutelati.

La ferma opposizione ad ogni forma di sfruttamento del bambino, esige una risposta globale e non solo settoriale.

Così pure la situazione italiana richiede una precisa presa di posizione per evitare che situazioni di sfruttamento e abuso dei minori avvengano con la complicità dell'indifferenza generale, cullandoci col fatto che non siamo ai livelli di paesi in via di sviluppo dove lo sfruttamento dei minori è cosa sistematica e diffusa. Finché ci sarà un bambino o adolescente sfruttato o che soffre non potremo starcene tranquilli o rassegnarci ad una situazione immutabile.

Certo, il lavoro minorile sfugge non solo ad una rilevazione quantitativa ma anche ad una precisa definizione. Va, per esempio, messo sullo stesso piano il lavoro forzato di minori, sovente stranieri, in scantinati malsani a cucire tomaie con il lavoro di chi sbriga alcuni servizi domestici? L'inquietante inserimento di minori in attività criminali è da considerarsi lavoro? E le attività nel mondo dello spettacolo o dello sport, magari ambite dallo stesso ragazzo, come sono da considerare? Ed è pure difficile stabilire se ogni forma di occupazione di un minore, sotto i 15 anni, può sempre definirsi sfruttamento o non possa essere qualche volta comprensibile, stanti certe condizioni sociali e familiari, o addirittura persino consigliabile, visto in un'ottica formativa orientata all'assunzione di responsabilità.

La legislazione italiana, peraltro in fase di evoluzione (a fine luglio 1999 il Governo ha, con decreto, vietato il lavoro per i minori con meno di 15 anni, che non abbiano assolto l'obbligo scolastico), salvaguarda soprattutto l'integrità fisica, dando insufficiente attenzione all'armonico sviluppo della personalità del bambino, soprattutto a quelli che sono i suoi bisogni di tipo psicologico. Bisogni particolarmente avvertiti e delicati nella fase dell'adolescenza dove la rapidità dello sviluppo e le novità cui va incontro pongono questo soggetto in una situazione molto precaria e fragile, in cui carichi di lavoro eccessivi o condizioni pesanti dal punto di vista psicologico possono compromettere definitivamente la possibilità di sviluppo della personalità. Ma anche una totale assenza dalla realtà del lavoro può rendere più incerto il processo di definizione dell'identità.

2. Dalla iperprotettività...

Facciamo infatti notare che una situazione iperprotetta che impedisce ogni contatto con il mondo del lavoro e non abitua alla fatica e alla manualità può essere altrettanto deleteria, per la formazione del ragazzo, di una precoce esposizione al lavoro. Ci si è fermati a lungo nelle fasi preparatorie di questo Seminario a riflettere sulla perdita di responsabilità e realismo cui certe

pratiche educative e socializzatrici diffuse stanno conducendo. Sono chiamate in causa soprattutto le famiglie e la scuola.

La **famiglia** che per una ipervalutazione dei diritti del minore non pensa quanto sia maturante coinvolgerlo nella conduzione della casa e renderlo responsabile di alcuni settori di essa. Invece relega i figli alla assoluta subalternità e alla completa dipendenza economica e di azione dalla famiglia.

Ma anche la **scuola** contribuisce a questo processo, avendo praticamente "espulso dai suoi programmi gran parte della dimensione tecnico-pratica" (Tagliaventi 1999, 19), né prevede un adeguato collegamento con il mondo del lavoro. Di fatto essa si presta a diventare un'area di parcheggio per molti ragazzi in attesa di essere cooptati dal mondo del lavoro. Mondo a cui non offre molto di specifico, perché i profili professionali che costruisce non sono in sintonia ed aggiornati con le esigenze del mercato del lavoro.

Tuttavia è la **società** nel suo insieme che favorisce questo trend. Società che da una parte ha sottolineato fortemente la dimensione dei diritti collettivi e individuali, ma non chiede altrettanta presa in carico dei doveri corrispondenti. Società che ha demandato responsabilità e compiti ad alcune sfere specializzate e non stimola l'iniziativa personale. Società che non lascia spazio al protagonismo giovanile, che non prevede come normale l'inserimento lavorativo, che preferisce tenere i giovani parcheggiati riservando loro solo compiti passivi o di consumo, che non permettere all'originalità giovanile di esprimersi con iniziative corrispondenti.

Di fronte a tutto questo, richiamiamo le istituzioni educative e la società in generale a promuovere un'effettiva partecipazione sociale del bambino e dell'adolescente, a costruire un mondo più attento ai loro reali bisogni e non solo più confortevole per l'adulto.

3.allo sfruttamento del minore

Quanto sopra non esclude che comunque una consistente minoranza subisce invece i danni di una esposizione precoce al lavoro... Molte sono le **attività** e le categorie implicate in questo fenomeno, che per molti versi sfugge ad ogni controllo e classificazione. Si va dal lavoro nero e malsano di certe zone più deprivate del paese e/o con minori stranieri, ai lavori occasionali, a quelli stagionali, fino ad occupazioni continuative. Si può svolgere questo lavoro presso ditte di familiari o presso esterni. Sovente queste attività avvengono nel terziario (baristi, commessi, ambulanti, camerieri, ecc.), ma anche in agricoltura (soprattutto stagionali o in aziende familiari), oppure nell'industria e nell'artigianato.

Sovente sono le **condizioni** economiche della famiglia a spingere a questo. Ma non sempre. Talvolta sono le stesse convinzioni della famiglia o dell'ambiente, che tende a svalutare la formazione scolastica e a privilegiare l'occupazione e l'attività pratica. Oppure l'adesione all'incessante e vasta proposta consumistica esige l'apporto di tutti i membri della famiglia. Oppure è la stessa incertezza e difficoltà a trovare lavoro, che spinge ad approfittare di ogni minimo spiraglio occupazionale a qualunque condizione. A volte pratiche di lavoro precoce nascono anche dall'esigenza dei figli di sottrarsi da una situazione di dipendenza familiare avvertita come troppo opprimente e di provvedere da soli al soddisfacimento di consumi cui la famiglia non vuole o non può provvedere (moto, computer, giochi, capi di vestiario, ecc.).

Un cenno a parte meritano situazioni assolutamente anomale in cui **delinquenti** approfittano della fragilità intrinseca dei minori, della loro incapacità a resistere, fisicamente alla forza, psicologicamente alla suggestione e al plagio, per farne corrieri della droga, piccoli delinquenti, oppure avviarli alla prostituzione e allo sfruttamento sessuale. Situazioni assolutamente intollerabili, che richiedono un inderogabile maggior sforzo di tutela e dissuasione.

Non molto dissimili si presentano, dal punto di vista della seduzione e dei condizionamenti psicologici, forme di sfruttamento del minore molto più tollerate e addirittura favorite dall'ambiente sociale e ambite dalle famiglie, come l'impiego dei minori nello **spettacolo o nello sport**... I ritmi massacranti imposti da queste occupazioni, i ruoli che si trova a ricoprire, il senso di esaltazione e di onnipotenza, l'immagine distorta di sé, le identificazioni con personalità "fake" sono solo alcuni dei rischi che corre il minore che lavora nello spettacolo.

Anche in queste situazioni le distorsioni già accennate della società e della famiglia funzionano in maniera deleteria e fanno preferire sogni di successo e di denaro facile a scapito di una autentica e armonica crescita di cui il ragazzo avrebbe bisogno.

4. L'intervento sulle cause

Ovviamente tutto questo richiede delle precise assunzioni di responsabilità che chiamano in causa tutte le componenti della società.

Dalla **politica e amministrazione** dello Stato e della Giustizia che devono vigilare per una corretta applicazione della legge (legge che andrebbe migliorata nel senso di una maggior attenzione a tutte le esigenze dello sviluppo del bambino-adolescente e non solo per quello fisico), al mondo **economico** che deve superare una concezione finalizzata solo al profitto, al massimo del profitto a qualunque costo.

Alle **famiglie** che dovrebbero fare dell'educazione e cura dei figli lo scopo principale della loro esistenza, e non subordinarla a esigenze di carriera sociale, benessere economico, tranquillità personale o anche di un amore esagerato che porta a fare dei figli prevalentemente un oggetto delle loro effusioni affettive e non invece soggetti a sé, titolari di diritti ed esigenze proprie inalienabili.

Un parola particolare va spesa per la **scuola**. Essa, nella società contemporanea, è stata investita di un compito centrale nell'educazione, sicché le viene imputato ogni fallimento. La scuola sembra aver fallito nel compito di avvio al lavoro e di socializzazione delle nuove generazioni, per la sua lontananza dal mondo produttivo e dalla dimensione pratica. Questo ha aumentato la distanza tra scuola e mondo reale. Ciò ha indotto negli allievi l'impressione di compiere un'operazione inutile andando a scuola, valida al massimo per soddisfare la curiosità intellettuale, ma non funzionale alla vita e al lavoro. Questa distanza è diventata un problema e un gap per allievi con minori propensioni allo studio e con problemi economici, sociali, relazionali. Il che ha comportato abbandoni precoci della scuola per darsi, non di rado, ad attività economiche illecite, anche se non sempre delinquenziali. Infatti andiamo da situazioni di semplice lavoro nero a situazione di delinquenza e di prostituzione. A questo punto il lavoro, ancorché nero, appare come una soluzione tipo "riduzione del danno" rispetto ad esiti peggiori.

Il recente decreto ministeriale che eleva l'obbligo della frequenza scolastica fino a 15 anni (ed in proiezione fino a 18) se da una parte sembra allineare l'Italia agli standard dei paesi più evoluti, rischia di aggravare ulteriormente la situazione di coloro che hanno trovato difficoltà in questa scuola. Infatti l'elevazione dell'età dell'obbligo unito alla impossibilità di assolverlo con corsi di formazione professionale aumenterebbe la difficoltà per i ragazzi meno motivati o predisposti allo studio e li spingerebbe ancor di più verso soluzioni illegali, di lavoro nero o addirittura di delinquenza. Soluzioni intenzionalmente buone per la maggioranza dei giovani provocano effetti collaterali dannosi, proprio per le minoranze più bisognose di tutela e di interventi educativi, con conseguente aumento delle aree della marginalità e dell'illegalità.

Di fronte a queste contraddizioni ed inefficienze del sistema scolastico, si richiama la necessità di programmi più attenti alle singole realtà, più orientati a sviluppare competenze pratiche, a valutare l'allievo per la sua capacità di fare ciò che impara e non solo di ripetere la lezione, a valorizzare le doti di creatività e iniziativa personale, a connettersi con il mondo produttivo e definire profili professionali in sintonia con le reali esigenze del mercato, e soprattutto più flessibili e capaci di adattarsi alle esigenze e caratteristiche di ogni allievo.

Ma soprattutto occorre che la **società nel suo complesso e chi gestisce la cosa pubblica in particolare** siano impegnati a creare situazioni in cui il minore possa trovare spazi adeguati alle sue possibilità, possa partecipare e sentirsi effettivamente soggetto di diritti e soggetto sociale e non solo oggetto di provvedimenti, pur ben intenzionati, ma che sovente non rispettano le autentiche esigenze di sviluppo armonico individuale. Soprattutto è necessaria un'opera di prevenzione delle cause che provocano il ricorso al lavoro illegale, alla delinquenza, allo sfruttamento, unita ad un'attenta opera di controllo e repressione di ogni forma di abuso e sfruttamento del minore.

Sondaggio di opinione del BICE Italia sul lavoro minorile

A cura di Marie Gannon, Docente della Pontificia Facoltà Auxilium

Premessa

In preparazione al Seminario il BICE Italia ha effettuato un sondaggio di opinione presso le unità territoriali impegnate quotidianamente in questa realtà ed uno specifico Gruppo di lavoro, formato dai rappresentanti di Centro Nazionale Opere Salesiane, Opera Don Orione, Fondazione Stella Maris, Centro Coordinamento Salesiano F.M.A, Messaggero dei Ragazzi, Religiosi Terziari Cappuccini, Pontificia Facoltà Auxilium, Centro Internazionale Pastorale Giovanile F.M.A., ha elaborato il questionario destinato agli operatori del settore.

Il sondaggio ha mirato a registrare la percezione sociale del fenomeno del lavoro minorile, soprattutto in relazione alle politiche adottate ed ai più recenti provvedimenti legislativi. I risultati del sondaggio, qui riportati, sono stati presentati durante il Seminario di Montecatini Terme.

(Per ciascuna frase, segnare una **X** nella colonna che rappresenta meglio la propria opinione.
La scala va da 1 - accordo completo a 6 - disaccordo completo)

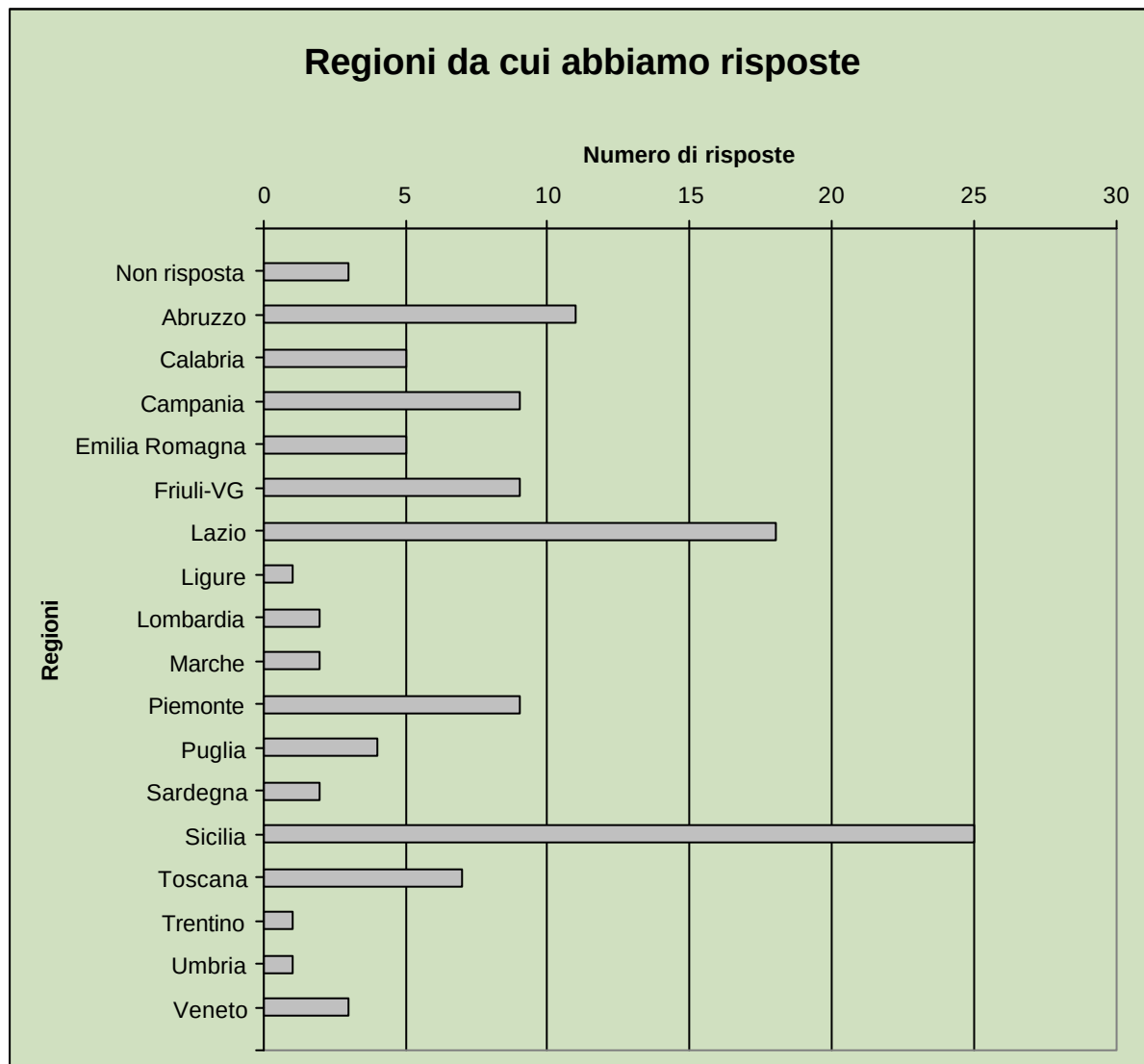
	1	2	3	4	5	6
1. Il lavoro minorile costituisce una grave lesione dei valori essenziali della nostra convivenza sociale e dei diritti umani fondamentali.	X					
2. Le forme più diffuse di sfruttamento avvengono in:						
a. Servizi domestici			X			
b. Agricoltura			X			
c. Artigianato			X			
d. Industria			X			
e. Commercio			X			
f. Turismo-alberghiero			X			
g. Edilizia			X			
h. Vendita ambulante abusiva	X					
i. Accattonaggio	X					
j. Piccoli furti	X					
k. Prostituzione	X					
3. In Italia il ricorso alla manodopera minorile non regolare appare limitato.			X			
4. La famiglia è uno dei cardini della strategia per il superamento del lavoro minorile.	X					
5. I media possono avere un ruolo decisivo nella lotta allo sfruttamento del lavoro minorile attraverso inchieste ed approfondimenti.	X					
6. L'assicurare il lavoro a tutti costituisce uno dei cardini della strategia per il superamento del lavoro minorile.	X					
7. Ci sono correlazioni tra abbandono scolastico e sfruttamento del lavoro minorile.	X					
8. La scuola è uno dei cardini della strategia per il superamento del lavoro minorile.	X					
9. La politica scolastica in atto per l'innalzamento dell'obbligo scolastico potrebbe aggravare la situazione dei ragazzi meno				X		

motivati allo studio. I media possono avere un ruolo decisivo nella lotta allo sfruttamento del lavoro minorile attraverso inchieste ed approfondimenti						
10. La politica scolastica in atto per l'innalzamento dell'obbligo scolastico potrebbe aggravare la situazione dei ragazzi bisognosi di inserirsi presto nel mondo del lavoro.					X	
11. Per il minore che ha abbandonato la scuola ed ha oltre i 16 anni è preferibile lavorare in nero che non lavorare per niente.						X
12. L'innalzamento dell'obbligo scolastico accentuerebbe il fenomeno del lavoro nero.					X	
13. Per favorire il rientro scolastico dei ragazzi che hanno lasciato la scuola occorrerebbero modalità diverse di accompagnamento e sostegno.	X					
14. Un intervento penale centrato sull'educativo piuttosto che sul sanzionatorio favorisce un buon approccio al lavoro.	X					
15. Per favorire il rientro scolastico dei ragazzi che hanno lasciato la scuola occorrerebbero modalità diverse di valorizzazione delle loro potenzialità	X					
16. Per favorire il rientro scolastico dei ragazzi che hanno lasciato la scuola occorrerebbero modalità diverse di insegnamento e apprendimento.	X					
17. La povertà è una conseguenza dello sfruttamento del lavoro minorile in Italia.				X		
18. La cultura del "tutto e subito" spinge verso il guadagno facile.	X					
19. Lo squilibrio tra Nord e Sud dell'Italia è una delle cause dello sfruttamento del lavoro minorile.		X				
20. La povertà è una delle cause dello sfruttamento del lavoro minorile in Italia.	X					
21. La diffusione del lavoro minorile si ha anche in alcune zone dell'Italia in cui la popolazione non è affatto povera.		X				
22. La globalizzazione dei mercati è una delle cause dello sfruttamento del lavoro minorile in Italia.				X		
23. Occorre impostare l'educazione e la formazione professionale tenendo conto delle esigenze e delle situazioni concrete dei bambini e dei ragazzi.	X					
24. Occorre impostare l'educazione scolastica inserendovi esperienze lavorative per dare il senso del lavoro.	X					
25. Occorre impostare la formazione professionale prestando attenzione all'aspetto culturale.	X					
26. Occorre riconoscere la titolarità della formazione professionale per l'assolvimento dell'obbligo scolastico.	X					
27. La violazione della legislazione sul lavoro minorile incrementa lo sfruttamento dello stesso.	X					
28. Nel Nord-Est il lavoro minorile è associato			X	X		

a fattori di ordine culturale per cui non è considerato come fattore di sfruttamento.						
29. Si può considerare sfruttamento del lavoro minorile la scelta fatta da alcune famiglie in base alla necessità dei genitori di far fare esperienze lavorative ai figli per garantire loro una socializzazione generica al lavoro che la scuola non offre.						X
30. Prima di ogni altro intervento pare necessario il recupero di una cultura della legalità	X					
31. Per combattere la piaga del lavoro minorile è necessario disporre di iniziative di tutto formative per i minori che si trovino in condizioni di difficoltà familiare.	X					
32. Per ridurre il fenomeno del lavoro minorile è opportuno fornire incentivi economici alle famiglie più bisognose.	X					
33. Il lavoro minorile rappresenta una forma di "riduzione del danno" rispetto allo sfruttamento del minore da parte della criminalità organizzata.				X		
34. L'educazione alla legalità è uno dei mezzi per far capire al minore l'importanza del lavoro pulito.	X					
35. I media sono realmente interessati al fenomeno del lavoro minorile e informano correttamente l'opinione pubblica senza cedere al sensazionalismo.				X		

Dettagli di Risposta

- § LE RISPOSTE SONO PERVENUTE IN FORMA DI 117 QUESTIONARI COMPILATI
- § DI QUESTI 117 QUESTIONARI, 11 ERANO INCOMPLETI
- § AD ECCEZIONE DELLA DOMANDA 4, NON SONO STATE DATE TUTTE LE RISPOSTE



Le città da cui abbiamo ricevuto le risposte

Amelia	1	Corigliano Calabro	4
Avezzano	1	Reggio Emilia	4
Bagenono V.T.	1	Torino	5
Brindisi	1	Caltanissetta	6
Cagliari	1	Ragusa	6
Campi Bisenzio	1	Napoli	8
Capriva del Friuli	1	Scerne di Pineto	9
Codriopo	1	Palermo	10
Foggia	1	Roma	18
Genova	1	Totale	117
Lamezia Terme	1		
Mestre	1		
Montecatini T.	1		
Pescara	1		
PN	1		
Riva del Garda (Trento)	1		
San Donnino - Campi Bisenzil	1		
Sassari	1		
Siracusa	1		
Taranto	1		
Torchiarolo	1		
Torre Annunziata	1		
Trieste	1		
Udine	1		
Venezia	1		
Vercelli	1		
Verona	1		
Catania	2		
Firenze	2		
Livorno	2		
Macerata	2		
Milano	2		
Pordenone	2		
S. Vito al Tagliamento	2		
X- non risposta	3		
Novara	3		

Tipo di Organizzazione

	Frequenza	Percentuale
non riposta	1	0,9
associazione	4	3,4
carcere	3	2,6
centro giovanile	13	11,1
centro sociale	29	24,8
educativa	48	41,0
lavoro	3	2,6
pastorale giovanile	4	3,4
volontariato	12	10,3
Totale	117	100,0

Ruolo svolto dagli intervistati nell'organizzazione

	Frequenza	Percentuale
non riposta	1	0,9
equipe	2	1,7
ex-responsabile	1	0,9
operatore	49	41,9
responsabile - locale	35	29,9
responsabile - nazionale	3	2,6
responsabile - provinciale	4	3,4
responsabile - regionale	6	5,1
responsabile	4	3,4
socio	12	10,3
Totale	117	100,0

Tabella 1. Domanda 1 e 2

		1	2	3	4	5	6	Totale
<i>Domanda 1</i>	Frequenza	99	6	2	1	1		109
	Percentuale	90,8%	5,5%	1,8%	0,9%	0,9%		100,0%
Servizi domestici	Frequenza	13	12	20	12	16	12	85
	Percentuale	15,3%	14,1%	23,5%	14,1%	18,8%	14,1%	100,0%
Agricoltura	Frequenza	18	17	21	12	21	5	94
	Percentuale	19,1%	18,1%	22,3%	12,8%	22,3%	5,3%	100,0%
Artigianato	Frequenza	23	22	26	10	15	1	97
	Percentuale	23,7%	22,7%	26,8%	10,3%	15,5%	1,0%	100,0%
Industria	Frequenza	19	14	24	13	11	11	92
	Percentuale	20,7%	15,2%	26,1%	14,1%	12,0%	12,0%	100,0%
Commercio	Frequenza	17	20	25	12	13	3	90
	Percentuale	18,9%	22,2%	27,8%	13,3%	14,4%	3,3%	100,0%
Turismo-alberghiero	Frequenza	14	14	20	18	16	6	88
	Percentuale	15,9%	15,9%	22,7%	20,5%	18,2%	6,8%	100,0%
Edilizia	Frequenza	28	12	29	10	11	6	96
	Percentuale	29,2%	12,5%	30,2%	10,4%	11,5%	6,3%	100,0%
Vendita ambulante abusiva	Frequenza	58	20	18	6	1		103
	Percentuale	56,3%	19,4%	17,5%	5,8%	1,0%		100,0%
Accattonaggio	Frequenza	72	20	7	2	4	1	106
	Percentuale	67,9%	18,9%	6,6%	1,9%	3,8%	0,9%	100,0%
Piccoli furti	Frequenza	65	29	7	2	4		107
	Percentuale	60,7%	27,1%	6,5%	1,9%	3,7%		100,0%
Prostituzione	Frequenza	53	20	13	6	5	4	101
	Percentuale	52,5%	19,8%	12,9%	5,9%	5,0%	4,0%	100,0%

Tabella 2. Domande 3 a 12

		1	2	3	4	5	6	Totale
Domanda 3	Frequenza	5	25	34	15	17	17	113
	Percentuale	4,4%	22,1%	30,1%	13,3%	15,0%	15,0%	100,0%
Domanda 4	Frequenza	82	22	3	5	2	3	117
	Percentuale	70,1%	18,8%	2,6%	4,3%	1,7%	2,6%	100,0%
Domanda 5	Frequenza	39	36	26	5	8	1	115
	Percentuale	33,9%	31,3%	22,6%	4,3%	7,0%	0,9%	100,0%
Domanda 6	Frequenza	56	29	12	7	4	4	112
	Percentuale	50,0%	25,9%	10,7%	6,3%	3,6%	3,6%	100,0%
Domanda 7	Frequenza	79	26	7	2	1	1	116
	Percentuale	68,1%	22,4%	6,0%	1,7%	0,9%	0,9%	100,0%
Domanda 8	Frequenza	71	33	9	1	1	1	116
	Percentuale	61,2%	28,4%	7,8%	0,9%	0,9%	0,9%	100,0%
Domanda 9	Frequenza	24	22	21	11	24	14	116
	Percentuale	20,7%	19,0%	18,1%	9,5%	20,7%	12,1%	100,0%
Domanda 10	Frequenza	19	21	22	10	26	18	116
	Percentuale	16,4%	18,1%	19,0%	8,6%	22,4%	15,5%	100,0%
Domanda 11	Frequenza	16	25	22	8	10	33	114
	Percentuale	14,0%	21,9%	19,3%	7,0%	8,8%	28,9%	100,0%
Domanda 12	Frequenza	13	16	18	14	23	31	115
	Percentuale	11,3%	13,9%	15,7%	12,2%	20,0%	27,0%	100,0%

Tabella 3. Domande 13 a 23

		1	2	3	4	5	6	Totale
Domanda 13	Frequenza	88	16	6	4	1	1	116
	Percentuale	75,9%	13,8%	5,2%	3,4%	0,9%	0,9%	100,0%
Domanda 14	Frequenza	65	27	15	3	1	2	113
	Percentuale	57,5%	23,9%	13,3%	2,7%	0,9%	1,8%	100,0%
Domanda 15	Frequenza	85	16	2	2		1	106
	Percentuale	80,2%	15,1%	1,9%	1,9%		0,9%	100,0%
Domanda 16	Frequenza	70	25	7	3		1	106
	Percentuale	66,0%	23,6%	6,6%	2,8%		0,9%	100,0%
Domanda 17	Frequenza	16	8	19	20	20	19	102
	Percentuale	15,7%	7,8%	18,6%	19,6%	19,6%	18,6%	100,0%
Domanda 18	Frequenza	52	37	9	2	2	3	105
	Percentuale	49,5%	35,2%	8,6%	1,9%	1,9%	2,9%	100,0%
Domanda 19	Frequenza	22	30	21	18	9	4	104
	Percentuale	21,2%	28,8%	20,2%	17,3%	8,7%	3,8%	100,0%
Domanda 20	Frequenza	43	31	12	11	5	3	105
	Percentuale	41,0%	29,5%	11,4%	10,5%	4,8%	2,9%	100,0%
Domanda 21	Frequenza	31	40	22	4	6	2	105
	Percentuale	29,5%	38,1%	21,0%	3,8%	5,7%	1,9%	100,0%
Domanda 22	Frequenza	5	22	25	26	18	7	103
	Percentuale	4,9%	21,4%	24,3%	25,2%	17,5%	6,8%	100,0%
Domanda 23	Frequenza	77	24	2		2		105
	Percentuale	73,3%	22,9%	1,9%		1,9%		100,0%

Tabella 4. Domande 24 a 35

		1	2	3	4	5	6	Totale
Domanda 24	Frequenza	54	23	19	6	2	1	105
	Percentuale	51,4%	21,9%	18,1%	5,7%	1,9%	1,0%	100,0%
Domanda 25	Frequenza	62	29	7	3	2		103
	Percentuale	60,2%	28,2%	6,8%	2,9%	1,9%		100,0%
Domanda 26	Frequenza	56	13	22	5	2		98
	Percentuale	57,1%	13,3%	22,4%	5,1%	2,0%		100,0%
Domanda 27	Frequenza	59	17	10	7	4	3	100
	Percentuale	59,0%	17,0%	10,0%	7,0%	4,0%	3,0%	100,0%
Domanda 28	Frequenza	9	25	22	17	8	14	95
	Percentuale	9,5%	26,3%	23,2%	17,9%	8,4%	14,7%	100,0%
Domanda 29	Frequenza	11	16	16	19	23	21	106
	Percentuale	10,4%	15,1%	15,1%	17,9%	21,7%	19,8%	100,0%
Domanda 30	Frequenza	64	20	17	2	3		106
	Percentuale	60,4%	18,9%	16,0%	1,9%	2,8%		100,0%
Domanda 31	Frequenza	64	22	13	3	3		105
	Percentuale	61,0%	21,0%	12,4%	2,9%	2,9%		100,0%
Domanda 32	Frequenza	40	25	20	6	6	6	103
	Percentuale	38,8%	24,3%	19,4%	5,8%	5,8%	5,8%	100,0%
Domanda 33	Frequenza	13	21	16	20	16	19	105
	Percentuale	12,4%	20,0%	15,2%	19,0%	15,2%	18,1%	100,0%
Domanda 34	Frequenza	74	21	8	2	1		106
	Percentuale	69,8%	19,8%	7,5%	1,9%	0,9%		100,0%
Domanda 35	Frequenza	1	3	16	12	42	32	106
	Percentuale	0,9%	2,8%	15,1%	11,3%	39,6%	30,2%	100,0%

Istituzioni e lavoro minorile

I CARDINI:

SI CONFERMA IL RUOLO DELLE ISTITUZIONI: FAMIGLIA, SCUOLA, LAVORO LEGALE, PER IL SUPERAMENTO DELLE PROBLEMATICHE LEGATE AL LAVORO MINORILE. INFATTI LE RISPOSTE ALLE *DOMANDE 4, 6, 8* SONO CORRELATE TRA DI LORO.

Istituzioni e lavoro minorile

I MEDIA:

GLI INTERVISTATI NON CREDONO NELL'INCIDENZA ATTUALE DEI MEDIA, ANCHE SE RITENGONO CHE POTREBBERO SVOLGERE UN RUOLO IMPORTANTE NELLA LOTTA ALLO SFRUTTAMENTO DEL LAVORO MINORILE (*DOMANDA 5 E 35*)

Istituzioni e lavoro minorile

LA FAMIGLIA:

LA SCELTA DEI GENITORI DI FAR FARE UNA ESPERIENZA LAVORATIVA AI FIGLI NON È CONSIDERATA UNA SCELTA DI SFRUTTAMENTO (*DOMANDA 29*)

Istituzioni e lavoro minorile

LEGALITÀ:

I DATI RIVELANO UNA CORRELAZIONE TRA LA VIOLAZIONE DELLA LEGGE SUL LAVORO E LO SFRUTTAMENTO CAUSATO DAL LAVORO MINORILE. (*DOMANDA 27, 30, 34*)

Istituzioni e lavoro minorile

LA FORMAZIONE PROFESSIONALE:

I DATI RIVELANO CHE LA FORMAZIONE PROFESSIONALE È UNO STRUMENTO VALIDO PER ARGINARE LO SFRUTTAMENTO CAUSATO DAL LAVORO MINORILE. (*DOMANDA 23, 24, 25, 26*)

Istituzioni e lavoro minorile

LAVORO:

LA PREOCCUPAZIONE DI AVERE UN GUADAGNO “TUTTO E SUBITO” TENDE AD ESSERE CORRELATA CON UN’ESPERIENZA LAVORATIVA PRECOCE. (DOMANDA 18 E 29)

Istituzioni e lavoro minorile

LA SCUOLA:

I DATI RILEVANO, DA UNA PARTE CHE LA DISPERSIONE SCOLASTICA È CORRELATA ALLO SFRUTTAMENTO DEL LAVORO MINORILE; DALL’ALTRA CHE L’EDUCAZIONE SCOLASTICA DI QUALITÀ È UNA VALIDA STRATEGIA SIA CONTRO LA DISPERSIONE SIA CONTRO LO SFRUTTAMENTO . (DOMANDA 7,8,13,15,16,24 E 9,10,11,12,13,15)

Aree geografiche e lavoro minorile

I DATI RIVELANO CHE LO SFRUTTAMENTO DEL LAVORO MINORILE È PRESENTE ANCHE NELLE AREE GEOGRAFICHE NON ECONOMICAMENTE SVANTAGGIATE. (DOMANDA 21, 22, 28)

Povertà e lavoro minorile

E’ CONFERMATO DALL’INDAGINE CHE LA POVERTÀ E LE SITUAZIONI FAMILIARI PRECARIE SONO CAUSA E CONSEGUENZA DELLO SFRUTTAMENTO DEL LAVORO MINORILE. (DOMANDA 17, 19, 20, 21, 31, 32)

Ambiti di lavoro minorile

E’ CONFERMATO DALL’INDAGINE CHE POSSONO ESSERE LUOGO DI SFRUTTAMENTO SIA GLI AMBITI LEGALI SIA QUELLI ILLEGALI. (DOMANDA 2)

Conclusioni:

- § **NONOSTANTE TUTTO, GLI INTERVISTATI DANNO FIDUCIA ALLE ISTITUZIONI PER RISOLVERE IL PROBLEMA DELLO SFRUTTAMENTO DEL LAVORO MINORILE.**
- § **COME MAI I MEDIA NON SONO VALORIZZATI COME STRUMENTI PER COMBATTERE LE DIVERSE FORME DI SFRUTTAMENTO**

Gruppi di lavoro

Sintesi Gruppo di Lavoro:

“Accattonaggio, mafia, prostituzione: forme estreme di sfruttamento minorile”

Moderatore: *Gaetano Greco*, Religiosi Terziari Cappuccini

Segretario: *Albino Gemundo*, Religiosi Terziari Cappuccini

Il primo gruppo ha affrontato i temi della mafia, dell'accattonaggio e della prostituzione, problematiche talmente conosciute per le quali non è stato necessario un particolare approfondimento, ma per le quali abbiamo mirato principalmente, con una discussione comune, ad individuare una possibile modalità di approccio.

I fenomeni dell'accattonaggio e della mafia si connotano in contesti culturali in cui c'è “un ritorno di identità”. Il bambino che oggi, solitamente nomade, si dedica all'accattonaggio, in qualche modo può assumere un ruolo importante nella famiglia, poiché è in grado di collaborare con essa, è più adulto e risponde in qualche modo alle aspettative familiari. Per quello che riguarda il ragazzo che si associa a realtà mafiose ciò è ancora più vero. In una società povera di valori e di modelli il ragazzo diviene una facile preda per questo tipo di organizzazioni criminali, poiché la “famiglia mafiosa” restituisce comunque una identità forte con modelli di appartenenza chiari, visibili e potenti.

Tra i tre temi, quello sulla prostituzione e l'abuso sessuale sui minori, discosta forse in parte dagli altri poiché in questo caso il soggetto è essenzialmente vittima, per cui, oltre ad un aspetto economico, non possiamo intravedere nessuna acquisizione in termini di “identità” per il soggetto, nessun vantaggio per la strutturazione della sua personalità – individualità.

Ci siamo interrogati a lungo sulle possibilità di intervento negli ambiti di queste forme di sfruttamento estremo dell'infanzia e grazie alla presenza di numerosi giovanissimi nel gruppo di lavoro, siamo giunti ad intravedere una nuova chiave di lettura per la soluzione del problema. Le ipotesi emerse dalla discussione sono state ripartite in obiettivi a breve, medio e lungo termine.

OBIETTIVI A BREVE TERMINE:

- Sensibilizzazione sulle problematiche del lavoro minorile;
- Necessità di concretezza per trarre spunto per gli interventi;
- Conoscenza delle possibilità di intervento e degli interlocutori di riferimento;
- Formazione professionale specifica per intervenire nell'ambito dell'infanzia;
- Coinvolgimento dei giovani come risorse umane da parte degli operatori.

OBIETTIVI A MEDIO TERMINE:

- Sostegno alle famiglie;
- Proposte per il “dopo”, opportunità e risorse concrete;
- Ridimensionamento degli interventi nel rispetto della cultura dell'altro;
- Coordinamento delle diverse attività e diffusione delle informazioni a livello nazionale.

OBIETTIVI A LUNGO TERMINE:

- Miglioramento del sistema scolastico;
- Recupero della cultura della legalità e dell'accoglienza;
- Inserimento lavorativo assistito;
- Dare una identità ed una appartenenza;
- Sfatate i luoghi comuni.

Sintesi Gruppo di Lavoro:

“Scuola, cultura e lavoro minorile”

Moderatore: *Giuseppe Totaro, FISM*

Segretario: *Filomena Marseglia, ACR*

Premessa

All'interno del laboratorio il confronto con gli studenti ha messo in luce che il problema del lavoro minorile non è solo da considerare in ambito economico e politico-sociale, ma ha importanti risvolti culturali (quale cultura del lavoro c'è tra i ragazzi) ed ancora di più antropologici (che valore viene dato al lavoro dei ragazzi) e spirituale (quale è il senso ultimo del lavoro per i ragazzi).

Una scuola genera lavoro minorile quando:

- Non è capace di leggere il disagio dei ragazzi (insegnanti non preparati o non motivati a farlo, scarso collegamento e scambio con la famiglia e le altre realtà aggregative che potrebbe contribuire a percepire il disagio)
- Non ha intorno una comunità educante che riconosce e vive questo ruolo (o essa ha rinunciato a questo ruolo per altri più convenienti ed economicamente più rilevanti o li ha delegati frammentandoli in settori specialistici non aiutando però a riportarli ad una realtà comunitaria)
- Non aiuta i ragazzi a conoscersi dentro e a conoscere l'ambiente in cui vivono e sono chiamati a realizzare il loro progetto di vita.

La scuola cosa può fare sul piano culturale e delle “azioni positive”

- A. Recuperare un ruolo educante aiutando a maturare in ciascuno i sensi ed i valori che orientano le scelte.
- B. Attivarsi sempre più sul piano dell'orientamento ed inserimento nel mondo del lavoro attraverso la formazione professionale. Questo anche in collaborazione con altre realtà del territorio, fornendo ai ragazzi informazioni “pratiche” cioè facilmente accessibili e spendibili che permettano di evitare forme di sfruttamento e di illegalità
- C. Educare ad una cultura del lavoro solidaristica aperta alla mondialità

Quali sinergie è possibile attivare?

1. Intorno alla famiglia.
Occorre aiutare le famiglie ad avere una più profonda consapevolezza dei problemi legati al lavoro minorile trovando tutte le potenzialità formative del territorio (scuola, chiesa, associazioni familiari, sindacati,...) ed aumentando il loro bagaglio di conoscenze per poter meglio aiutare i figli nelle scelte.
2. Intorno ai ragazzi orientati al lavoro o giovani che già lavorano.

Richiamare la realtà ecclesiale alle proprie possibilità di seguire i ragazzi che stanno maturando la scelta del lavoro dopo la scuola dell'obbligo o che, avendola terminata, stanno già vivendo un'esperienza lavorativa.

Conclusione

“È sterile ricercare e a volte rinfacciarsi responsabilità, di fronte ai problemi bisogna sortirne insieme” (Don Lorenzo Milani)

Sintesi Gruppo di Lavoro:

“I minori stranieri in Italia: quale protezione dallo sfruttamento del lavoro minorile?”

Moderatore: *Giuliano Vettorato*, SCS\CNOS

Segretario: *Annalida Benesperi*, Fondazione Stella Maris

Il lavoro di gruppo è aperto da una Comunicazione di don Giovanni Momigli, vicario episcopale per la Pastorale del Lavoro della Diocesi di Firenze.

Egli rileva come la situazione dello sfruttamento dei minori stranieri in Italia sia un fenomeno sommerso che sfugge ad ogni tipo di indagine. Su questo argomento mancano dati certi. Si affida pertanto, nella sua analisi, a dati di esperienza personale (gestisce una parrocchia dove vive una fiorente comunità cinese, oltre che essere stato sindacalista ed interessarsi dei problemi sociali e del lavoro di tutta la diocesi di Firenze e di gran parte della Toscana).

Egli fa rilevare che il fenomeno dello sfruttamento lavorativo del minore (minori sottoposti a lavori insani con orari anche di 12-14 ore giornaliere) ha dimensioni sociali ampie e affonda le sue radici sullo stato di generale complessità che caratterizza la società italiana, come tutte quelle occidentali. In questa situazione, che comporta un aumento di mobilità sociale e di flessibilità occupazionale e quindi anche una maggiore facilità di ritagliarsi spazi di illegalità, si inserisce il tema dell'immigrazione che fornisce manodopera a buon prezzo unita a situazioni di clandestinità e quindi maggior precarietà sociale e legale.

Ma il fenomeno non trova spiegazione solo nella realtà sociale, ma anche in quella culturale. Ogni etnia ha una propria cultura del lavoro e del rapporto con il bambino. Si regola in base a questa per decidere a quale tipo di attività sottoporre i bambini con quali tempi e modalità rapportarsi ad essa. Così, per esempio, i cinesi hanno inquadrato i bambini in organizzazioni produttive di tipo familiare e con tempi e ritmi di lavoro stakanovisti. Mentre invece i marocchini tendono prevalentemente ad attività di tipo commerciale...

L'Italia dovrà imparare a fare propria la lezione interculturale e a trattare ogni etnia con rispetto della propria cultura e tradizione.

Di fronte a questa situazione, cosa significa "DIRE NO"? Di certo è da escludere un approccio solo di tipo emotivo.

E' importante offrire ad ogni bambino la possibilità di vivere bene la sua infanzia ed adolescenza. Per ottenere questo è determinante il rispetto della legalità: applicare le leggi sul lavoro, sui minori, sull'obbligo scolastico che già esistono e devono essere rispettati da chiunque si trovi sul suolo italiano.

Per arrivare a ciò è importante intensificare i controlli e applicare leggi e sanzioni per chi non le rispetta. Ma non basta. Bisogna rivedere tutto il concetto di accoglienza e solidarietà. Non basta limitarsi a permettere la presenza di stranieri in Italia. Solidarietà e reciprocità impegna ad una collaborazione tra i due popoli. L'accoglienza di stranieri in Italia comporta un

accordo tra i due popoli in modo da definire modalità e termini del loro soggiorno in Italia, con lo scambio di informazioni anagrafiche, culturali, legali, tali da permettere un rapporto corretto con lo straniero e la tutela dei suoi diritti mentre è ospite in Italia. Ovviamente tutto ciò impegna al rispetto di una serie anche di doveri: da parte dello stato italiano per non omologare culturalmente lo straniero, da parte dell'immigrato per conoscere e rispettare le leggi dello stato che lo ospita.

Per arrivare a ciò ci sono alcuni nodi da affrontare e risolvere. Si vuole una società multietnica (compresenza di varie culture, ognuna indipendente) o interetnica (integrazione tra culture diverse)? In base alla risposta dipenderà il modello di rapporti che andranno sviluppandosi. Questo sarà decisivo anche per la scuola, che non potrà comunque rimanere uguale a quella che è attualmente, limitandosi ad assimilare gli stranieri agli italiani con un corso di alfabetizzazione. Bisognerà pensare a corsi scolastici specifici, soprattutto in presenza di precise comunità di stranieri. La riuscita della scuola in questo processo di integrazione sarà decisiva per recuperare i minori stranieri al percorso scolastico normale. Esso si motiverà agli occhi degli stranieri solo nella misura in cui riuscirà a legittimare la sua obbligatorietà facendo vedere l'intrinseca validità sociale.

Ma oltre a questo va sviluppato il controllo sociale. Per farlo bisogna sviluppare un autentico rapporto con le comunità straniere che vanno costituendosi sul territorio italiano, in modo da ottenere la loro collaborazione al processo di integrazione, perché sentano la loro permanenza in Italia, non come un fatto occasionale, ma come un momento di crescita e di responsabilizzazione. Ma anche le comunità territoriali italiane vanno responsabilizzate in questo, sia come coloro che concretamente sono deputate all'accoglienza degli stranieri (e vanno forniti di strumenti giuridici ed economici adatti), sia come coloro che rispettano e fanno rispettare la legge sul territorio e che segnalano eventuale inadempienze o carenze all'autorità competente. Tutto questo presuppone un rapporto diverso tra centro e periferia, tra autorità e cittadino...

Terminata la relazione di don Momigli (qui riportata in modo estremamente succinto), sono intervenuti nei lavori di gruppo rappresentanti della Caritas di Pistoia e di altri enti, per presentare quanto essi fanno a favore dei minori, soprattutto stranieri, e per contrastare lo sfruttamento dei minori. Particolarmente significativa è stata la testimonianza della dott.ssa Silvana Bisogni, segretaria della sen. Carla Mazzucca Poggiolini, presidente della Commissione Speciale Senatoriale per l'Infanzia, la quale ha fatto rilevare quanto il Governo, soprattutto con questa commissione senatoriale, sta facendo per l'Infanzia. Essa ha fornito dati un po' diversi dai soliti sullo sfruttamento di minori stranieri (250 mila, ca.), sulle possibilità di applicare leggi come la n. 285 sull'Infanzia e Adolescenza, la n. 40 sull'Immigrazione, per attivare interventi a favore dei minori stranieri in Italia. Ma ha anche fatto rilevare i problemi che nascono quando ci si mette in rapporto con culture diverse per esempio nella scuola, oppure nella concezione della donna, del minore, del diritto e della democrazia, ecc. Interagire con culture diverse vuol dire trovare dei modi di intesa e di procedere che devono essere codificati in protocolli e convenzioni reciproche, oltre che in direttive e in formazione ad hoc.

Le discussioni intervenute in seguito a queste comunicazioni hanno fatto individuare le seguenti grandi direttrici che potrebbe avere il tema dello sfruttamento dei minori stranieri in Italia:

- **PROBLEMA IMMIGRAZIONE:** L'analisi dello sfruttamento dei minori stranieri in Italia non può prescindere dalla generale situazione dell'immigrazione da paesi poveri. Un adeguato controllo dei flussi migratori, l'accoglienza e l'integrazione di questi esseri umani nella società italiana costituiscono la premessa fondamentale per poter inquadrare il fenomeno dello sfruttamento dei minori in un preciso contesto operativo. Sappiamo che questi fenomeni si presentano come un corollario delle grandi trasformazioni economiche in atto a livello planetario, trasformazioni che non è possibile all'Italia governare da sola. Però sappiamo anche che il fenomeno richiede una presa in carico da parte dell'Italia sia dal punto di vista giuridico, che culturale e organizzativo. Sollecitiamo sia il governo che la nazione a farsi seriamente

carico di questo problema e a trattarlo con la dovuta serietà e competenza. Senza queste non può esserci adeguata risposta al problema dello sfruttamento dei minori stranieri.

- **CONTROLLO:** Lo sfruttamento dei minori stranieri avviene non in una situazione di carenza legislativa, bensì di illegalità. Le leggi ci sono, ma non sono applicate. Ciò è favorito sia dal comportamento illegale da parte dei cittadini italiani che preferiscono esercitare il loro arbitrio su esseri non tutelati da legge o da norme sindacali, sia dall'ignoranza delle leggi da parte degli stranieri che non sanno quali sono i loro diritti e doveri. Illegalità favorita da una situazione insanabile (manca permesso di soggiorno, questo non viene dato se non si ha posto di lavoro, ma il datore di lavoro non lo concede perché altrimenti deve applicare il salario sindacale). Si invoca una più precisa applicazione delle leggi. In particolare una collaborazione tra le forze dell'ordine deputate a far rispettare le leggi, una collaborazione tra enti e amministrazioni pubbliche, tra queste e comunità civile, in particolare con quelle istituzioni private e o associazioni di cittadini che possono assicurare la capillarità delle informazioni e degli interventi sul territorio.

- **SCUOLA:** La scuola rappresenta la principale via di integrazione del minore straniero nella società italiana. Questa risorsa dev'essere adeguatamente valorizzata per poter rispondere al compito cui è chiamata. Si chiede soprattutto una adeguata preparazione degli insegnanti al compito di integrazione culturale; inoltre appropriati strumenti, sia legislativi che finanziari, per cogliere la sfida dell'interculturalità.

- **FORMAZIONE PROFESSIONALE:** Accanto alla scuola la formazione professionale è l'altra risorsa che può validamente contrastare i processi di sfruttamento del minore. Essa, attraverso la preparazione professionale, sottrae il minore allo sfruttamento della semplice manodopera. Inoltre può conferire consapevolezza della propria dignità e dei propri diritti, mediante una adeguata preparazione civica oltre che strettamente professionale. Si sottolinea inoltre che per la sua vocazione ad un immediato impiego, questa formazione, sovente viene percepita dagli stranieri come maggiormente confacente ai propri bisogni. Perciò si sottolineano i vantaggi già osservati su soggetti deprivati italiani di questo tipo di formazione e si richiede al governo di non eliminare la possibilità di accedere a questo tipo di formazione per l'espletamento dell'obbligo scolastico.

- **LUOGHI DI AGGREGAZIONE:** Per far avvenire l'integrazione tra nativi ed immigrati è fondamentale creare luoghi di aggregazione dove ci si possa conoscere e possano essere attivati processi di integrazione sociale. Un particolare impulso dev'essere dato dalle autorità allo sviluppo dei luoghi di aggregazione, soprattutto a quei luoghi chiamati "meticci" dove è possibile incontrarsi al di là dell'appartenenza etnica o culturale. Per questo lo stato dev'essere disposto a spendere adeguate risorse e deve sapersi avvalere della collaborazione dei cittadini e delle aggregazioni di cittadini in modo da dare il via ad un reale processo di integrazione che coinvolga progressivamente tutta la popolazione.

- **ALTRE INIZIATIVE:** nel corso del dibattito sono emerse altre proposte che poniamo sotto il titolo di ulteriori iniziative. Esse sono:

1. Costituire un **ufficio informazioni minori**, per facilitare la consapevolezza delle opportunità offerte ai minori, soprattutto stranieri e quindi divenire anche luogo di relazioni e di conoscenza reciproca.
2. Istituire la figura del **tutore dei minori**, che si occupi del rispetto dei minori e dell'attuazione delle leggi nei loro riguardi.
3. Curare nella scuola l'**educazione civica**, per dare consapevolezza, soprattutto agli stranieri, del fatto di essere cittadini, dei diritti e doveri che questo comporta e delle opportunità che ci sono.

Sintesi Gruppo di Lavoro:

“Come i media raccontano lo sfruttamento del lavoro minorile”

Moderatore: *Fabio Scarsato*, Messaggero dei Ragazzi

Segretario: *Mara Borsi*, Centro Internazionale Pastorale Giovanile F.M.A

Pino Ciociola, del quotidiano *Avvenire*, ha aperto il lavoro del gruppo con la sua testimonianza di giornalista, ha descritto le logiche del mercato dell'informazione-comunicazione, ha sottolineato che il lavoro minorile e in genere i problemi sociali, vengono presentati dai media non sempre correttamente o in modo adeguato. Dalla sua comunicazione è scaturito il dialogo che si è soffermato soprattutto a considerare il fenomeno dei media in modo complessivo. Dal confronto è emerso un'equa responsabilità delle colpe.

Si è preso atto che i media sono molto spesso più attenti alle logiche del mercato e ad un'informazione basata sulla notizia sensazionale o scandalosa che alle esigenze di una comunicazione – informazione vera, critica e aderente ai fatti. Dall'altra parte i fruitori dei mezzi di comunicazione rischiano molto spesso di porsi in un atteggiamento passivo o acritico rafforzando le logiche negative del mercato mediale.

Il gruppo ha sottolineato, quindi, l'importanza di chiedere ai gestori dell'informazione, un servizio onesto senza manipolazioni e costruzioni artefatte e ai fruitori, ad interagire attivamente anche con modalità molto semplici (cambio di canale, di quotidiano...) per obbligare ad un'informazione o a una produzione televisiva di qualità.

Un ruolo fondamentale spetta alle Associazioni di utenti che organizzandosi possono creare movimenti di opinione capaci di modificare i palinsesti della TV, della radio e le programmazioni editoriali.

Alle associazioni che lavorano nel campo del disagio sociale si chiede di organizzarsi meglio per entrare in dialogo con il modo dell'informazione, dotandosi di uffici stampa dove si possa costruire le basi di un'informazione alternativa alle logiche del mercato.

Il gruppo ha inoltre sottolineato che, trattando il problema del lavoro minorile, sia la stampa internazionale che quella nazionale, non hanno dato spazi sufficienti alle organizzazioni dei bambini lavoratori. Nel circuito dell'informazione è mancata la voce dei protagonisti.

I giovani presenti nel gruppo hanno rilevato una certa difficoltà nei confronti del linguaggio poco incisivo utilizzato soprattutto dai quotidiani.

A chi gestisce la comunicazione i giovani chiedono:

- più spazi e opportunità di reale espressione;
- che si raccontino fatti suffragati dalla testimonianza di persone che li hanno realmente vissuti;
- che la notizia sia commentata.

I giovani non desiderano un'informazione neutra, vogliono un'informazione che generi speranza e circoli virtuosi. Un'informazione che da fatti negativi sia capace di innescare processi di riflessione e coscientizzazione attorno ai problemi.

Sintesi Gruppo di Lavoro:

“Reinserimento dei bambini vittime del lavoro minorile: soluzioni in atto e proposte”

Moderatore: *Eva Pala*, Comunità S. Egidio

Segretario: *Ruth Mora*, Centro Internazionale Pastorale Giovanile F.M.A

Le esperienze condivise nel gruppo hanno aiutato a cogliere la complessità del problema allo studio e l'impossibilità di arrivare a definire delle proposte standard rispondenti alla pluralità delle situazioni con cui si scontrano gli operatori.

È importante sottolineare che il gruppo si è riferito soprattutto ad un reinserimento del bambino/a nei confronti dei percorsi formativi (scolastici e non). Infatti, la preoccupazione fondamentale è riuscire ad impostare dei processi formativi orientati al recupero della fiducia in se stessi, alla crescita nell'autostima e nella socialità.

Prima di tutto si è ribadita la necessità di recuperare il valore del lavoro come percorso formativo che permette la crescita integrale di ogni persona. Purtroppo, nella nostra società il lavoro è generalmente finalizzato al guadagno e non alla realizzazione della persona come tale. È quindi necessario impegnarsi a favore di una cultura del lavoro a servizio della persona e delle collettività.

Nella linea della costruzione di una cultura diversa si sono evidenziati due punti:

- l'importanza di una comunicazione-informazione che affronti il problema del lavoro nella sua complessità;
- la sensibilizzazione della famiglia spesso legata alla cultura del produrre e del consumare.

A livello istituzionale sono emerse le seguenti proposte:

- La necessità di un coordinamento degli interventi per evitare la frammentazione e il ritardo nella soluzione dei veri problemi che colpiscono i/le bambini/e;
- Il potenziamento di politiche a sostegno della famiglia come istituzione. Si è riaffermata la convinzione che migliorare le possibilità di lavoro degli adulti è una misura preventiva nei confronti del lavoro minorile;
- Richiamare al loro dovere le istituzioni preposte al controllo;
- Promuovere politiche che incoraggino gli interventi nei confronti della dispersione scolastica;
- Investire non solo nelle strutture ma nell'agevolazione dei percorsi alternativi più rispondenti alle particolarità di ogni bambino/a.

A livello operativo concreto si sono evidenziati i seguenti criteri:

1. La proposta di un percorso di reinserimento individualizzato che tenga conto delle diverse variabili (potenzialità personali, situazione familiare, contesto culturale di appartenenza e di riferimento, età...) che fanno parte della storia personale di ogni bambino/a. Si è sottolineata l'importanza dei mediatori culturali e di operatori/trici competenti che aiutino in questa ricerca.
2. L'articolazione di un lavoro in rete con le istituzioni presenti sul territorio e in cui è coinvolto in prima persona il/la bambino/a che permetta di ricercare le strade più rispondenti ad ogni situazione.
3. La ricerca di formule nuove nell'ambito della formazione professionale che garantiscano un'attenzione più integrale alla/al bambina/o e che lavorino sull'acquisizione delle competenze di base per inserirsi positivamente nel lavoro e nella società.

4. L'importanza del lavoro di strada per poter far emergere quel lavoro sommerso che altrimenti non verrebbe mai alla luce. Attraverso questa modalità di approccio è possibile anche intervenire opportunamente, salvaguardando l'integrità della/del bambina/o, in quei casi in cui il lavoro minorile funge da meccanismo di riduzione del danno.

Comunicazioni

“Accattonaggio, mafia, prostituzione: forme estreme di sfruttamento minorile”

Annarita Pescetelli, Comunità S. Egidio

Il lavoro minorile è senz'altro un problema molto complesso e, nonostante le cifre non siano esatte, si calcola che centinaia di milioni di bambini, invece di andare a scuola, di crescere, di giocare, siano coinvolti in attività lavorative faticose, malpagate, pericolose e distruttive per il loro equilibrio fisico e psicologico.

Il titolo di questo seminario "Il lavoro minorile: non basta dire no" ci rimanda all'esigenza urgente e concreta di trovare soluzioni e modalità d'intervento per rimuovere tali forme di sfruttamento. Il lavoro dei minori continua a essere praticato a dispetto di leggi nazionali e internazionali, e in alcuni casi sembra che le condizioni siano addirittura peggiorate. È vero, negli ultimi anni se ne è parlato di più, spesso l'attenzione dei mass media si è rivolta a questa violazione dei diritti dell'infanzia per denunciarne l'atrocità e le peggiori forme di abuso. È un problema complicato, la cui risoluzione richiede una molteplicità di interventi incrociati, a livello nazionale e internazionale, e spesso il lavoro minorile appare una realtà lontana, terribile ma difficilmente risolvibile. L'estrema povertà in cui vivono i bambini coinvolti sembra un tunnel senza uscita, e la rassegnazione può facilmente prendere il posto di prospettive di speranza.

In questi anni la Comunità di Sant' Egidio ha cercato di sensibilizzare bambini e adulti sul tema del lavoro minorile, illustrando la situazione esistente e indicando delle soluzioni. Come forse molti sapranno, la Comunità di Sant' Egidio svolge fra i suoi principali servizi un sostegno ai minori in situazioni di disagio. I nostri centri pomeridiani, le "Scuole Popolari" e le "Scuole della Pace", sono punti di riferimento importanti per i bambini e gli adolescenti che vivono emarginati nelle grandi periferie urbane. Il lavoro con i bambini è il primo che la Comunità ha svolto sin dalla sua nascita nel 1968 quando alcuni studenti liceali di Roma, iniziarono ad aiutare i figli degli immigrati dal sud Italia, che negli anni '60 vivevano in zone degradate della città, dove ora sono situati i campi nomadi. La Comunità di Sant' Egidio ha, quindi, una lunga esperienza con i minori: l'aiuto gratuito offerto ai bambini implica sempre un coinvolgimento dell'intera famiglia, e quindi la ricostruzione di un tessuto umano e sociale, che in tante situazioni di estrema povertà spesso tende a disgregarsi. Il nostro non è solo un aiuto scolastico, ma abbiamo sempre insistito su una "crescita globale", direi, del minore: per questo, accanto al sostegno didattico, abbiamo sempre portato avanti insieme ai bambini iniziative di solidarietà e formato alla cultura della pace (e il lavoro per la pace è uno dei fondamenti della Comunità di Sant'Egidio). Vogliamo comunicare loro che, pur vivendo in situazioni di disagio, possono aiutare gli altri.

Da molti anni abbiamo iniziato un'attività di sensibilizzazione sul tema del lavoro minorile e delle violazioni dei diritti dell'infanzia nel mondo. Lo scorso anno è nato per iniziativa della Comunità di Sant' Egidio un nuovo movimento di bambini e ragazzi, dal nome "Il Paese dell'Arcobaleno". È nato a Roma, ma non è un movimento cittadino, perché si è diffuso in tante città d'Italia (tra le altre Napoli, Genova, Pisa, Firenze, Milano, Bari, ecc. ecc.) e in altri paesi del mondo (ricordo solo Indonesia, Belgio, Mozambico, Camerun, Guatemala, ecc. ecc.). Si rivolge ai piccolissimi, ai bambini, agli adolescenti e ai ragazzi con una proposta caratterizzata dai temi della solidarietà, della pace, della convivenza tra diversi e dell'accettazione dell'altro, e della salvezza del pianeta dall'inquinamento. È rivolto innanzitutto ai bambini e ai ragazzi in condizione disagiata, ma è aperto a tutti, perché è in radice una proposta educativa e umana di integrazione.

Il movimento de "Il Paese dell'Arcobaleno" ha organizzato il 9 maggio del 1999 una manifestazione a Roma, a piazza Navona, per ricordare tutti quei bambini che nel mondo non vivono un'infanzia felice come gli altri: quelli che lavorano, che vivono per strada, che combattono, che soffrono la fame e la sete, che sono vittime di abusi sessuali. Alla manifestazione hanno partecipato più di 8 mila persone fra bambini e adulti e ha visto una grossa partecipazione delle scuole e di molte associazioni. Durante la manifestazione i bambini stessi hanno portato le loro difficili testimonianze: un bambino della Costa d'Avorio ha raccontato cosa significa vivere per strada, un bambino cinese ha parlato del lavoro minorile, e poi ancora altri bambini hanno portato la loro testimonianza da Cuba, dal Belgio, dal Congo e dal Kosovo. Ma il 9 maggio è stato solo il momento conclusivo di una lunga attività di sensibilizzazione sui temi citati, svolta durante l'anno nelle scuole, in cui i bambini che fanno parte del Movimento de "Il Paese dell'Arcobaleno" hanno avuto il ruolo fondamentale di veicolare la conoscenza di queste tematiche, spiegandole loro stessi nelle scuole.

Mi sembra doveroso trovare soluzioni concrete al dramma del lavoro minorile, e la Comunità di Sant'Egidio contribuisce a questo sforzo con una vasta azione educativa e informativa, perché è vero che i passi avanti per la risoluzione del problema del lavoro minorile necessitano in modo prioritario dell'impegno legislativo degli stati, ma è anche vero che senza una chiara coscienza e un'opera d'informazione è sempre difficile avere strumenti di pressione. Questo aspetto è molto importante, perché la cultura della pace e della solidarietà devono crescere nel singolo per crescere ed affermarsi nella società. Mi sembra importante, quindi, non demandare le soluzioni solo "ad alti livelli", ma insistere per creare un tessuto di sensibilità per il rispetto diritti dell'infanzia, con particolare attenzione verso i paesi più poveri. Anche in Italia esiste il fenomeno del lavoro minorile (anche se ogni singola situazione andrebbe attentamente analizzata), ma con dimensioni assolutamente incomparabili rispetto a quello che avviene in Asia o in Africa. Certo, è giusto che innanzitutto certe forme di sfruttamento vadano combattute in Italia, ma non bisogna cadere nella tentazione di limitarsi al fenomeno italiano e aumentarne la reale entità, forse perché di più semplice risoluzione di quello internazionale. Trovare sì soluzioni, ma con un'attenzione prioritaria al dramma di 250 milioni di bambini in tutto il mondo. Riguardo al caso italiano andrebbe sicuramente segnalato che la scuola è ancora carente, perché non permette il buon inserimento di tutti quei minori che vivono in situazioni di particolare disagio.

Nella nostra esperienza (la Comunità di Sant'Egidio è presente in molti paesi dell'Africa e dell'America Latina) una delle risoluzioni più urgenti da adottare contro il lavoro minorile è garantire l'istruzione elementare gratuita ed obbligatoria per tutti, perché in quasi tutti i paesi c'è uno stretto rapporto tra abbandono della scuola e lavoro minorile. Poter continuare la scuola è per i bambini l'unica speranza di riuscire a liberarsi dalle catene dello sfruttamento. Allo stesso tempo creare alternative per i ragazzi che già lavorano, in modo che possano acquisire istruzione e qualificazione professionale, ma garantiscano anche un reddito minimo.

La Comunità di Sant' Egidio lavora direttamente nei paesi in via di sviluppo dove è più forte il problema del lavoro minorile. Le nostre "Scuole della Pace", presenti in più di trenta paesi nel mondo, sono uno strumento importante per prevenire l'inserimento precoce dei minori nel mondo del lavoro. In Africa e in America Latina le "Scuole della Pace" raccolgono migliaia di bambini che non frequentano le scuole e il nostro intervento è un'azione di sostegno che dal bambino si estende all'intera famiglia. I membri della Comunità di Sant'Egidio nei diversi paesi offrono gratuitamente sostegno scolastico a tanti bambini che vivono in situazioni di forte emarginazione. Alcuni esempi: in Guatemala la "Scuola della Pace" accoglie tutti quei bambini che non frequentano le scuole pubbliche perché non conoscono la lingua ufficiale; in Mozambico è di sostegno a tutti quelli che non si inseriscono nel circuito scolastico perché parlano solo le lingue locali; in Costa d'Avorio la "Scuola della Pace" aiuta i bambini ivoriani insieme ai figli dei rifugiati liberiani, che vivono in condizioni di estrema povertà e non possono inserirsi nelle scuole; in Indonesia molti bambini indigeni non hanno accesso all'istruzione, e la frequenza della "Scuola della pace" ritarda l'inserimento nei circuiti del lavoro.

Le nostre "Scuole della Pace", presenti in più di trenta paesi nel mondo, sono uno strumento importante, quindi, per prevenire l'inserimento precoce dei minori nel mondo del lavoro.

“Scuola, cultura e lavoro minorile”

Pasquale Moliterni, AIMC

Questa comunicazione vuole offrire spunti di riflessioni intorno ai tre concetti che costituiscono l'ossatura portante del tema, analizzandone relazioni e interconnessioni.

E' facile assegnare alla scuola precise responsabilità in tema di lavoro minorile e, in particolare, quella di favorire la crescita del fenomeno, in conseguenza della dispersione e dell'abbandono scolastico.

E' un'abitudine inveterata quella di chiamare sul banco degli imputati, di fronte a sopravvenienti emergenze socio-culturali (devianza, diffusione droga, incidenti del sabato sera, ecc.), l'istituzione scolastica che, in tal modo, risulta gravata di nuovi compiti formativi che rischiano di inficiarne e indebolirne l'azione.

A parziale discolpa della scuola c'è da dire che la gestione della complessità dei fenomeni sociali non può essere assegnata ad un singolo attore istituzionale, attraverso la messa in campo di un regime di delega che tende a deresponsabilizzare gli altri soggetti in campo, la cui presenza attiva e sinergica può risultare invece determinante ai fini di un approccio ed una risposta efficace a tali fenomeni.

Ciò vale, evidentemente, anche per il lavoro minorile.

Premesso che il problema va affrontato con chiarezza sgombra da ideologismi, c'è da chiedersi anche quale sia il livello e il tipo di lavoro minorile accettabile.

E' ormai acquisito che la partecipazione dei bambini alla vita associata e familiare, attraverso l'espletamento di compiti alla loro portata, può costituire occasione di esperienza formativa per la crescita cognitivo-affettivo-relazionale e per l'autonomia della persona.

Non va inoltre sottovalutata l'importanza dell'apprendere attraverso il fare e, quindi, del ricorso al lavoro manuale nella scuola. Solo un uso non equilibrato di tale modalità può indurre a ipotizzare la presenza di sfruttamento del minore.

Alla Conferenza nazionale sull'infanzia del novembre 1998 è stata data notizia di un Progetto per la costruzione congiunta OIL-ISTAT di un sistema informativo sul lavoro minorile per la stima del fenomeno e l'identificazione, tenuto conto delle variabili correlate e di contesto, delle situazioni a maggiore rischio. L'indagine, che si effettuerà nel 2000, vedrà coinvolta anche la scuola, attraverso la rilevazione delle assenze degli alunni e la somministrazione di questionari relativi all'uso del tempo libero da parte degli stessi per l'analisi del fenomeno degli abbandoni scolastici.

La nostra riflessione parte dal convincimento che **è la persona**, nel nostro caso il bambino-ragazzo-adolescente, **il centro ontologico di un sistema educativo effettivamente funzionale alla sua esperienza di crescita personale**.

L'essere umano geneticamente non ha la possibilità di essere soggetto acculturato. *La sua umanizzazione avviene in virtù di quelle interazioni con il mondo e il patrimonio culturale dell'umanità, attraverso lo sviluppo di consapevolezza in merito alla propria realtà esperienziale.*

E' proprio grazie a questo confronto continuo con il mondo (fisico-naturale, socio-affettivo-relazionale, culturale-valoriale) che l'uomo può sviluppare il senso e il significato di sé, dei propri limiti e delle proprie possibilità nella costruzione di un ambiente di qualità per la propria e l'altrui esistenza.

La **scuola** costituisce il **luogo in cui si favorisce la crescita culturale della persona attraverso l'incontro con la cultura**. Questa azione tanto più potrà risultare efficace quanto più si riuscirà a *creare collegamenti significativi tra la proposta culturale e l'esperienza degli*

alunni, favorendo forme di sviluppo della conoscenza in termini di rappresentazione dell'esperienza personale che, per essere sempre più consapevole, richiede l'incontro e il confronto con l'esperienza umana nella sua evoluzione storica e in forma cooperativa con coloro che condividono la medesima situazione di apprendimento (team e cooperative-learning). Se la conoscenza è rappresentazione delle interazioni del soggetto con il mondo, ne consegue che la medesima si produce in forme più consapevoli nell'incontro e nel confronto con altre persone e altri «oggetti» (culture e valori), e richiede altresì la partecipazione dello stesso soggetto ai processi di form-azione, attraverso la valorizzazione delle sue azioni riflessive.

Il sistema scolastico-formativo rappresenta un'entità organizzativo-funzionale complessa e differenziata, le cui parti sono orientate allo sviluppo umanizzante della persona, attraverso l'impiego sinergico e sollecitante di tutte le risorse culturali presenti nel territorio e nella comunità.

Il modello che si configura è quello di una scuola:

- per la piena promozione della persona, luogo di cultura, di responsabilizzazione, di ascolto e di relazioni significative, di proposte di modelli culturali alternativi e di risposte ai bisogni e alle esigenze delle persone e della comunità;
- capace di organizzarsi in funzione dei cicli vitali della persona per rendere i ragazzi protagonisti, autonomi e competenti nel perseguimento del bene comune;
- come iniziazione ai valori attraverso la consapevolezza della propria esperienza nella realtà e non solo come luogo di trasmissione di conoscenze;
- in grado di rinnovarsi e «istituirsi» continuamente per corrispondere più efficacemente ai bisogni formativi e favorire il passaggio dal diritto all'accesso al diritto al successo formativo.

Ne consegue la necessità di una presenza capillare dell'istituzione nei diversi contesti territoriali e il problema, per la scuola dell'infanzia, della sua generalizzazione e obbligatorietà.

Nei documenti internazionali il bambino, anzi «fanciullo», è assunto come soggetto da 0 a 18 anni, senza tenere in alcun conto, almeno pare, le differenze dell'età evolutiva.

Comunemente persiste una concezione riduttiva del bambino, la cui etimologia (colui che non sa parlare) può indurre a ritenere che egli non ha diritto di parola.

Nei nostri modi di dire permangono d'altra parte espressioni che assumono l'infanzia nella sua negatività («non fare il bambino!»).

L'infanzia è altresì negata da un «adulterismo» esasperato, che chiede allo stesso bambino, il più delle volte, di sentirsi un alieno rispetto alla propria esperienza, espungendo il gioco e la relazione interpersonale dal campo della propria esperienza.

Le richieste di precocismi esasperati nel campo delle prestazioni personali fanno leva su una alterazione del rapporto tra apprendimento e sviluppo, ritenendo che il primo possa e debba anticipare e accelerare il secondo. Così non è infrequente trovarsi di fronte a casi di «forcing» scolastico (il fenomeno della cosiddetta «primina») e prestazionale (il caso dei «baby» artisti).

Si bruciano così le tappe senza tener conto dello sviluppo generale del bambino; si accorcia la frequenza della scuola materna che rimane, invece, la scuola dell'infanzia, ovvero del gioco e dell'immaginazione/fabulazione, di quelle forme di conoscenza attivo-analogiche che costituiscono basi e modalità di apprendimento meno formalizzate e più durature e significative per i bambini.

Fare cultura sull'infanzia, mondo spesso sconosciuto ai più e oggetto di stereotipi e/o pre-giudizi, vuol dire far sì che siano presenti in modo più diffuso a livello sociale conoscenze in merito ai diritti e alle caratteristiche fisio-psichiche, intellettive e affettive del percorso evolutivo del bambino, con particolare attenzione alle sue ansie, preoccupazioni, potenzialità, possibilità e esigenze.

Per altro, il concetto di cultura ci rinvia all'impegno ed obbligo per la scuola di assumere ed utilizzare le forme culturali giuste e congrue rispetto alle modalità di sviluppo degli alunni.

La parola ai bambini passa attraverso la cultura , ovvero la consapevolezza della propria esperienza, del proprio sè nel mondo, *attraverso i SAPERI come campi di significato pratici verso quelli scientifico-sistematici* (dai campi di esperienza, alle educazioni –immagine, motoria, suono, agli ambiti disciplinari, alle discipline).

La questione del pratico, relativo ai saperi, ci riporta alla dimensione del fare e al valore della manualità e dell’azione diretta nei processi di conoscenza, come prima forma di rappresentazione della propria esperienza e del proprio essere nel mondo.

Se si vuole essere dalla parte del bambino va, ad esempio, valorizzata l’informalità della sua conoscenza, ponendo al centro dell’azione didattica l’esperienza all’interno del proprio contesto di vita, per aiutarlo ad averne consapevolezza ed alimentare un atteggiamento positivo e costruttivo di fronte all’esistere.

Ciò richiede *attenzione alla predisposizione di curricoli scolastici intesi come forma di organizzazione delle attività di insegnamento utili a costituire un percorso significativo di apprendimento per gli alunni*, in relazione alla propria esperienza, e corrispondere ai bisogni, alle potenzialità e alle possibilità formative di ciascuno.

Si tratta di valorizzare, e non meramente rispettare, la cultura di origine, favorendone la rielaborazione nel dialogo-confronto con culture diverse, ovvero punti di vista differenti della realtà, per la costruzione di interazioni-integrazioni verso forme nuove.

Alla scuola si chiede flessibilità curricolare e organizzativa e alla società impegno nella destinazione di risorse adeguate e di attenzioni di rinforzo interattivo rispetto alle azioni costruttive della scuola stessa.

La scuola deve porre attenzione alla costruzione di *curricoli personalizzati*, attraverso la scelta di tematiche e nuclei concettuali congrui rispetto alle finalità e, quindi, significativi per i bambini e i ragazzi.

E’ inoltre richiesta una grande flessibilità sul piano organizzativo, attraverso la previsione di *modalità didattiche che facciano leva su forme attive, iconiche, analogiche e simboliche del conoscere*, al fine di consentire a ciascun alunno di esperire apprendimenti adeguati alle proprie possibilità personali.

Una scuola flessibile presta altresì attenzione ai tempi, agli spazi e ai mezzi dell’esperienza didattica perché la stessa risulti sufficientemente idonea a mettere in campo la partecipazione di ciascun alunno all’apprendimento come processo e azione personale.

Ciascun soggetto, compresi quelli in maggiore difficoltà, potrà così beneficiare di condizioni favorevoli al proprio sviluppo, in una positiva esperienza di arricchimento e di integrazione.

Rilevante non è solo l’attenzione al curricolo esplicito (organizzazione degli insegnamenti in forme significative tra le conoscenze e l’esperienza dei bambini) ma anche agli insegnamenti di tipo indiretto, ovvero agli atti e atteggiamenti degli adulti, cosiddetto curricolo implicito, o indiretto, che generalmente risulta più educativo o diseducativo di quello esplicito.

Quanto alla **società** nel suo complesso, essa deve farsi carico di una serie di impegni non solo di congruenza rispetto alla messa in campo di costruzioni di senso dell’esperienza umana, ma anche di individuazione e destinazione di risorse sufficienti rispetto a un impegno come quello formativo che per la sua rilevanza costituisce la struttura portante della società stessa e del suo sviluppo.

I bambini, così come la formazione e l’educazione, devono diventare una priorità politica nella nostra cultura e nel nostro sistema socio-economico, perché non abbiano a subire l’impatto delle scelte economiche, culturali e curricolari, che anzi devono essere effettivamente funzionali alla crescita delle persone.

Va riconosciuta la presenza nel *DPEF* di sostegni economici per il superamento della piaga dell’evasione e della dispersione scolastica.

Lo stesso Master-plan governativo sulla formazione fissa 5 mega-obiettivi per raccordare e monitorare il lavoro, le iniziative e gli stanziamenti dei vari ministeri e enti locali in materia di formazione, al fine di «riacciuffare» i bambini che si disperdono nella giungla del lavoro illegale.

Lo stesso processo di autonomia scolastica sembra andare nella direzione sperata, attraverso un rapporto più interattivo e integrato tra scuola-famiglie-territorio e la possibilità di messa in campo di percorsi formativi e didattici personalizzati.

Pur con alcune vistose differenziazioni tra gradi (sic!) inferiori e superiori, la scuola degli ultimi anni e dell'autonomia si va dimostrando (in particolare quella dell'infanzia ed elementare) capace di adeguarsi e corrispondere sempre più ai bisogni e alle potenzialità formative dell'alunno, facendosene carico e prendendosene cura, attraverso l'attivazione di processi di rappresentazione dell'esperienza e di rielaborazione culturale, riconoscendo agli alunni capacità di iniziativa cognitiva e personale, diritto ad essere informati sui processi in atto, quali condizioni di efficacia didattico-educativa.

Un tale processo, però, avrà valore se sarà attento alla presenza e allo sviluppo del sistema scolastico in modo equilibrato e qualitativamente elevato in tutto il territorio nazionale, giacché sarebbe una iattura se dovesse contribuire ad accentuare gli squilibri, attraverso presenze a macchia di leopardo, con scuole di eccellenza che continuano a ricevere supporti e risorse e scuole abbandonate a se stesse.

E' importante, invece, sviluppare azioni perequative, anche attraverso la messa in rete delle stesse.

Se si vogliono tutelare le persone e l'infanzia non è buona cosa far parti uguali tra disuguali o, peggio ancora, assegnare risorse a chi ne ha già a iosa. Si tratta di far piovere dove c'è una situazione di aridità di opportunità formative, più che continuare a inondare realtà già avvantaggiate.

Si tratta di accentuare tali scelte e consentire alle scuole e ai vari soggetti formativi di interagire per il comune obiettivo, destinando alla formazione quelle risorse e quelle attenzioni utili ad elevare i livelli di partecipazione consapevole ai processi di sviluppo, per una migliore qualità della vita di ciascun essere umano.

Nella **costruzione di un sistema scolastico attento ai cicli vitali della persona**, le scuole vanno differenziate solo in ragione del modo in cui organizzano le esperienze di conoscenza nelle diverse età, tenendo conto del processo di differenziazione graduale del conoscere: dalla informalità dell'esperienza alla sua formalizzazione, da una sua lettura e comprensione di tipo più generale e primario a forme di specificazione secondo punti di vista differenziati di tipo secondario, ovvero successivo, nella sequela dell'esperienza conoscitiva.

Va favorita, inoltre, un'esperienza di continuità formativa con al centro il bambino-ragazzo che a scuola, nelle scuole che incontra lungo l'arco evolutivo della sua esperienza, trova strumenti di ulteriore approfondimento, capaci di accompagnarlo, prendendolo per mano, nelle sue continuità e discontinuità formative.

Vivere l'asimmetria educativa come responsabilità di individuare esperienze e strategie funzionali allo sviluppo del bambino, perché costui possa divenire adulto competente e capace di decisioni autonome e critico-costruttive comporta un aumento di responsabilità da parte degli adulti nel corrispondere al soddisfacimento di tali bisogni.

L'adulto non può abdicare alla sua responsabilità di sviluppare azioni per il bene del bambino. Egli deve stimolare la predisposizione di un contesto esperienziale di qualità, in un clima sociale positivo, attraverso un'organizzazione didattica flessibile in grado di favorire l'esperienza e la partecipazione di ciascun alunno al proprio processo di crescita, più che trasferire in toto le decisioni a soggetti, quali gli alunni, che potrebbero non essere in grado di discernere e decidere pienamente. L'esperienza scolastica e educativa è infatti orientata a favorire l'autonomia personale e le capacità decisorie delle persone, ma in un tirocinio progressivo e assistito (tutoring).

E' pur vero che produrre esperienze in cui gli alunni possano divenire maestri per compagni e insegnanti può contribuire al rafforzamento del concetto di sé e favorire la crescita personale, in un rovesciamento di posizioni, che costituisce occasione di decentramento valido se preordinata e guidata (V: alunni quali maestri degli insegnanti nell'uso del computer, e simili).

Esiste un legame tra lo sviluppo dei diritti dei bambini e le politiche sociali ed educative.

Anche *nell’ambito del Piano nazionale dell’infanzia* (Legge 285/97) *una progettualità* che voglia integrare le varie agenzie formative *non può escludere la scuola*, proprio per il contributo di esperienze che essa può mettere a disposizione in tema di diversificazione e flessibilizzazione delle strategie e delle azioni educative.

Le famiglie, i servizi socio-territoriali e la comunità nazionale devono assicurare risorse adeguate per il necessario sostegno formativo ed economico in situazioni di debolezza.

L’ignoranza, che generalmente si accoppia alla disoccupazione, non favorisce l’autonomia di scelte che richiedono consapevolezza e, pertanto, un livello basilare di competenza.

Va perciò sviluppato il concetto di diritto ad essere riconosciuto come persona e coinvolto nelle strategie formative ed educative, per rendere possibile il passaggio dal diritto all’accesso ai sistemi formativi al successo personale, come occasione per riconoscere e mettere a frutto i propri talenti personali, nell’interazione e nella valorizzazione delle altrui personalità. Bisogna far sì che l’esperienza scolastica ed extrascolastica assuma e concretizzi l’educazione come processo continuo teso a favorire l’imparare a conoscere, a fare, a essere, a vivere insieme.

E’ l’impegno adeguato e globale di una società che vuole farsi comunità educante, capace di prendersi cura culturalmente e socialmente anche dei professionisti e degli attori della formazione e di favorire il passaggio dalla selezione delle abilità (con aumento di fallimenti individuali) alla educazione per tutti, attraverso lo sviluppo di competenze.

Si tratta, come afferma il Rapporto della Commissione Delors, di valorizzare al massimo tutte le forme (memoria, ragionamento, immaginazione, capacità, senso estetico, affettività, comunicazione) di talento, in modo da ridurre il fenomeno del fallimento scolastico e la sensazione, diffusa tra i giovani, di essere esclusi e lasciati senza alcuna prospettiva. L’educazione è mezzo infatti per scoprire i tesori (talenti nascosti) in una persona ed è tesoro essa stessa per lo sviluppo degli ideali di pace, libertà, giustizia sociale e solidarietà.

“I minori stranieri in Italia: quale protezione dallo sfruttamento minorile”

Giovanni Momigli, Ufficio Pastorale Sociale e Lavoro della Diocesi di Firenze

Dati certi sul lavoro minorile in Italia non ce ne sono, ma esistono molte fonti che testimoniano l’ampia entità del fenomeno. La difficoltà della rilevazione quantitativa di questo fenomeno, va ricercata anche nella complessità delle cause che lo originano e nel fatto che esso si presenta con molti volti, con molte e diversificate connotazioni, in relazione ai diversi ambiti territoriali ed ai diversi contesti socio-economici.

Le tipologie di lavoro si differenziano per settori di attività, tra cui prevalgono il terziario, il settore dei servizi e il commercio. Diversi sono anche i tempi del lavoro, che vanno da quello occasionale, alcuni periodi dell’anno, a quello stagionale, a quello continuativo svolto per tutto l’anno.

Si può però affermare che anche in Italia il lavoro minorile è una realtà presente e consolidata. Secondo alcune prudenti stime dell’Istat, si contano circa 300.000 lavoratori sotto i 15 anni, cioè illegali: essi hanno in larga parte un’età superiore ai 10 anni, sostengono turni di lavoro che possono prolungarsi anche per 12 e perfino 14 ore al giorno e ricevono salari che raramente si distaccano dalle 20/25.000 giornaliere. Il volto di questi piccoli lavoratori non è però solo quello dei bimbi napoletani che abbandonano in gran numero la scuola dell’obbligo, e neppure solo quello dei bambini immigrati, come i giovanissimi bimbi cinesi che lavorano nei laboratori delle periferie delle nostre città. A costoro vanno aggiunti i volti di coloro che, magari

nelle zone più ricche, abbandonano la scuola preferendo ad essa il lavoro, con l'unico fine di guadagnare per poter acquistare beni di consumo del tutto voluttuari.

Si può anche dire che il lavoro minorile in Italia ha una dimensione sociale ampia, che coinvolge la scuola, la famiglia, il mercato del lavoro, la carenza di risorse, le nuove sfide della complessità, la crescita e il bisogno di formazione, la “cultura” del lavoro, il territorio, il proprio ambiente di vita.

Il “mondo” del lavoro minorile è un mondo complesso, alimentato quotidianamente dall'ingresso dei bambini extracomunitari che svolgono attività precarie per le strade (lavavetri o commercio ambulante) o, come i bambini rom più grandi, che vendono rose o, come i bambini orientali, in particolare cinesi, che vengono coinvolti nella lavorazione della pelle e del cuoio o del tessile nelle aziende familiari o per conto terzi, come la cronaca spesso registra.

Quando si parla del lavoro dei bambini immigrati, ritengo che siano necessari approfondimenti ulteriori, che tengano conto sia delle concezioni del ruolo dei bambini all'interno delle comunità di appartenenza, che del fenomeno migratorio nel suo complesso.

Un proverbio cinese dice che “la vita di un bambino è come un pezzo di carta: chi passa vi lascia un segno”. Ed è proprio guardando a quanto avviene nell'ambito della comunità cinese, particolarmente numerosa in alcune realtà, come quella fiorentina o pratese, che si può avviare una riflessione più attenta sul lavoro minorile presente nel nostro contesto, cercando –anzitutto– di inquadrare la questione del lavoro dei bambini nel contesto nel quale questa si svolge, sia sul piano culturale che sul quello economico ed ambientale. Ad esempio, nel riflettere e nell'affrontare la questione del lavoro minorile nella comunità cinese, si può prescindere dal fatto che in molti casi si è in presenza della promiscuità casa-lavoro? O si può ignorare, considerandolo influente, il fatto che molti bambini dopo la scuola vanno nel laboratorio dove lavorano i genitori, perché è lì che si svolge la loro vita quotidiana? Spesso mi domando: se un bambino “nasce”, cresce, vive in un laboratorio, che cosa può fare se non lavorare? Anche tenuto conto del pensiero assai diffuso nella comunità cinese, “quale educazione riceve un figlio che non lavora?”, E del fatto che in molti casi ci sono condizioni di vita che praticamente “richiedono” l'apporto lavorativo dei figli. Mi domando anche se situazioni di questo genere possano venire affrontate con i normali controlli e con la denuncia di singoli casi. Oppure se non vi sia la necessità di affrontare la questione del lavoro minorile nell'ambito di tutta la questione cinese, che richiede una sinergia nuova fra i vari organi dello stato (carabinieri, polizia, vigili urbani, asl, ispettorato del lavoro...) e fra le varie istituzioni (comuni limitrofi, provincia, regione). Forse, solo affrontando la “questione” cinese nella sua globalità, si può pensare di poter incidere anche sulla questione del lavoro dei bambini.

Altra questione che a mio avviso chiede di essere guardata con attenzione, mi sembra quella dei minori lavavetri e mendicanti. Forse, fare il lavavetri al semaforo o chiedere l'elemosina ai margini della strada, non sono “attività” classificabili come lavoro minorile? Non sono “attività” che la nostra società dovrebbe anche guardare come alternative pericolose ai necessari processi educativi ed agire di conseguenza? E, chi da 1.000 lire al minore che ha lavato il vetro della propria auto o al bambino che ha chiesto l'elemosina in che posizione giuridica, morale e culturale si trova? E, chi compra una rosa da un bambino?

Anche senza addentrarci nella complessa situazione di minori italiani che illecitamente lavorano in piccoli o grandi laboratori, appare abbastanza evidente come quella del lavoro minorile sia una questione che si impone con forza all'attenzione delle amministrazioni pubbliche, dei sindacati, delle categorie economiche, ma anche delle forze sociali e culturali. E' una questione che si impone alla riflessione anche in relazione ai messaggi ed alle possibilità educative ed aggregative che nella nostra realtà si offrono o non si offrono, mentre si dovrebbero offrire, ai bambini e ai ragazzi.

Quella del lavoro minorile è una piaga che già Leone XIII aveva richiamato. Ed a proposito dei giovani si raccomandava “non ammetterli nelle officine prima che l'età ne abbia sufficientemente sviluppate le forze fisiche, intellettuali e morali (R.N. 35) ed invitava l'autorità

pubblica ad agire decisamente contro la “disumanità di aridi speculatori, che per guadagnare abusano senza alcuna discrezione delle persone, come fossero cose” (R.N. 34).

Ma, concretamente, cosa fare? Occorre certamente intensificare i controlli ed applicare adeguate sanzioni. Così come occorre operare per l'unificazione dei quadri legislativi dei diversi paesi. Ma, a mio avviso, per un approccio alla questione che possa risultare incisivo, occorre continuamente ricordare a noi stessi e agli altri che l'obiettivo da ricercare è essenzialmente quello di offrire a tutti i bambini la possibilità di vivere la loro infanzia e la loro adolescenza. Ad esempio, se il contesto sociale è già di per se stesso privo di occasioni educative, di forme di coinvolgimento e partecipazione, di spazi fisici e relazionali, anche ciò che può essere fatto per superare il lavoro minorile non può essere fortemente qualificante e dare i risultati che potrebbe dare in un contesto di verso. Inoltre, quando si parla di immigrati, ritengo che occorra collocare il fenomeno del lavoro minorile nell'ambito di tutta la politica dell'immigrazione. Come occorre una vera e propria consapevolezza culturale del fenomeno, Pertanto, anche se apparentemente non sembrano direttamente interessare il fenomeno del lavoro minorile, voglio soffermarmi su alcuni concetti chiave riguardanti il fenomeno migratorio.

Accoglienza e solidarietà. Troppo spesso l'accoglienza viene riduttivamente identificata con il semplice permettere presenze, pur non potendo certamente parlare di accoglienza quando di fatto si consentono, anche solo tacendo, sfruttamenti o inaccettabili condizioni di vita e di lavoro, né tantomeno quando si lascia che chi vive sul nostro territorio lo faccia al di là delle regole più elementari se non addirittura assorbito in dinamiche teppistiche e criminali. L'accoglienza, invece, presuppone ed esige il rispetto della persona che viene accolta e dei tempi di cui essa ha bisogno per percorrere un cammino di autopromozione, che comunque gli deve essere proposto. Mentre si “offre” occorre anche “chiedere”, la solidarietà non impegna solo il gruppo o il paese che accoglie, ma anche chi viene accolto. L'accoglienza esige e presuppone anzitutto il coinvolgimento della comunità chiamata ad accogliere. E questo richiede un forte impegno quotidiano per creare il terreno culturale e relazionale favorevole, nonché concrete politiche strutturali e sociali che abbiano come oggetto l'intera collettività, popolazione locale ed immigrati. L'accoglienza esige pure regole chiare per l'ingresso, il soggiorno e l'inserimento nel tessuto socioculturale ed economico del nostro Paese -che, insieme, siamo continuamente chiamati ad adeguare- perché l'accoglienza senza regole non si trasformi in dolorosi conflitti e divenga motivo di ritardi storici. Sono pertanto necessari sia il rispetto della persona e il riconoscimento e la garanzia dei suoi diritti fondamentali che un'efficace battaglia alla clandestinità ed alle piaghe umane e sociali che essa porta con sé, non ultimo il lavoro minorile. Nell'affrontare le questioni legate ai processi migratori, dunque, occorre ripensare profondamente le modalità di approccio e quelle di intervento ed operare osando “un progetto di società” che abbia alla base il concetto di *interculturalità* e di *integrazione sociale* e che sappia coniugare principi e concretezza, progettualità ed emergenza, solidarietà e responsabilità.

Interculturalità. Spesso usiamo i termini *interculturale* e *multiculturale*, come se fossero sinonimi. Occorre però riflettere sul fatto che le nostre scelte quotidiane possono favorire una direzione o un'altra. A mio avviso, come premessa di qualsiasi scelta occorre dare una risposta a una domanda fondamentale sul tipo di società che vogliamo costruire, in questa fase storica sempre più multietnica e sempre più globale. Vogliamo una società *multiculturale*, intendendo con tale terminologia una realtà nella quale, strutturalmente, vivono giustapposti gruppi etnici diversi fra loro e che si muovono con dinamiche proprie, o una società *interculturale*, intendendo con tale terminologia una realtà nella quale vivono in un'interazione continua gruppi etnici diversi realizzando una convivenza dinamica e sempre nuova? Essendo queste, così esemplificate, realtà assai diverse fra loro richiedono scelte e progettazioni profondamente diverse. Nella consapevolezza che la multietnicità fa sì che la multiculturalità rimanga comunque un costante dato di riferimento, poiché in essa vi sono le radici delle varie comunità e delle varie persone - e per questo bisogna operare affinché gli elementi base di ogni cultura non

vengano dispersi. Il che significa che le varie scelte relative al governo dei flussi migratori (a livello nazionale, ma anche locale) e perfino gli stessi servizi offerti agli immigrati, debbono essere concepiti e vissuti come scelte e come servizi che riguardano l'intero contesto sociale. Sarà infatti l'intero contesto sociale, e non solo il singolo, a beneficiare dei risultati positivi se l'immigrato si inserisce positivamente nella nostra realtà (abitazione, lavoro regolare, scolarizzazione, ecc.). Come, oltre ai singoli, è l'intero contesto sociale che patisce le conseguenze di una non gestione del fenomeno e delle sue patologiche manifestazioni. Anche l'approccio al lavoro minorile risulterà sostanzialmente diverso: una cosa è intervenire in presenza di una forte concentrazione etnica, dove vi sono dinamiche che sfuggono ad un occhio esterno, altra cosa è intervenire in un contesto di interazione, dove ben più chiare ed evidenti appaiono le normali dinamiche di vita.

Programmazione di area ed effettiva programmazione dei flussi. Alla base della mia insistenza sulla necessità di una programmazione di area, sta la convinzione che il vivere senza progetto sia una vera e propria patologia e, quindi, causa di tutta una serie di problematiche negative, anche sul piano culturale e strutturale. La mancanza di un progetto condiviso a livello sovracomunale, conduce, fra l'altro, ad uno “spontaneo” spostamento dell'immigrato non in regola da una zona all'altra, ricercando le condizioni che meglio gli consentono di operare “indisturbato”. Un progettazione zonale, invece, consentirebbe anche la realizzazione di un equilibrato rapporto fra presenze, strutture e servizi, favorendo così il graduale e positivo inserimento dell'immigrato nel contesto sociale ed economico del territorio, producendo vantaggi sia per gli immigrati che per la stessa popolazione locale.

La scuola. Si può continuare a lungo a rispondere al diritto all'istruzione degli immigrati, facendo coincidere questo diritto con l'inserimento nel normale curriculum scolastico, indipendentemente dalle condizioni linguistiche, di interazione e di acquisizione nelle quali il ragazzo si trova? E' necessario proporre con determinazione ed in modo organico e strutturato percorsi propedeutici di lingua prima di inserire il ragazzo straniero nel curriculum scolastico. Così come è necessario offrire la possibilità di accedere ad un vero e proprio sostegno scolastico, per coloro che sono già inseriti nel percorso curricolare ed hanno bisogno di essere accompagnati per poter far fronte alle esigenze scolastiche. Iniziative come queste, fra l'altro, possono evitare lo scoraggiamento che prende il bambino nell'impatto con la scuola, come l'esperienza fa sovente registrare. L'associazionismo, quasi sempre ricco di vitalità e di creatività, può dare un prezioso contributo in questa direzione, anche per la flessibilità che il privato sociale può offrire, a differenza del pubblico ancora troppo ingessato in procedure che nel migliore dei casi rendono gli interventi molto meno celeri di quanto la realtà abbia bisogno. Particolare attenzione, va posta anche al fenomeno dell'abbandono scolastico, sul quale non mi soffermo per brevità, ma che appare essere un fenomeno da dover studiare con attenzione, rivendendo anche le modalità delle statistiche. Ad esempio, sarebbe utile che le scuole indicassero anche le zone dalle quali provengono coloro che interrompono gli studi.

Luoghi di aggregazione. I ragazzi stranieri, soprattutto coloro che vivono in laboratori od in situazioni abitative precarie dove è ampia la concentrazione etnica, hanno bisogno che vengano loro offerte alternative concrete e possibili; che vengano proposte occasioni extrascolastiche di interazione vera e propria con i loro coetanei italiani. Dobbiamo tuttavia registrare, come spesso -troppo spesso- si assista invece ad iniziative che solo apparentemente contribuiscono a creare le condizioni di una vera e propria *interazione*. Un esempio, che può sembrare banale, ma che evidenzia una mentalità assai diffusa è l'approccio che generalmente si ha con lo sport. Quante volte capita di sentir parlare o di assistere a dei tornei di calcio che vedono protagoniste squadre composte da etnie diverse: italiani contro magrebini, filippini contro cinesi, ecc.? Cosa, in se stessa, positiva, perché consente di conoscersi e interagire. Comunque può rappresentare un punto di partenza. Ma non può essere un modello. Altrimenti l'altro, il diverso, sarà sempre sul fronte opposto, anche sul piano agonistico. Pensiamo, invece, cosa può significare, sia per gli

italiani che per gli stranieri, fare gli allenamenti insieme e partecipare ad uno stesso progetto agonistico. Pensiamo anche ad un tifoso che applaude uno straniero perché fa parte della “sua” squadra. Ovviamente, aggregazione non è solo sport, ma è anche teatro, disegno, gioco, ecc.

Dunque, per battere il lavoro minorile è anzitutto necessario lavorare per far acquisire alla nostra società quel supplemento di cultura che sola può condurre a creare le condizioni indispensabili, affinché il bambino possa positivamente vivere la sua infanzia e la sua adolescenza, cosa possibile se in primo luogo si potenzieranno e si miglioreranno i servizi e gli interventi a favore dei bambini (ludoteche, spazi famiglia, luoghi aggregativi...). Dalle riflessioni fatte, tuttavia, emerge come, oltre alla severa applicazione della legge, per realizzare una vera e propria *protezione dallo sfruttamento del lavoro minorile* del ragazzo straniero, sia necessario cambiare il nostro approccio nei confronti del fenomeno migratorio nel suo complesso. Cambiare approccio, vuol dire non rimanere vittime dell'emotività, che troppo spesso ci fa impietosire, ad esempio, del bambino che chiede l'elemosina rendendoci di fatto complici del suo sfruttamento e –in orario scolastico- del suo non andare a scuola. Cambiare approccio vuol dire denunciare una situazione, cosa che dobbiamo fare con maggiore incisività, ma vuol dire anche saper proporre iniziative (sul piano educativo e della formazione professionale, ad esempio) che sappiano, con coraggio ed umiltà, porsi in relazione con altre iniziative. Solo se riusciremo ad acquisire la consapevolezza che il nostro operare è insieme specifico e parziale, potremo efficacemente contribuire alla crescita dell'intero contesto sociale.

“I minori stranieri in Italia: quale protezione dallo sfruttamento del lavoro minorile?”

Tebro Sottili, CARITAS diocesana di Pistoia

Questo breve intervento della Caritas diocesana di Pistoia, che si avvale dell'esperienza maturata entro diversi gruppi ed associazioni che operano e vivono nella realtà del disagio giovanile e fanno parte della Consulta Diocesana delle opere caritative, non può non avere il taglio di un organismo che si pone in un'ottica di ampia considerazione della persona umana, specialmente quando si tratta di giovani, di soggetti in formazione, ed in particolare, quando questi manifestano ed esprimono una situazione di disagio.

Il problema ampio del disagio giovanile, secondo noi, va collocato in un'ottica generalizzata e sistemica, non relegabile e circoscritta, come spesso avviene, nell'ambito riduttivo di segmenti che vivono una situazione conclamata di disadattamento la cui manifestazione viene letta riduttivamente solo e soltanto nell'ottica di una patologia individuale e circoscritta, trascurando, invece, il più ampio significato di un disagio sistemico che si manifesta e matura dentro i limiti imposti da una civiltà complessa come quella attuale, che genera squilibri, talvolta di segno opposti, ma che in ogni caso genera un disagio che esprime l'impossibilità per molti giovani di trovare una via per maturare e crescere.

Vogliamo, dunque, suggerire, come primo spunto di riflessione il tema, che richiederebbe una ben più ampia trattazione, dei processi educativi comunemente in uso nella nostra civiltà e che, a parer nostro, risultano per più motivi riduttivi e, per la loro astrattezza, più capaci di generare disagio ancor prima di essere in grado di prevenirlo, capirlo e di rimediare ad esso.

Senza addentrarci in complesse analisi dei modelli educativi in atto, ci preme richiamare con forza l'attenzione sulla necessità di riproporre alla riflessione di tutti la centralità del soggetto fruitore che vive e si attende risposte ad una situazione che di per sé è satura di attese ed invoca non solo nozioni, bensì comprensione ed aiuto, e che, al contrario subisce un processo educativo piramidale, astratto, rivolto ad un soggetto "individuo", disancorato dal

contesto sociale entro il quale egli vive e consuma tutta la sua esperienza esistenziale di giovane in crescita.

Insieme, dunque, ai grandi temi che caratterizzano i processi educativi, secondo una antropologia cristianamente intesa, fondamentali come il tema della famiglia, dell'affettività, della socialità, della libertà, dell'esperienza religiosa, si viene a collocare anche il tema del lavoro, che, nell'accezione ricomposta nell'aggettivazione "minorile", richiama a considerazioni ancor più puntuali e profonde rispetto al "disagio" che in generale il mondo dei giovani esprime. E non si può dire che esso sia il frutto di questa o quella civiltà o situazione economica: il problema è presente e si manifesta a livello planetario.

Per quanto riguarda i paesi collocati nell'area economicamente evoluta, industrializzata e ricca, il lavoro minorile assume aspetti diversificati. Il fenomeno riguarda sia i minori al di sotto della soglia d'età prevista dalle leggi per entrare nel mondo del lavoro, sia coloro che rientrano entro il quadro legislativo che consente di abbandonare la scuola e collocarsi nel mondo produttivo. Per questi ultimi occorrerebbe analizzare compiutamente il quadro legislativo e la "filosofia" che sta alla base delle scelte fatte dai legislatori e come queste leggi vengono applicate o disattese. Anche se fossimo in grado di poterlo fare il tempo non ce lo consentirebbe ma riteniamo sarebbe veramente utile e necessario farlo. Ci limitiamo, perciò, ai brevi enunciati esposti in premessa.

Per il nostro tipo d'impegno nella Chiesa e nella società, non possiamo esimerci, invece di mettere in rilievo come anche nei paesi cosiddetti sviluppati, ed anche nel nostro, esiste il problema del lavoro minorile, relativo a quella fascia d'età che sta al di sotto del limite consentito dalla legge e che, quindi, lavora nell'illegalità. Statistiche complete non esistono e sia i datori di lavoro che i governi non solo si rifiutano di metterne in evidenza il fenomeno e fornire dei dati, ma addirittura, spesso volte si cerca di nascondere l'esistenza. In Italia si stima che circa mezzo milione di bambini siano impiegati in lavori e vittime di sfruttamento lavorativo (fonte UNICEF).

A livello mondiale il fenomeno assume veramente proporzioni enormi: si calcola che il numero dei lavoratori bambini nel mondo oscilli intorno ai 250 milioni (*Organizzazione Mondiale del Lavoro - OIL*); 44 milioni in India, 8 in Pakistan che rappresentano il 20% della popolazione attiva. Nel Bangladesh un quarto dell'intera popolazione infantile lavora, specialmente nell'industria tessile, nelle Filippine esistono stime ufficiali che rivelano come 2.200.000 bambini sono regolarmente impiegati in lavori anche pesanti e molti di più, si stima, siano occupati nel lavoro nero. In Nigeria lavorano circa 12 milioni di bambini, in Nepal il 60% dei bambini svolge lavori particolarmente gravi e più grave risulta la situazione delle femmine il cui carico di lavoro risulta superiore di 2 -3 volte quello maschile.

La situazione in America latina è di estrema gravità: solamente in Brasile si calcola che ammontino a 7 milioni i bambini al lavoro, senza contare tutti quelli che vivono di espedienti sulla strada e, complessivamente, si ritiene che il 20% dei redditi familiari provenga dal lavoro minorile.

Si potrebbe continuare a lungo, ma riteniamo siano sufficienti questi dati per far capire come il problema assuma carattere di estrema gravità. Non solo: il fenomeno del lavoro minorile, nonostante tutte le conferenze internazionali dedicate al fenomeno, non accenna a regredire ma, anzi, in certi paesi è addirittura in espansione. Di questo fenomeno non sono esenti neppure gli Stati Uniti d'America dove si calcola che esistano 5 milioni di ragazzi al lavoro e le violazioni alle leggi ed ai regolamenti che regolano la materia sono aumentate del 250% in soli 7 anni.

Nonostante, dunque, le definizioni di principio, le disposizioni, i progetti e le strategie elaborate da autorevoli consessi come la Nazioni Unite nella dichiarazione sui diritti dell'Uomo e tutte le dichiarazioni solenni dell'Organizzazione internazionale del lavoro (OIL), la convenzione sui diritti dell'infanzia, sull'età minima di lavoro e sulla proibizione ed eliminazione delle forme peggiori di lavoro minorile, una massa enorme di minori viene sottratta ad una crescita sana ed equilibrata e sottratta alla possibilità di frequentare corsi di istruzione scolastica e di formazione professionale.

La volontà di chi intende sinceramente opporsi a questo stato di cose si scontra inevitabilmente con una realtà complessa impastata di bisogni materiali e miserie morali e culturali da un lato e dall'avidità che non conosce scrupoli di chi vede in questo mercato una fonte appetibile di sfruttamento e facili guadagni tollerati anche da governi che trovano funzionale alle loro economie queste risorse produttive. La comunità internazionali si sono spesso trovate di fronte a sanzioni imposte che si sono ritorte contro i bambini stessi.

Per questo crediamo che le strategie messe in atto finora siano inadeguate ed il fenomeno venga visto in un quadro più complessivo che non è nostro compito qui affrontare in questa semplice comunicazione.

E' invece nostra intenzione fare alcune brevi considerazioni focalizzando l'obiettivo sulla dimensione locale, partendo dalle nostre piccole esperienze. Anche da noi esiste il fenomeno del lavoro minorile; forse non assume il carattere vistoso come assume in altre realtà, ma certamente il fenomeno è sicuramente più grande di quanto appaia. Esiste un abbandono scolastico abbastanza forte che va ad ingrossare le file della devianza, del lavoro nero nelle piccole aziende di cui è intessuta la nostra economia locale da un lato, e dall'altro, assistiamo all'abbandono volontario e non necessitato dalla formazione scolastica, per immergersi in attività a carattere familiare, che offrono facili guadagni, poco impegno, vita facile e molto tempo da dedicare al tempo libero ed al divertimento. Recentemente, con la forte immigrazione proveniente da paesi extracomunitari, molti minori si sono riversati nella nostra zona, attratti da attività lavorative che non richiedono particolari capacità di apprendistato, con la complicità ricettiva di aziende attratte da facili guadagni ricavati da queste forze lavoro a buon mercato e immuni da ricatti o denunce data la situazione precaria o addirittura clandestina di questi giovani.

Il lavoro minorile nelle nostre zone trova anche un retroterra culturale che non esclude dall'economia familiare anche l'apporto lavorativo dei minori. Fino agli anni del boom economico l'economia locale gravitava in larghissima parte su quella forma di agricoltura condotta con il sistema mezzadrile. In questo tipo di economia, la famiglia, doveva sfruttare al massimo tutte le forze lavoro di cui disponeva: dai ragazzi ai vecchi. Il rapporto mezzadrile veniva rinnovato in base alle capacità lavorative complessive della famiglia che si doveva mantenere equilibrata fra forze maschili e femminili per assicurare le braccia necessarie allo sviluppo produttivo del podere. Se in una famiglia nascevano tutte femmine erano guai seri e se qualche figlio manifestava il desiderio (raro in verità) di studiare e quindi prospettare una diversa collocazione nel mercato del lavoro, la disdetta dal podere era assicurata.

Anche al momento della crisi ed alla fine della cultura contadina ed all'avvento dell'industrializzazione, le nostre zone hanno avuto la possibilità di compiere un trapasso abbastanza facile ed indolore in quanto favorite dalla presenza in loco di un'industria facile come l'area tessile pratese, già estesa anche nelle nostre zone collinari e di pianura. L'industria tessile, che non richiede un grande apprendistato, ha favorito la nascita di un artigianato improprio (sarebbe stato più giusto chiamarlo lavoro per conto terzi), che ha permesso lo sviluppo della tipica tessitura pratese a carattere familiare, funzionale all'economia dell'industria, ma anche utile al progressivo trapasso da una economia agricola a quella di una impropria attività artigianale. Questo tipo di attività, richiedeva l'apporto lavorativo di tutta la famiglia ed in particolare dei ragazzi, particolarmente adatti per svolgere alcune fasi lavorative come quella per fare i cosiddetti fusi o per coprire alcuni turni lavorativi che si svolgevano a ciclo continuo nell'arco delle 24 ore giornaliere.

Questo tipo di attività artigianale, che si è modificata nel tempo, ha creato un indotto (maglieria o riciclaggio di stracci ecc.) che ha mantenuto e mantiene ancora oggi, queste caratteristiche.

Anche lo sviluppo dell'ortovivaismo, che si è innestato in quella parte di agricoltura a conduzione diretta, tanto che ancora risulta molto frastagliata e in gran parte a carattere familiare, ha mantenuto le caratteristiche tipiche del modello agricolo tradizionale perpetuando

la cultura dell'impiego precoce di forze lavoro minorili, oggi rinvigorite, come già accennato, dall'arrivo di forze lavoro fresche da paesi extracomunitari.

Avviandoci alla conclusione, rimane da dire come il problema, rimane anche da noi ben lungi da trovare una adeguata soluzione. Nel sentirci solidali e consapevoli di quanto avviene a livello planetario, sicuramente con manifestazioni ed aspetti di gravità non paragonabile alla nostra situazione, crediamo, tuttavia, che anche da noi si debba fare di più e di meglio.

Intanto crediamo sia necessario operare con adeguate risorse legislative e promozionali a diffondere modelli educativi che ricollochino al primo posto il giovane in tutta la sua dignità di persona portatrice di valori assoluti e non meramente utilitaristici per sé e per la società e a tutta la comunità la responsabilità di sentirsi comunità educante.

Un altro messaggio va indirizzato alla scuola che perde elementi perché inadeguata a recepire modelli di vita e culture alternative.

Ci auguriamo, a questo proposito, che le ipotesi di riforma in atto tengano in debito conto la necessità di progettare interventi educativi non caratterizzati da cesure tra formazione tecnica e umanistica, tra mondo della scuola e mondo del lavoro, tra abilità intellettuali e manuali; ma che forniscano a tutti i giovani la possibilità di valorizzare le caratteristiche e le potenzialità di ciascuno senza essere costretti a scegliere tra proseguire il percorso educativo "adeguandosi" o abbandonarlo "emarginandosi".

Un altro avvertimento va indirizzato alla formazione professionale e ai suoi responsabili, che, anche a livello locale non è in grado di monitorare il territorio per quantificare il fenomeno, né di programmare adeguati percorsi formativi.

Su questo versante la sfida è molto complessa, riguardando soprattutto la qualità dello sviluppo economico territoriale: un'economia che utilizza minimamente le innovazioni tecniche e non privilegia la qualità non solo dei prodotti ma dei processi produttivi e delle risorse umane e strumentali, sarà sempre sottoposta alla tentazione di sfruttare "le braccia", senza distinzione di età ma pensando esclusivamente alla loro funzionalità.

Dovremmo però avere fiducia nelle possibilità della società di trovare risposte originali; il territorio talvolta è ricco di progettualità innovative in questo campo, come dimostra, ad esempio, la realtà della Camposampiero, da me presieduta, sul territorio di Pistoia; è forse utilizzando queste realtà intermedie che il sistema pubblico può trovare risposte efficaci.

“Reinserimento dei bambini vittime del lavoro minorile: soluzioni in atto e proposte”

Bruno Frediani, CEIS

1. Il bambino sfruttato.

- 1.1. Lo sfruttamento del lavoro dei bambini è di solito un aspetto di un fenomeno di disagio più diffuso. È anche allo stesso tempo causa di altri disagi. Il minore sfruttato, infatti, è indice di una carenza di protezione non solo giuridica, ma anche affettiva e relazionale che di solito è offerta dalla famiglia e dalla rete di persone e istituzioni che operano nel territorio. Lo sfruttamento, perciò, è la conseguenza di una solitudine e di un abbandono del minore che vengono ulteriormente rafforzati.
- 1.2. In questa situazione si verifica spesso anche un abbassamento della persona, fino alla perdita del senso della propria dignità, alla scarsa stima di sé, e, di conseguenza, ad una sfiducia nelle persone e nelle istituzioni circostanti. Le doti e le capacità personali non vengono messe a frutto e restano compresse.
- 1.3. Questa povertà di risorse personali e sociali può costituire una condizione favorevole all'insorgere, al momento della cessazione o dell'allentamento del controllo operato dalle organizzazioni di sfruttamento, in altre forme di devianza, come la criminalità, la droga, la prostituzione...

2. Il reinserimento.

Il reinserimento deve tener conto dei tre aspetti sopra accennati. In particolare deve proporsi tre obiettivi:

- 2.1 La costruzione di una rete di relazioni affettive e funzionali positive. Ciò può avvenire riportando il minore nella sua famiglia, quando questa è in grado di accoglierlo adeguatamente, magari offrendole sostegni sul piano economico, organizzativo, psicologico e soprattutto educativo e sostenendo il tutto con la costruzione di una “rete” che coinvolga tutte le realtà informali e istituzionali che operano intorno al bambino e alla sua famiglia. Quando la famiglia non c’è o non è in grado di dare al bambino il sostegno necessario, si può inserire il minore in una casa-famiglia o in una comunità nella quale possa riacquistare fiducia in se stesso e nelle persone, stabilire legami affettivi positivi, acquistare il senso della responsabilità e della solidarietà, distribuire il tempo tra attività solitamente adatte alla sua età: studio, gioco, servizi della casa, etc...
- 2.2 Una riabilitazione psicologica. Spesso il semplice reinserimento in famiglia o in una comunità non è sufficiente a promuovere una crescita personale adeguata. I segni lasciati dall’esperienza di sfruttamento incidono fortemente nel profondo del bambino e rendono necessaria una psicoterapia. L’esperienza, tuttavia, dice che la psiche del bambino è sempre malleabile e disponibile al trattamento, ancora di più quando questo è proposto in un clima di fiducia e serenità.
- 2.3 La prevenzione di fenomeni di devianza. È sicuramente il clima sereno e caloroso che si costruisce intorno al bambino la migliore prevenzione. Essa non può limitarsi alla semplice informazione sull’esistenza dei fenomeni di devianza (criminalità, droga, prostituzione...) e sui loro rischi. Un bambino con un percorso alle spalle così carico di sofferenze e di disagi non è in grado di scegliere, e può con facilità essere preda di gruppi di pari o di organizzazioni criminali che lo possono condurre verso altre esperienze di sfruttamento. La prevenzione chiede all’educatore la capacità di stabilire relazioni ricche e profonde, di saper rispondere alle attese più intime del bambino che spesso restano inesprese, quali: il bisogno di senso e di significato da dare alla vita e all’esperienza quotidiana, il bisogno di appartenenza ad un gruppo, a una comunità, a un progetto del quale si è soggetto e risorsa; il bisogno di paternità e maternità, cui rispondono le due importanti figure parentali, ma anche altre figure che nella relazione col minore si pongono come modelli, come punti di riferimento, o come persone che sanno cogliere il loro vissuto emotivo e sentimentale più profondo. Per la prevenzione, inoltre, non va dimenticata l’importanza del “lavoro di strada”.

3. Esperienze.

3.1 Casa-famiglia per minori di Torcigliano di Camaione.

Attualmente ospita undici ragazzi e ragazze tra i tre e i venti anni provenienti da varie situazioni di disagio, tra cui qualche caso legato anche a fenomeni di sfruttamento. In essa vivono stabilmente un sacerdote, al quale i ragazzi sono formalmente affidati dal Tribunale per i Minorenni, ed una signora. Queste due persone rappresentano nella casa rispettivamente la figura paterna e materna. A fianco ad esse collabora un gruppo di volontari, giovani e meno giovani, per i vari servizi, per il sostegno scolastico, per l’animazione, etc.... I ragazzi in gran parte vanno a scuola, ma tutti comunque collaborano all’andamento della casa ed alla gestione di una piccola azienda agricola e di allevamento. Il lavoro all’aria aperta è una grande opportunità di socializzazione e di relazioni significative, oltre che di educazione al senso della realtà e della responsabilità. Si cerca per quanto è possibile di evitare rapporti assistenzialistici, e di mettere ciascuno in grado di dare il meglio di sé per il bene di tutti. Per alcuni di loro più grandi abbiamo sperimentato positivamente corsi di orientamento e di formazione professionale, stages in azienda, inserimenti in piccole aziende artigiane, dove l’artigiano rappresenta non solo il datore di lavoro, ma anche una figura di riferimento affettiva. Tutto il paese, che ha meno di cento

abitanti, è coinvolto, ed ha formato una specie di comunità allargata intorno alla piccola casa-famiglia.

3.2 “Crescere insieme”.

Azione educativa di strada per ragazzi italiani e stranieri nel quartiere di S. Salvario a Torino. Gli obiettivi dell’azione educativa di strada sono:

- togliere i ragazzi extracomunitari dalla strada offrendo loro delle prospettive di vita migliori, per esempio attraverso corsi professionali;
- combattere l’analfabetizzazione con la scuola;
- prevenzione sanitaria;
- opera di sostegno psicologico di fronte alla precarietà generata dalla insicurezza. Nel quartiere risiedono una ventina di adolescenti e altrettanti bambini extracomunitari. Gli adolescenti non sono tutti visibili, in quanto la maggior parte di loro lavora fuori dei confini della circoscrizione o addirittura fuori Torino, tornano nel quartiere solo per il pernottamento o la sera tardi. Le iniziative del progetto sono:
 - corso di alfabetizzazione realizzato tra maggio e luglio. La brevità del corso non ha potuto cambiare di molto il grado di conoscenza della lingua italiana, ma ha offerto comunque una nozione di base ai ragazzi e, soprattutto, li ha avvicinati all’ipotesi di un percorso scolastico vero. Il corso è stato particolarmente utile all’equipe e, in particolare, all’educatore arabo (mediatore culturale) che ha potuto consolidare i rapporti e fare nuove conoscenze;
 - mostra fotografica sulla realtà degli stranieri e le loro condizioni di vita nel quartiere;
 - soggiorni per offrire ai ragazzi l’opportunità di uscire dal quartiere per vivere un’esperienza forte che permetta, al rientro, di innescare circoli virtuosi che agevolino il cambiamento.

In seguito al lavoro di strada con gli adolescenti, parte delle attività sono state ampliate ed allargate all’area degli adulti, si è cominciato a seguire alcuni nuclei familiari più a rischio, in collaborazione con il servizio sociale.

3.3 Comunità “Casa del giovane” di Pavia.

Il fine della comunità è: “aiutare i giovani a prepararsi ad una vita equilibrata e dignitosa”. Il lavoro principale è quello di creare un clima che aiuti e favorisca un confronto serio e serrato con la proposta della comunità, che è fatta in chiari ed espliciti termini di liberazione dai tanti condizionamenti. Nel discorso educativo il lavoro, gli incontri, le riunioni, la scuola, lo studio sono alcuni momenti che vengono valorizzati a questo fine. La stessa fede in Dio e nell’uomo, che viene rispettosamente proposta (e ma i imposta), è sottolineata nella sua valenza educativa in termini di ricerca e di arrivo, rispettando sempre i tempi di una crescita graduale, sollecitando e non costringendo, la libertà del giovane. Un tale discorso educativo include l’aspetto umano, con la proposta di valori quali l’altruismo, la sincerità, la fratellanza, la responsabilità, l’onestà e la giustizia. Momenti educativi sono anche quelli della lettura e delle verifiche che aiutano il giovane a riflettere e ad interiorizzare, ad essere critico e responsabile, a rendere razionale il proprio agire.

Tavola Rotonda

Aldo Nesticò, Procuratore della Repubblica presso il Tribunale per i Minorenni di Firenze

L'attività del giudice minorile è strettamente legata alla condizione giovanile della zona in cui opera. E la condizione giovanile delle varie parti d'Italia è strettamente connessa alla situazione sociale in genere. Sotto questo aspetto è un dato di fatto che esistono diversità, a volte profonde, fra zone e zone d'Italia per motivi storici, politici, culturali, economici.

L'attività del giudice minorile ha come scopo quello di emettere provvedimenti che risolvano o almeno fronteggino situazioni di disagio esistenziale, di sofferenze, di disadattamento che emergono dalle condotte dei giovani. A tal fine è previsto che l'attività dei giudici sia supportata da diverse figure professionali (operatori sociali) che – da un lato – diano compiute informazioni sulla situazione socio-familiare dall'altro promuovano e controllino che i provvedimenti emessi abbiano esecuzione.

Questa caratteristica dell'attività giudiziaria minorile fa sì che l'esperienza operativa concreta di un magistrato minorile possa essere diversissima rispetto a quella di un collega in servizio in altra zona d'Italia.

Tornando al tema dell'incontro è indubitabile che la mia esperienza in Toscana è piuttosto diversa da quella della mia collega amica Melita Cavallo, Presidente del Tribunale per i Minorenni della Campania.

Faccio riferimento al tessuto sociale, allo sviluppo socio-economico, alla qualità e quantità delle risorse e dei servizi, alle strutture di prevenzione e di assistenza. Venendo a questo incontro e pensando al tema, in prima battuta mi sono convinto che il magistrato per i minori con il “lavoro minorile” avesse poco a che fare. Pensavo ad ipotesi di reato come riduzione in schiavitù, violenza privata, maltrattamenti, lesioni personali; reati addebitabili ad adulti ed in quanto tali di competenza del magistrato degli adulti. Sono poi passato ad una considerazione più attenta alla normativa riguardante il lavoro minorile. Ho così potuto verificare numerosi interventi del legislatore in tema: nel 1934, nel 1967 e nel 1994 - senza dimenticare l'art. 37 della Costituzione che – al IV comma – recita: “ La Repubblica tutela il lavoro dei minori con speciali norme e garantisce ad essi, a parità di lavoro, il diritto alla parità della retribuzione”.

Ho riscontrato inoltre che in tutti questi interventi legislativi l'attenzione sembra focalizzarsi sulle modalità del lavoro e sullo scopo di salvaguardare la salute e l'integrità fisica del giovane lavoratore. Ma la correttezza del processo evolutivo attraverso cui si forma la personalità quale tipo di tutela normativa ha? In altre parole, quando il lavoro precoce minorile si realizza attraverso forme che mettono in pericolo il diritto di ogni minore a svilupparsi e di crescere compiutamente ed armonicamente a quali norme si può ricorrere ed a quali giudici?

Sicuramente agli artt. 2, 3, 29, 30 della Costituzione ed ad una serie di altre norme che delineano un vero e proprio “diritto all'educazione” (secondo l'espressione coniata da Giampaolo Meucci, compianto Presidente del Tribunale per i Minorenni di Firenze), il diritto cioè di ogni minore di sviluppare nella pienezza di umanità la propria personalità e di esprimere le proprie capacità.

Ma vediamo da vicino in che modo si realizza l'intervento del magistrato Minorile.

Le norme cui normalmente si fa ricorso sono l'art. 330 e 333 del Codice Civile. Trattasi di norme riguardanti la podestà genitoriale sui figli. L'art. 330 attribuisce dei precisi poteri, doveri al giudice minorile. Il giudice minorile può pronunciare la decadenza della podestà genitoriale quando il genitore viola o trascura i doveri ad essi inerenti o abusa dei relativi poteri con grave pregiudizio del figlio. Si tratta in sostanza di un intervento ablativo, drastico che fa decadere dall'esercizio della podestà. Poi c'è l'art. 333 e questa è la norma che noi in genere usiamo, quando la condotta di uno o entrambi i genitori non è tale da dar luogo alla pronuncia di decadenza prevista dall'art. 330, ma appare comunque pregiudizievole al figlio; il giudice secondo le circostanze, può adottare i provvedimenti convenienti a tutelare il minore e può anche disporre l'allontanamento della residenza familiare. È da sottolineare che tutti i provvedimenti sono revocabili in qualsiasi momento. La norma citata attribuisce al giudice potere di intervento veramente rilevante, tanto è vero che anche nel nostro interno ci sono dei colleghi che si dolgono per la vaghezza dell'espressione, parlano di norma in bianco, che può essere riempita come si vuole auspicando un intervento legislativo puntualizzatore. Personalmente sono contrario, come tanti altri, perché ritengo che proprio questa caratteristica consenta al giudice di attuare degli interventi che siano specifici, idonei, adatti alla peculiarità della situazione, perché anche questo è un dato di fatto: “ogni situazione minorile è diversa dall'altra”, perché il minore è una persona che ha rapporti familiari, rapporti sociali, che ha rapporti con l'ambiente, con la scuola.... Allora la possibilità del giudice di modulare il proprio intervento esattamente nei termini richiesti dalla situazione, è una cosa importantissima. Quando è che l'autorità giudiziaria può intervenire sotto questa veste? E come? Da chi è notiziato? Normalmente la Procura per i minori riceve copie delle denunce a carico di adulti per maltrattamenti o abusi ecc. Riceve copie anche di interventi delle forze di polizia in laboratori, aziende più o meno irregolari. Molto spesso questo tipo di lavoro viene svolto in ambito familiare, in laboratori di carattere familiare. Ma in che senso scatta la competenza del giudice minorile? Ciò succede perché al giudice minorile sostanzialmente è attribuito il potere di sindacare il rapporto educativo genitori-figli. Se si riflette è un potere davvero rilevante questo, che si estrinseca attraverso un ventaglio di interventi: dalla semplice prescrizione, convocazione dei genitori con ammonimenti, diffide, fino all'allontanamento del bambino, quando per esempio la situazione, la convivenza col nucleo parentale è rischiosa, è pericolosa. E infine si può arrivare all'intervento più drastico e terribile; quello di considerare la coppia genitoriale incapace di dare un futuro al minore. Con conseguente dichiarazione di adottabilità, taglio del rapporto naturale e ricerca di altra coppia adottante.

Se lo sfruttamento del lavoro minorile – anche in ambito familiare – costituisce un pericolo per il corretto sviluppo della personalità del minore, non v'è dubbio che il caso rientri nella competenza dell'Autorità Giudiziaria Minorile.

Ma veniamo alla situazione in Toscana.

Come Don Momigli ha prima notato in Toscana le segnalazioni di avviamento precoce dei minori italiani all'attività lavorativa, sono rare. Perché abbiamo un controllo efficace della dispersione scolastica, abbiamo un controllo sociale, nel senso che la collettività è veramente attenta. Non è più come una volta che quando il vicino di casa sentiva piangere per ore ed ore un bambino, pensava: “affari suoi”. Noi possiamo testimoniare una crescita di sensibilità delle persone rispetto alle esigenze dei minori. Noi abbiamo tante persone che vengono e segnalano non solo anonimamente, ma anche direttamente. “C'è un bambino che piange ore, ore, ore ...”. Nel caso dei minori, in Toscana, vanno quasi tutti a scuola o comunque c'è un controllo che esclude l'esistenza del fenomeno in termini rilevanti.

Esistono però dei fenomeni minori (anche su questo si è soffermato Don Momigli). Ci sono i fenomeni dei Cinesi, delle comunità zingare, dei Rom stanziali, che ormai noi abbiamo e vivono a Firenze da tempo. Allora lì scatta un altro intervento delicatissimo che ci angustia, quando sono escluse attraverso le nostre conoscenze forme gravi di sfruttamento dell'attività minorile. Gravi nel senso che mettono a rischio realmente la crescita di questi minori, quindi situazioni accertate. Cosa prevede l'ordinamento? Come dicevo prima, si ricorre alle prescrizioni; si convocano i familiari, si controlla la situazione, si allontanano i minori, si

mettono in un istituto, in una comunità o in affidamento eterofamiliare, a seconda delle occorrenze.

Però sorgono serie perplessità quando l'attività dei ragazzi si inserisce in una tradizione culturale, in uno schema educativo diverso dal nostro, in un ambito però di rapporto di amore, di cura. Può sembrare un paradosso, ma non lo è. Faccio esempio della comunità cinese installatasi vicino a Firenze ed a Prato: i cinesi vogliono bene ai loro figlioli, anche al ragazzino di dieci anni che quando torna da scuola, il pomeriggio si mette alla taglierina e fa qualcosa, aiuta. Allora si pone il problema: possiamo noi imporre autoritativamente i nostri schemi educativi culturali, i nostri modelli? In pratica succede che nelle situazioni di ostinatezza a non ottemperare alle ammonizioni il, ragazzino o la ragazzina di 9-10-11 anni, vengono allontanati e collocati in strutture di accoglienza o in altre famiglie. Al limite si può anche arrivare alla citata dichiarazione di adottabilità. Ma il problema resta insoluto. Basta riflettere sulla realtà esistenziale di una bambina di 8 – 9 anni: questa ha impresse dentro di sé delle figure, dei visi, una famiglia, un babbo ubriacone, picchiatore, ma quel babbo, quella mamma; ha nonni, feste, parenti. E a fronte di ciò noi che possiamo offrire? Il dramma è questo. Si cerca di salvaguardare il minore da certi rischi, ma poi gli offriamo situazioni di vita anaccettabili, insostenibili. Alle volte abbiamo assunto decisioni ferme, specie quando i ragazzini si presentano direttamente da noi o dall'assistente sociale. Dicono “Io non ne posso più, in quella famiglia mi mandano a chiedere l'elemosina, a rapinare i turisti”. Di solito succede sui 12 anni, quando hanno acquistato consapevolezza, sono andati a scuola, hanno visto modelli diversi di vita. Noi diamo doverosa immediata protezione. Lo accogliamo, lo nascondiamo ai familiari infuriati che vengono a reclamarlo.

Però occorre essere consapevoli che non ci sono prospettive serie per il futuro. L'esperienza ci insegna che dopo un mese, dopo quindici giorni, dopo due mesi, il ragazzo va via, va a ritrovare la mamma ed il babbo, quello che lo picchiava regolarmente. In tanti anni abbiamo salvato, cioè, abbiamo dato una vita diversa a 4, 5 persone.

In 27 anni che ormai faccio il magistrato minorile, mi sono reso conto che realisticamente, è giusto dare ascolto a quei ragazzi, cercare di capire la motivazione della loro fuga dai familiari. Ma è pure da attendersi il ripensamento: allora dicono grazie, o non dicono nemmeno grazie, vanno via. Ecco il grande cruccio di chi opera in questo campo.

Personalmente ho imparato la lezione. Ormai ho capito che l'errore più grande è crederci onnipotenti utilizzando le norme messe a disposizione, ritenute capaci di cambiare la vita delle persone. Qualche collega – per lo più giovane di carriera – si fa prendere da questo delirio – io invece ormai, sono diventato saggio.

È vero le norme, attribuiscono grandi poteri di intervento. Ma in realtà la vita delle persone è delle persone stesse e ognuno ha il suo sentiero. Si può cercare degli accomodamenti, convincere, si può cercare di indirizzare, però non siamo Dio. Anche noi giudici dobbiamo prendere atto che la vita è così, è diversa per ognuno ed ognuno ha il suo destino.

Mons. Mario Operti, Direttore Ufficio del Lavoro della CEI

Ringrazio cordialmente per l'invito a partecipare a questa tavola rotonda al termine di un Seminario di studio molto stimolante, organizzato dall'Ufficio del BICE per l'Italia, sulla triste realtà del lavoro minorile che segna, in modo drammatico, anche il nostro Paese.

Nel mio breve intervento, mi soffermerò su alcune prospettive di fondo che la pastorale sociale e del lavoro della Chiesa italiana cerca di perseguire e di prospettare alle varie Chiese locali, lasciando ad altri, più competenti, il compito di affrontare le questioni di fondo e di individuare le soluzioni più rispondenti al problema.

1. Un’antica sollecitudine del Magistero della Chiesa

Vorrei prima di tutto sottolineare il fatto che l’interesse della Chiesa per la piaga del lavoro minorile risale ai primi pronunciamenti del Magistero sociale e costituisce una costante nelle preoccupazioni morali ed educative della comunità cristiana.

A riprova di quanto affermato, vorrei ricordare semplicemente alcuni tra i momenti più significativi, quali l’enciclica *Rerum novarum*, il Concilio Vaticano II e i numerosi pronunciamenti di Giovanni Paolo II.

Scrive Leone XIII nella *Rerum novarum*: “Un lavoro proporzionato all’uomo adulto e robusto, non è ragionevole che s’imponga a una donna o a un fanciullo. Anzi, quanto ai ragazzi, si badi a non ammetterli nelle officine prima che l’età ne abbia sufficientemente sviluppate le forze fisiche, intellettuali e morali. Le forze, che nella puerizia sbocciano simili all’erba in fiore, un movimento precoce le sciupa; e allora si rende impossibile la stessa educazione dei fanciulli”.¹

Tra i numerosi documenti del Concilio Vaticano II che riguardano le condizioni di lavoro e la formazione dei giovani, vale la pena riportare un passo della *Gravissimum educationis* dove si afferma che “la vera educazione deve promuovere la formazione della persona umana sia in vista del suo fine ultimo sia per il bene delle varie società, di cui l’uomo è membro ed in cui, divenuto adulto, avrà mansioni da svolgere. Pertanto i fanciulli ed i giovani, tenuto conto del progresso della psicologia, della pedagogia e della didattica, debbono essere aiutati a sviluppare armonicamente le loro capacità fisiche, morali e intellettuali, ad acquistare gradualmente un più maturo senso di responsabilità nell’elevazione ordinata ed incessantemente attiva della propria vita e nella ricerca della vera libertà, superando con coraggio e perseveranza tutti gli ostacoli”.²

Infine, in questa rapida carrellata che intende testimoniare il significato di un costante pensiero della Chiesa nei riguardi della condizione precaria di tanti minori, non si può certo dimenticare la continua opera di denuncia e di sensibilizzazione di Giovanni Paolo II.

“La miseria - scrive il Papa nel Messaggio per la Pace del 1996 - è all’origine di condizioni di esistenza e di lavoro veramente disumane. Vi sono in alcuni Paesi bambini costretti a lavorare in tenera età, maltrattati, puniti violentemente, retribuiti con un compenso irrisorio: poiché non hanno modo di farsi valere, sono i più facili da ricattare e sfruttare”.³

2. La capacità di vigilare e di indignarsi

A fronte di un così ricco e stimolante insegnamento, e nell’ottica pastorale in cui colloco il mio breve contributo, emergono tre indicazioni di fondo che dovrebbero guidare l’azione della pastorale del lavoro della Chiesa che è in Italia.

La prima riguarda il dovere della vigilanza come atteggiamento di fondo dei credenti, in particolare, e della comunità cristiana in generale. E’ impressionante constatare, infatti, che gravi episodi connessi al problema del lavoro minorile in Italia capitano quotidianamente sotto i nostri occhi e che tutti siamo diventati pressoché insensibili alle gravi forme di sfruttamento che molti minori vivono, incapaci di qualsiasi indignazione in grado di sfociare in un’azione di denuncia e di tutela. Al massimo prevalgono i toni della commiserazione e della commozione che però non riescono a tradursi in un impegno di vigilanza più attento e costante nei confronti di questi fenomeni.

Non è possibile delegare alle sole istituzioni politiche e sociali e alle organizzazioni a questo deputate un problema che interpella anche la coscienza di ogni cittadino e di ogni gruppo sociale, comprese le comunità ecclesiali. Presidiare un territorio con amore è una forma indispensabile per contribuire ad una qualità diversa della vita sociale e ad una maggiore giustizia. Non si tratta certo di fare un’azione di carattere poliziesco o di indagine sociologica,

¹ LEONE XIII, *Rerum novarum*, 35

² CONCILIO VATICANO II, *Gravissimum educationis*, 1

³ GIOVANNI PAOLO II, *Messaggio per la Giornata della Pace del 1996*, 5

ma di imparare che, senza una coscienza civile capace di monitorare le situazioni di palese sfruttamento - in questo caso dei minori - e di individuarne le cause immediate e remote, non sarà possibile predisporre soluzioni di ampio respiro in grado di incidere nella realtà.

La capacità di cogliere il volto umano dei problemi è una prospettiva di sensibilizzazione e di intervento che parte dalla presa di coscienza, e attiva in modo responsabile la comunità cristiana sia come soggetto ecclesiale che come soggetto civile. E' intollerabile che la vita comunitaria, sia quella ecclesiale che quella civile, possano tranquillamente svolgersi mentre al loro interno avvengono, nella colpevole indifferenza di tutti, fenomeni di sfruttamento e di ingiustizia quali il lavoro minorile.

Una corretta opera di vigilanza sul territorio è il compito che le comunità ecclesiali possono svolgere nella coscienza che i problemi sociali non sono questioni astratte, ma hanno il volto di quanti li soffrono e li patiscono e che riconoscerli è il punto di partenza per avviare un'azione risolutrice che veda coinvolti tutti nell'ottica della solidarietà e della partecipazione.

3. L'educazione all'analisi e alla valutazione

Una seconda direttrice della presenza dei credenti nella questione del lavoro minorile riguarda la volontà di stimolare un dibattito sulla valutazione del fenomeno e delle sue cause. La capacità di analizzare i fenomeni sociali risulta indispensabile per coglierne la loro portata, le cause scatenanti e le conseguenze personali e collettive. Non si intende affatto sostenere che ogni comunità ecclesiale debba diventare una sorta di osservatorio permanente o un centro studi specializzato, ma ribadire con fermezza che senza un'adeguata comprensione dei fenomeni si rischia sovente di cadere in quei luoghi comuni che costituiscono un grave impedimento alla soluzione dei problemi, quando anche non ne sono la causa remota o l'humus dove possono svilupparsi impunemente. Si tratta pertanto di abituare la gente ad andare a fondo dei fenomeni di ingiustizia e delle mentalità che li sostengono, disposti anche a correggere quelle precomprensioni personali che talora si frappongono alle giuste soluzioni. Esiste, infatti, una cultura diffusa che è all'origine di molti atteggiamenti degli adulti nei confronti dei fanciulli e dei minori alla quale non si può certo imputare la responsabilità di tutte le forme di sfruttamento nei loro riguardi, ma che costituisce certamente quel retroterra ideologico nel quale possono fiorire scelte e comportamenti gravemente lesivi della dignità dei minori e dei loro diritti ad un'educazione e ad una formazione rispettose della loro personalità e della loro maturazione. Prenderne coscienza attraverso un'opera di approfondimento e di analisi è una delle strade necessarie affinché anche la questione del lavoro minorile venga affrontata e risolta incidendo in profondità sulle cause anche culturali che l'hanno generata.

Rimettere al centro delle riflessioni la dignità dell'essere umano e il fondamento inalienabile dei suoi diritti non è una semplice enumerazione astratta dei principi fondamentali della convivenza civile, che la dottrina sociale della Chiesa propone a tutti gli uomini di buona volontà, ma è premessa indispensabile per giungere a dare risposte efficienti ai mali che assillano l'umanità.

Il discernimento cristiano della vita spinge la comunità ecclesiale non solo a cogliere le cause, ma anche a valutarle e soprattutto a ricercare quelle scelte adeguate per un reale cambiamento. Come ha affermato Ferruccio De Salvatore, Sostituto Procuratore presso il Tribunale dei Minori di Lecce, “il problema non è quello di individuare le imprese che non osservano la legge. Soprattutto nei piccoli centri si riesce a sapere facilmente quali sono le imprese che impiegano manodopera minorile: se non si interviene spesso è perché mettendo in atto interventi punitivi senza che esistano alternative reali al lavoro minorile si rischia di peggiorare la situazione. Il problema è quello di porre in opera una strategia interistituzionale per creare reali situazioni di aiuto per i giovani in difficoltà”.⁴ Tale impostazione richiede necessariamente la capacità di valutazione sia da parte delle istituzioni che dei cittadini.

⁴ citato in Mondodomeni, *Per una nuova tipologia di lavoro minorile in Italia*

4. La volontà e il coraggio di agire

La terza indicazione che emerge dalla pastorale del lavoro della Chiesa italiana è quella di aiutare i singoli e le comunità cristiane ad agire in modo coerente alla presa di coscienza e alle valutazioni fatte. La Comunità cristiana non è chiamata a sostituirsi alle istituzioni sociali e politiche che hanno il compito di risolvere il problema del lavoro minorile, ma è consapevole della sua responsabilità nei confronti di questa come di altre questioni di ingiustizia e di sfruttamento. Essa avverte il dovere di impegnarsi sia nella tutela dei deboli, dando voce a coloro che non ne hanno, sia adoperandosi con la denuncia e la formazione a collaborare con tutti al perseguimento delle giuste soluzioni.

Senza volersi dilungare nelle azioni possibili che la pastorale è chiamata a svolgere, pare opportuno richiamare, in modo molto schematico, gli ambiti dove tale intervento può svilupparsi:

a) formazione delle coscienze al valore fondamentale dei diritti e della dignità di ogni uomo: la sfida etica.

Nella nostra società postmoderna assistiamo ad una caduta preoccupante della coscienza della dignità dell'uomo. In nome degli interessi e del profitto, troppe volte, si calpestano i diritti elementari della persona e questo avviene anche nelle scelte più quotidiane a livello delle famiglie e delle singole comunità. Quante volte, infatti, lo sfruttamento dei minori avviene ad opera delle stesse famiglie o di soggetti che non avvertono neppure la gravità del loro operato e le conseguenze disastrose delle loro azioni, in quanto sono guidati da criteri più rispondenti alle logiche del guadagno che non ai principi che rispettano il valore della vita e dell'uomo, soprattutto dei più deboli.

La dimensione etica troppe volte viene relegata ai buoni propositi ignorando il fatto che sovente un corretto recupero della legalità, accompagnato da forti iniziative di sviluppo, sembra essere la ricetta in grado di risolvere i problemi strutturali.

b) l'educazione al senso e alla dignità del lavoro: la sfida culturale.

Un secondo ambito di intervento riguarda certamente l'aspetto educativo nei confronti dei singoli e delle famiglie. La perdita di centralità della riflessione sul lavoro si accompagna spesso con l'emergere di una visione strumentale del medesimo, privando la vita degli uomini di una dimensione altamente educativa e formativa come è quella del lavoro. Se il lavoro è ridotto a semplice strumento per guadagnare di più, si spiega l'emergere preoccupante di forme di sfruttamento in ogni ambito e in particolare nei confronti dei minori. Parimenti si spiega, nelle classi più agiate, il crescente disprezzo nei confronti di ogni lavoro manuale, per cui assistiamo da una parte al fenomeno di bambini e giovani avviati al lavoro prima del tempo dovuto e con nessuna preparazione e, dall'altra, a intere generazioni di giovani incapaci di qualsiasi prestazione di tipo manuale. La Chiesa è convinta che una giusta visione del lavoro è condizione necessaria per ridare a questa esperienza il suo valore formativo e per mettere ogni persona, soprattutto i minori, al riparo dalle forme di sfruttamento che ne possono derivare. Da questo punto di vista la scuola e la formazione professionale rivestono un ruolo decisivo e fondamentale che troppe volte, anche in questo momento di riforme annunciate ed in parte attuate, viene troppo spesso sottaciuto e sottovalutato. In particolare pare fondamentale sottolineare l'importanza, nei nuovi ordinamenti, del principio del cosiddetto obbligo formativo come espressione di un diritto fondamentale delle nuove generazioni di poter accedere al mercato del lavoro con un'adeguata formazione.

c) la dimensione politica: la sfida strutturale

Un ulteriore dimensione dell'impegno della Chiesa concerne la dimensione politica del problema. Non è certo compito della comunità cristiana sostituirsi agli organismi politici deputati a governare le situazioni e a proporre le riforme necessarie per un superamento dello sfruttamento e per la tutela dei soggetti più deboli, ma è ferma convinzione dei cristiani che

senza un serio impegno politico che veda l'azione congiunta delle varie istituzioni politiche e della società civile, la piaga del lavoro minorile, in tutte le sue manifestazioni nuove ed antiche, rischia di non trovare una piena soluzione in quanto alcune cause che la determinano richiedono un intervento a monte sia nelle politiche per il lavoro che nelle politiche a sostegno della famiglia, come pure nelle scelte riguardanti la scuola e le politiche sociali. E in questo senso la comunità cristiana, attraverso l'impegno delle organizzazioni laicali di ispirazione cristiana, intende portare un contributo al rinnovamento della nostra società in una prospettiva di solidarietà e di sussidiarietà.

d) il compito dell'annuncio: la sfida dell'evangelizzazione

Quest'ultimo ambito può sembrare ai più fuori posto in questo seminario. Ma la Chiesa esiste per evangelizzare e non può venir meno a questa sua caratteristica essenziale, pena la perdita di identità e di significato.

Evangelizzare prima di tutto la società del benessere, che troppe volte si percepisce autosufficiente, ripiegata su se stessa, alla ricerca spasmodica di un benessere materiale che rischia di calpestare valori e significati, soffocata dalle cose e appiattita sul presente.

Evangelizzare i poveri, in questo caso i bambini sfruttati, non per dire loro una parola di consolazione o per fare opera di proselitismo, ma per offrire accoglienza e ascolto sull'esempio di Gesù che, in altri contesti e in altra epoca, si è fatto difensore dei loro diritti: “Lasciate che i bambini vengano a me, non glielo impedito perché a chi è come loro appartiene il regno di Dio. In verità vi dico: Chi non accoglie il regno di Dio come un bambino, non vi entrerà” (Lc 18, 16 - 17).

5. La verità di questa espressione del Vangelo di Gesù trova nella vita e nel martirio di Iqbal Masih, il bambino pakistano, venduto da suo padre quando aveva quattro anni come schiavo a un fabbricante di tappeti, un'impressionante invero. Aiutato da un sindacalista Iqbal trova la forza di ribellarsi alla schiavitù del suo lavoro e comincia a raccontare la sua storia sui teleschermi di tutto il mondo, diventando simbolo e portavoce del dramma dei bambini lavoratori. “Da grande - afferma - voglio diventare avvocato e lottare perché i bambini non lavorino troppo”. Iqbal ricomincia a studiare senza interrompere il suo impegno di piccolo sindacalista. Ma la storia della sua libertà è breve. Il 16 aprile 1995 gli sparano a bruciapelo mentre corre in bicicletta nella sua città natale Muridke. Qualcuno si era sentito minacciato dall'attivismo di Iqbal, la polizia fu accusata di collusione con gli assassini. Di fatto molti dettagli di quella tragica domenica sono rimasti poco chiari. Con i 15 mila dollari del Premio Reebok per la Gioventù in Azione ricevuti nel dicembre '94 a Boston, Iqbal voleva costruire una scuola perché i bambini schiavi potessero ricominciare a studiare...

Senza voler fare delle indebite appropriazioni o degli accostamenti non rispettosi, penso comunque che la vita di Iqbal Masih si possa annoverare tra quella dei martiri che Giovanni Paolo II addita come segno perenne - oggi particolarmente eloquente nell'imminente Giubileo del terzo millennio cristiano - “di quell'amore più grande che compendia ogni altro valore”.⁵

Savino Pezzotta, Segretario Confederale CISL

Questa settimana è dedicata all'infanzia ed alla adolescenza ed è quindi l'occasione per puntualizzare la posizione della CISL in merito alle politiche sviluppate in quest'ultimo periodo a partire dalla questione del lavoro minorile.

⁵ GIOVANNI PAOLO II, *Incarnationis mysterium*, 13

Infatti nella ricorrenza della firma della Convenzione Internazionale sui diritti del fanciullo, siglata a New York il 20 novembre di dieci anni fa, la protezione dallo sfruttamento economico è indicato tra i capisaldi della protezione e promozione della condizione dei minori.

Come ormai noto grazie alle pressioni sindacali, si è iscritta la questione del lavoro minorile tra le priorità nell'agenda politica sia a livello nazionale che internazionale, ne sono testimonianza le innovazioni che hanno di recente riguardato l'assetto normativo internazionale e nazionale: la Convenzione e Raccomandazione sulle forme peggiori di lavoro ed il decreto legislativo, appena pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale, che modifica la legislazione italiana di tutela del lavoro minorile che era ormai vecchi di oltre trent'anni e quindi rispondeva ad un assetto economico e sociale non più attuale.

Strumenti la cui adozione non era niente affatto scontata, nonostante in molti a parole si fossero espressi per migliorare la condizione dei bambini e delle bambine.

A questo proposito vorrei però esplicitare la prospettiva della CISL che sul tema non vorrebbe limitarsi ad essere solo quella difensiva. Ritengo, per dirla con Alfredo Carlo Moro, che “nell'attività lavorativa di chi si affaccia alla vita non basta proteggere la persona da tutte le forme di sfruttamento che possono essere attuate a suo danno. È indispensabile che anche il lavoro e le modalità con cui viene prestato concorrano in qualche modo a costruire ... una personalità che fa di un soggetto sostanzialmente dipendente una persona matura ed autonoma, capace di storia individuale e collettiva”.

In sostanza dobbiamo assumere la complessità del fenomeno, che si pone ormai in un “continuum” che va dalle forme peggiori, quelle di vera e propria schiavitù, fino al lavoro legale e protetto degli adolescenti. Dobbiamo pur avendo presenti le priorità ed i necessari strumenti mirati per ogni situazione, assumere l'interezza della questione che coinvolge nel suo complesso circa mezzo milione di minori. Ovvero quali relazioni vi sono tra attività lavorativa e sviluppo dei giovanissimi?

Vi sono in sostanza una pluralità di cause, certamente vi sono ancora quelle tradizionali di ordine economico, la povertà familiare tocca circa il 12% delle famiglie, (soprattutto quelle numerose e del Sud), ma anche cause di ordine economico più inedite: la necessità di ridurre i costi delle imprese familiari; diversificare le fonti di reddito familiare, come eventuale ammortizzatore dell'incerto destino lavorativo dei genitori; accrescere il reddito per tenere dietro ai ritmi di consumo indotti dal mercato. Dall'altro però vi sono anche elementi culturali, quali la sfiducia nel sistema scolastico, e sociali, come l'assenza di strutture di servizio per i giovani e le famiglie. Emerge così la figura di chi al contempo studia e lavora per brevi periodi di tempo (ad esempio l'estate). Su questo pesa anche la struttura produttiva locale, per cui l'offerta potenziale di manodopera minorile diventa effettiva laddove esiste un tessuto produttivo con aziende che operano al nero, oppure di imprenditoria diffusa dove l'opera di vigilanza e controllo diviene più difficile e la presenza sindacale meno pregnante.

Questa complessità, che ci è attestata da diverse ricerche territoriali e categoriali andrebbe verificata ed è per questo che sarà necessario che l'ISTAT ed il Ministero del Lavoro ci offrano rapidamente un quadro quantitativo e qualitativo esaustivo come concordato al Tavolo Nazionale sul lavoro minorile. Fare un'indagine precisa e completa su quale dimensione assume il fenomeno nel nostro paese, sulla base della quale si potranno definire con maggiore chiarezza le politiche di intervento, le politiche di tutela, di riscatto e di emancipazione dalle condizioni più pesanti dal punto di vista umano e dello sfruttamento. Quest'ultimo è un termine che non usiamo quasi più, ma quando parliamo di lavoro minorile, sia per quello che avviene nel nostro Paese e, soprattutto, per quello che si esercita negli altri Paesi, dovremmo utilizzare di più.

Positiva è stata l'esperienza del Tavolo sul lavoro minorile e la sottoscrizione, nell'aprile del '98 della Carta di Impegni, soprattutto in riferimento alle opportunità di avere una sede di confronto stabile tra istituzioni e parti sociali ed un programma di impegni condiviso, che vede attualmente all'ordine del giorno un confronto serrato sul delicato ed importante strumento dei codici di condotta. Ma questo modello deve riprodursi a livello locale per entrare davvero nella molteplicità delle situazioni che creano forme di sfruttamento economico dei minori ed offrire risposte concrete.

Abbiamo concordato con il Governo che il Piano nazionale per l'infanzia, dovrà a differenza del primo, affrontare tra le questioni prioritarie proprio quella della formazione e del lavoro. Questo passaggio sarà importante in quanto nel Piano vengono individuati i temi e le azioni prioritarie che saranno finanziate con le risorse della Legge per la promozione dei diritti dell'infanzia e dell'adolescenza, ma riscontriamo ad oggi un ritardo nella sua predisposizione che non fa ben sperare.

Dobbiamo ora andare avanti. Chiediamo al ministero di conoscere la dimensione del fenomeno. Nello stesso tempo si pone anche la sindacato la necessità di valutare gli strumenti che può mettere in campo. I nostri sono strumenti di carattere generale e a dimensione nazionale, ma tutto questo non basta a cogliere le differenziazioni che si stanno registrando, da qui l'esigenza di ricercare nuovi modelli di intervento, di contrattazione, di negoziazione più flessibili rispetto a quelli in essere.

Per la CISL le priorità di carattere preventivo concernono:

a) le politiche a sostegno della famiglia (le disuguaglianze familiari si riverberano ancora pesantemente sulla condizione dei minori e perpetuano forme di esclusione). Significa intervenire su fisco, servizi, conciliazione dei tempi di lavoro e di cura, non soffermandoci soltanto nel sostenere le famiglie povere, ma assumendo come riferimento delle politiche sociali tutte le famiglie. Purtroppo su questo versante ancora attendiamo l'adozione di tre importanti strumenti legislativi che consentirebbe un salto di qualità, mi riferisco :

- al Disegno di legge sui servizi all'infanzia
- a quello sui congedi parentali
- ed alla “riforma dell'assistenza”

Così come un segnale troppo debole ancora è offerto dagli impegni assunti dal Governo con la Finanziaria sul piano degli incentivi fiscali alla famiglia e la scarsa e disorganicità delle forme di trasferimento economico alla famiglia.

b) La costruzione di un sistema formativo di qualità, che non soli si accontenti della coercizione legata all'obbligo scolastico prima e formativo poi, ma che riduca la forbice delle opportunità e che orienti di nuovo l'educazione e la formazione verso il lavoro. Una formazione che può e deve trovare nelle pari dignità tre canali:

- Quello istituzionale scolastico
- Quello della formazione professionale
- Quello lavorativo attraverso il contratto di apprendistato, riqualificato da un punto di vista formativo

Il che significa anche costruire percorsi formativi che diffondano una positiva cultura del lavoro ed una consapevolezza dei diritti connessi, finalizzino i contenuti verso il lavoro e prevedano percorsi che aiutino ad individuare e sperimentare inclinazioni ed aspettative. Vorrei porre una piccola avvertenza: quando parliamo di scuola occorre avere la sensibilità e l'attenzione a non farci imprigionare nello scolasticismo, ovvero nell'idea che la scuola sia in grado di risolvere tutti i problemi legati al lavoro minorile e giovanile. La scuola deve essere al centro delle nostre politiche, però dobbiamo essere avvertiti perché non tutti i ragazzi riescono a fare i percorsi scolastici e ci saranno sempre giovani che verranno “gettati” nel lavoro. Questa non può essere una condanna: occorre che si pensino percorsi, modelli di tutela e di accompagnamento, che li riconducano (apprendistato) verso impegni formativi. Siamo molto preoccupati per la sottovalutazione che si fa della Formazione Professionale, che, se ben strutturata, potrebbe essere una risposta ai problemi dei giovani al lavoro.

- c) Questione importante è certamente quella dei codici di condotta, ovvero di una intesa tra sindacato e imprese per fare in modo che i prodotti che vengono fatturati in paesi terzi, abbiano la garanzia che non utilizzano il lavoro minorile. Detta così è semplice, ma non possiamo dimenticare che in Italia è alquanto facile oggi dire che un bambino non deve lavorare, poi se prendo in considerazione un altro paese, dove c'è un alto livello di fame e di miseria, le problematiche si fanno molto diverse, soprattutto se il bambino lavoratore risulta essere l'unico sostentamento di un nucleo familiare. Il sindacato chiede che nel codice di condotta vengano definite alcune condizioni di tutela e di garanzia per il minore al lavoro.

L'agenda insomma è ricca di argomenti ed appuntamenti che debbono, per coerenza con un evento che non si riduca alle celebrazioni, trovare ancora maggiore slancio per offrire risposte positive a coloro che rappresentano il nostro futuro.

On. Renzo Innocenti, Presidente Commissione Lavoro Camera dei Deputati

(Intervento inviato)

Il fenomeno del lavoro minorile, per formazione ed esperienza, rappresenta uno dei temi sui quali sono particolarmente sensibile e attento. Lo considero una delle peggiori forme di sfruttamento, perché lede i diritti umani universalmente riconosciuti, che arreca un danno irreversibile ai bambini perché li priva di risorse come il gioco, la socialità, l'educazione, il rispetto della loro salute e dei loro tempi di crescita e, purtroppo, alle soglie del Duemila è un fenomeno ancora molto diffuso in Italia e nel mondo.

Vorrei cogliere, quindi, l'occasione del vostro cortese invito al Seminario per proporvi questo mio intervento scritto teso unicamente a ricordare e sottolineare alcune iniziative realizzate dal Parlamento Italiano e volte a contrastare e debellare la presenza del fenomeno dello sfruttamento del lavoro minorile in Italia e nel mondo.

Il 16 giugno '98 la Camera dei Deputati ha approvato una risoluzione che impegna il governo ad una serie di obiettivi, da perseguire in ambito nazionale ed internazionale, finalizzati al controllo e all'eliminazione, in Italia e nel mondo, del lavoro dei bambini nei processi produttivi.

Nonostante la Convenzione 138 dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro (OIL) che fissa l'età minima di ammissione al lavoro al compimento della scuola dell'obbligo, il lavoro dei bambini è una realtà diffusa ed in preoccupante crescita. Alcuni dati possono essere utili a comprendere le dimensioni del fenomeno. Secondo le ultime stime dell'Oil, 120 milioni di bambini fra i 5 e i 14 anni lavorano a tempo pieno e per altrettanti il lavoro è un'attività a tempo parziale, dopo la scuola; la maggior parte di essi vivono in Asia, Africa e America Latina. Anche nei paesi industrializzati il lavoro infantile è in aumento. Si stima che in Europa siano 2 milioni i minori occupati irregolarmente. In Italia, nel 1997, su 25120 aziende controllate dal Ministero del lavoro, si sono scoperti 1578 casi di minori occupati irregolarmente e un'indagine dell'Istat del 1988/89 stimava in 322 mila il numero dei bambini italiani che lavorano.

La Commissione Lavoro della Camera dei Deputati ha realizzato e presentato un'indagine conoscitiva sul lavoro sommerso e sul lavoro minorile nella quale si evidenzia la difficoltà a quantificare con precisione il fenomeno del lavoro dei bambini in Italia e a determinarne le diverse tipologie, nonché la distribuzione geografica. Nell'indagine è emersa anche la necessità a rimuovere le cause indirette (stato di povertà materiale e culturale delle

famiglie, dispersione scolastica) dell'offerta di lavoro minorile e di incidere più fortemente sul fenomeno della domanda da parte delle imprese di questa grave forma di lavoro illegale.

Proprio in questi mesi il Parlamento sta esaminando lo schema di decreto legislativo sulla protezione dei giovani sul lavoro, che è stato predisposto in attuazione della delega conferita al Governo dalla legge Comunitaria 1995-97 (legge n. 128 del 1998). Questo provvedimento si rende necessario per attuare il recepimento della direttiva 94/33 /CEE relativa alla protezione dei giovani sul lavoro.

Nella direttiva sono previste norme che riguardano la sicurezza sui luoghi di lavoro, con un riferimento particolare agli obblighi che ne conseguono per il datore di lavoro in relazione alla protezione dei giovani, alla valutazione dei rischi connessi alla loro attività, alla loro informazione e all'informazione dei rappresentanti per la sicurezza. Pertanto i servizi di prevenzione e di protezione che devono essere attivati da parte del datore di lavoro devono anche essere associati alla programmazione, alla applicazione e al controllo delle condizioni di sicurezza e sanitarie che riguardano i lavori dei giovani. Tra i criteri della delega conferita dalla legge Comunitaria è inoltre previsto un nuovo sistema di sanzioni penali o amministrative. Per la violazione delle norme che riguardano la sicurezza del lavoro e le condizioni psico-fisiche dei minori va quindi prevista una sanzione penale con la pena alternativa dell'arresto non superiore a sei mesi o dell'ammenda non superiore a 10 milioni, o, nei casi più gravi con la sola pena dell'arresto. Le altre violazioni vanno considerate come illeciti di tipo amministrativo, per le quali sono previste sanzioni. In ogni caso la direttiva Comunitaria che viene recepita con questo schema di decreto legislativo contiene la cosiddetta clausola di non regresso: l'attuazione della direttiva non può comunque comportare una diminuzione del livello di protezione dei giovani rispetto a quanto previsto dalle normative nazionali.

La norma più importante, però, è una modifica terminologica, in quanto il termine "fanciullo" viene sostituito dalla parola "bambino". Viene considerato ai fini di legge adolescente solo il minore di età compresa tra i 15 e i 18 anni che non sia più soggetto all'obbligo scolastico. Vengono modificati i casi di esclusione previsti dalla legge n. 977, le cui disposizioni non si applicano pertanto agli adolescenti addetti ai lavori occasionali o di breve durata che riguardano i servizi domestici prestati in ambito familiare e le prestazioni di lavoro non nocivo nelle imprese a conduzione familiare.

La normativa vigente fissa in generale l'età minima dell'ammissione al lavoro a 15 anni, con possibile riduzione a 14 anni in casi particolari e salva l'osservanza dell'obbligo scolastico, il nuovo testo assume come riferimento il dato che riguarda l'assolvimento dell'obbligo scolastico: l'età minima per l'ammissione al lavoro è quindi fissata infatti "al momento in cui il minore ha concluso il periodo di istruzione obbligatoria", che attualmente non può quindi essere inferiore ai 15 anni compiuti.

Questa nuova formula permette l'adeguamento automatico della disciplina sul lavoro dei minori a quella che riguarda l'obbligo dell'istruzione. Anche l'articolo 4 della legge 977 del 1967 viene completamente sostituito dall'articolo 6 del nuovo testo, che prevede il divieto assoluto di adibire al lavoro i bambini, con la sola eccezione delle attività lavorative di carattere culturale, artistico, sportivo o pubblicitario e nel settore dello spettacolo. Resta pertanto il divieto di adibire al lavoro i bambini ai cosiddetti lavori leggeri, che tuttavia resta consentito dalla direttiva comunitaria.

E' vietata inoltre l'occupazione degli adolescenti nei lavori pericolosi, faticosi o insalubri.

Con questo testo il legislatore provvede, rispondendo alle indicazioni comunitarie, a modificare ed ad aggiornare le disposizioni che riguardano la tutela dei minori al lavoro. Questa operazione si è realizzata con una normativa che migliora la legislazione attualmente in vigore e che consente inoltre una operazione di coordinamento delle diverse disposizioni che disciplinano la materia. Sarà tuttavia necessario coordinare questo testo con la legge quadro che il Governo è chiamato ad emanare per la disciplina del lavoro notturno e con le iniziative che l'esecutivo assumerà in seguito alla Risoluzione approvata alla Camera dei Deputati. Con essa, infatti, il Parlamento ha impegnato il governo ad aumentare lo stanziamento delle risorse fino al raggiungimento dello 0,7 del Prodotto Interno Lordo, nonché a destinare una quota consistente

dei fondi allo sviluppo sociale, sostenendo progetti specificatamente mirati (istruzione, salute, piccolo credito) ed, infine, a favorire interventi alternativi come il commercio equo e solidale che collega direttamente i produttori autorganizzati ai consumatori. Il governo sarà inoltre impegnato ad intensificare l'attività di controllo sul territorio da parte degli ispettorato del lavoro fornendo annualmente alle competenti Commissioni Parlamentari un rapporto sulla situazione del lavoro minorile in Italia. Sarà compito del governo, infine, promuovere accordi tra le parti sociali e attuare iniziative mirate alla eliminazione del lavoro minorile nel nostro paese, rimuovendo le cause che determinano il verificarsi di questa forma intollerabile di lavoro.

Una società che si dice civile deve proteggere i bambini da queste forme di sfruttamento, che, in alcuni casi, diventano anche abuso e schiavitù vera e propria, collegate a condizioni subumane nei luoghi di lavoro che provocano danni irreversibili al fisico e alla mente dei minori che lavorano.

Il governo italiano deve combattere questa battaglia di civiltà, in Italia e nel mondo, impegnandosi in politiche dirette ad eliminare le barriere sociali e di ricchezza nel nostro paese e in iniziative internazionali volte alla cancellazione del debito estero dei paesi più poveri, qualora i paesi debitori convertano il debito condonato in programmi sociali.

Spero che questo contributo possa essere considerato utile, nella convinzione che, come recita il vostro slogan, “non basta dire di no” ma occorrono iniziative e politiche concrete dirette a promuovere una vera cultura di tutela e valorizzazione dell'infanzia.

RingraziandoLa dell'invito e scusandomi per l'assenza, Le invio i miei migliori saluti e La prego di estenderli anche ai partecipanti al seminario.

Maurizio Sacconi, Direttore Ufficio ILO Roma

(Intervento inviato)

La Commissione 182 per la prioritaria eliminazione delle peggiori forme di sfruttamento dei minori di 18 anni integra e non sostituisce la fondamentale Convenzione 138 sull'età minima di lavoro. Infatti ne risulta completato il quadro normativo con una più estesa definizione di quelle forme di sfruttamento che, in quanto mettono a repentaglio l'incolumità fisica e psichica della persona, rilevano fino all'età di 18 anni. Al contempo ne emerge una fondamentale guida per le politiche attive volte progressivamente ad assorbire il fenomeno del lavoro minorile ovunque nel mondo: qualunque approccio graduale e pragmatico, qualunque metodologia concretamente applicata devono essere verificate alla luce del parametro basilico dato dalla priorità delle forme peggiori di sfruttamento.

La loro eliminazione costituisce criterio prioritario, elemento minimo essenziale di qualsivoglia percorso graduale, necessaria verifica delle politiche in atto affinché mai l'allontanamento del minore da un posto di lavoro si risolva nella sua sommersione in queste forme peggiori.

Ancora, la Convenzione 182 è stata percepita – e l'approvazione unanime ne è segno evidente – come un impegno che coinvolge in modo più equo la responsabilità di tutti i Paesi, sviluppati e non.

È evidente infatti come, paradossalmente, proprio le forme peggiori di sfruttamento sono spesso riscontrabili con maggiore immediatezza anche nei Paesi industrializzati nei quali non sempre le azioni di prevenzione, repressione e reinserimento sociale sono adeguate.

Lo stesso dibattito sul lavoro minorile in Italia risulta in certa misura corretto da questa Convenzione che ripropone priorità talora trascurate per la più facile attenzione a quelle forme tipiche che evocano il damping sociale e la responsabilità prevalente dei Paesi più poveri.

Il Convegno del BICE Italia concorre quindi a ricalibrare priorità, responsabilità e quindi tempi e modi delle politiche attive.

Lo stesso programma evidenzia le tre grandi patologie certamente riscontrabili nella realtà italiana:

1. Il coinvolgimento di minori nelle reti della criminalità organizzata, dal contrabbando di sigarette – tutt’altro che innocuo –, al commercio di droga, all’omicidio programmato in relazione anche alla minore punibilità dei minori;
2. Lo sfruttamento sessuale con particolare attenzione alle minorenni clandestinamente immigrate – talora tenute in condizioni di schiavitù – e al turismo sessuale;
3. L’accattonaggio dei più piccoli, soprattutto rom o comunque immigrati, nelle grandi città.

È certo sufficiente questo quadro a delineare la necessità – in occasione della ratifica della Convenzione – di verificare l’adeguatezza delle politiche in essere che coinvolgono la responsabilità di più amministrazioni pubbliche, centrali e locali, nonché l’attiva partecipazione delle forze sociali e del volontariato autentico e professionale.

Lo stesso annuale appuntamento del 16 aprile, ricorrenza della morte di Iqbal Masih, dovrebbe essere dedicato a questa verifica, tenuto conto che nel frattempo la Convenzione sarà già stata ratificata dall’Italia.

La realizzazione di un sistema di monitoraggio sulle forme illegali di sfruttamento dei minori nel lavoro, cui l’ILO partecipa con ISTAT su incarico del Ministero del Lavoro, consentirà di individuare gli ambiti più esposti e di verificare periodicamente l’efficacia delle politiche praticate.

Non sarà un compito agevole in quanto si tratta di fenomeni rari – anche se concentrati – e particolarmente sommersi. Non di meno sarà essenziale poter verificare l’andamento delle patologie nel tempo in quanto è necessario evitare ogni pratica meramente declamatoria o propagandistica per assumere obiettivi quantitativamente accertabili. La posta in gioco – l’incolumità presente e il futuro dei minori – è troppo alta per lasciare spazio alla demagogia e al pressapochismo.

Le Organizzazioni internazionali oltre a produrre norme universalmente accettate, concorrono a introdurre quegli elementi di professionalità che sono consentiti dalla lunga esperienza e dalla possibilità di confrontare sulla grande scala globale le buone e le cattive pratiche.

Conclusioni

Giuseppe Totaro, Presidente Nazionale F.I.S.M.

Quello dei minori è “lavoro svolto in situazioni che sfuggono agli sguardi di terzi”, come è scritto nella raccomandazione N° 190 della 87a sessione della Conferenza Internazionale del Lavoro di Ginevra, del 17 giugno 1999.

Questo Seminario vuole essere proprio ed invece, “uno sguardo”, che come tale si rivolge non ad un problema, ma a delle persone concrete, appunto i ragazzi che lavorano, in una situazione concreta, come quella del nostro Paese.

Vorremmo che non fosse uno sguardo “frettoloso”, come quello del sacerdote e del levita, che usciti dal tempio, videro l’uomo dolorante per l’aggressione subita, e tirarono di lungo. La parabola, che come poche altre, ci mostra come è fatto il cuore di Dio, dice che a fermarsi fu un Samaritano, un estraneo, uno che non aveva obbligo legale di intervenire per soccorrere.

Per questo abbiamo scelto un approccio guidato da persone dallo “sguardo” esperto e dal cuore pronto, il che non esclude, anzi rimanda necessariamente - la carità non può non sboccare nella politica - agli interlocutori istituzionali. Abbiamo anche avuto la presenza di giovani testimoni

diretti dello sganciamento - spesso generale, dunque annunciato - dell'abbandono-espulsione dei loro compagni dalla scuola.

L'ascolto di tutte queste voci, che hanno espresso anche nei gruppi di studio non solo quanto hanno pensato “nel problema”, ma spesso quanto hanno visto con “sguardo d'amore” per avere “accompagnato con amore” dei ragazzi coinvolti precocemente nel lavoro, induce a partecipare al movimento in atto di presa di coscienza del problema del lavoro minorile, con un atteggiamento aperto a prospettive di soluzione più articolate e comunque non riconducibili solo ai più incisivi interventi della legge.

Le conclusioni non possono che essere provvisorie e ancora imprecise.

E' opportuno, preliminarmente, distinguere le situazioni dei ragazzi che “lavorano” da quelle in cui essi sono puro strumento di attività criminali quali l'accattonaggio, la prostituzione, lo spaccio della droga. E, per altro verso, non può essere collocata al di fuori del problema, la situazione di bambini e ragazzi utilizzati (e poi “buttati via”) nel mondo dello spettacolo, della pubblicità e dello sport.

Generalmente il lavoro minorile è connesso a situazioni sociali di povertà economica o culturale. In quest'ultimo caso, senza voler colpevolizzare l'istituzione scolastica, certo occorre rilevare come la “cultura prevalente” non aiuta a considerare l'importanza nella formazione della persona (insomma “l'essere”) rispetto al rapido raggiungimento di un guadagno economico (cioè “l'avere”): questo fa sì che anche in situazioni di benessere economico (v. il nord-est, ma non solo) si scelga il lavoro invece della scuola. I ragazzi di Barbiana potevano essere sollecitati, contro spesso le loro famiglie coinvolte in povere attività agricole e di allevamento di bestiame, ad andare a scuola, “perché la scuola è sempre meglio della m.”. Oggi specialmente nelle zone ad alto sviluppo industriale, il lavoro si svolge in ben altre condizioni.

Ancora: non è sempre detto che la scuola sia - con i suoi vincoli e le sue modalità - l'unico percorso formativo per tutti i ragazzi ed in tutti i momenti della loro crescita.

Da quanto sopra risulta la rilevanza del rapporto tra scuola e lavoro. Attualmente - è la dolorosa esperienza della “dispersione scolastica” - la scuola si limita a sanzionare l'insuccesso scolastico. Essa potrebbe fare dell'altro ?. Certo, anche se non da sola. Individuati i ragazzi che non ce la fanno ad andare avanti, per le ragioni più diverse (ma spesso per carenze - almeno culturali - della famiglia) si dovrebbe intervenire:

fornendo indicazioni di riferimenti istituzionali, quali i Sindacati, perché quanto meno siano informati sui loro diritti, ove comincino a lavorare e come possano ricevere una formazione professionale, presso appositi centri

individuando percorsi integrativi di formazione culturale permanente

C'è qui lo spazio per gli interventi di associazioni e di organismi di volontariato, il cui ruolo dovrebbe essere riconosciuto perché la scelta obbligata o meno di non studiare più e dunque di lavorare, non sia avvertita come una condanna o una colpa, ma una occasione diversa di crescita.

Ed insieme perché l'attività lavorativa possa svolgersi in modo gratificante nella consapevolezza dei diritti riconosciuti dalla legge e con competenza professionale. Insomma invece di dire solo no - velleitariamente - al lavoro minorile, prescindendo dal contesto personale, familiare, sociale, in cui esso matura una esperienza di vita, è opportuno unirsi perché almeno tale esperienza sia preparata e accompagnata.

Non si può indulgere ad una posizione intellettualistica, minimalista secondo la quale il lavoro è sempre peggio della scuola e fermarsi lì anche perché il lavoro è sempre meglio del lasciarsi crescere senza far nulla o d'essere coinvolto in attività criminose o esperienze degradanti. Il lavoro, nel contesto di percorsi di recupero comuni ad esperienze di tossicodipendenza o di privazione di libertà per scontare una pena inflitta dai Tribunali dei Minorenni, può essere una esperienza preziosa, unica, di riappropriazione della stima di sé, che può portare successivamente anche alla ripresa dell'impegno scolastico.

“Il lavoro minorile: non basta dire di no”

In questo contesto è quasi superfluo sottolineare l'importanza dei Centri di Formazione professionale che solo una certa fretteolosità ideologica, può indurre a ritenere superflui nella prospettiva di una omogeneizzante riforma della scuola media superiore.

Ferma restando la necessità – di interventi repressivi della violazione delle norme di tutela del lavoro, anche minorile, rispetto alla quale si può e si deve contare su un sempre più diffuso controllo sociale da rendere consapevole ed informato.

* * *

Appendice

Istituzione di un Ufficio Regionale per l’Infanzia – “ Il Tutore dei Bambini “

Proposta del BICE Italia ai Presidenti delle Regioni italiane

Premessa

- 1.1. La Convenzione Onu sui Diritti dell’Infanzia ha dieci anni. Essa è per i bambini l’equivalente della Carta dei Diritti dell’Uomo. Alla proclamazione deve seguire l’attuazione concreta secondo le differenti situazioni e in questo la Regione può avere un suo ruolo.
- 1.2. Per alcuni dei diritti riconosciuti dalla Convenzione Onu sui Diritti dei Bambini già esistono (da prima della sua promulgazione e conseguente ratifica del Parlamento avvenuta con la legge n. 176/ 1991) delle Istituzioni preposte alla loro tutela (es: la *magistratura* e la *polizia* per i reati contro i minori; l’*Ispettorato del Lavoro* per la repressione dello sfruttamento del lavoro minorile; i *giudici minorili* ed i *servizi sociali* per la protezione dei minori in situazioni particolari di difficoltà familiare e sociale; i *servizi sociosanitari* per i bambini sofferenti; i *servizi prescolare e scolastico*). E’ un’ovvia constatazione che tutti questi interventi sono per un verso parcellizzati e per un altro prescindono dal contesto sociale e soprattutto familiare che la Convenzione Onu – nel Preambolo – ritiene indispensabile per la crescita armoniosa dei bambini.
- 1.3. Altri diritti riconosciuti dalla Convenzione Onu restano invece del tutto “scoperti “, seppure è in corso una progressiva attenzione anche da parte delle Istituzioni a seguito della Legge 285 / 97. In particolare si segnalano i seguenti:
 - a) il diritto ad un ambiente salubre
 - b) il diritto al rispetto delle esigenze di crescita del bambino da parte dei mass media e della pubblicità
 - c) il diritto alla privacy
 - d) il diritto, soprattutto dei bambini immigrati, al rispetto delle tradizioni civili, culturali e religiose

- e) il diritto alla cittadinanza (se non alla stessa identità) ed alla ricongiunzione con i propri familiari soprattutto da parte dei bambini immigrati
- f) il diritto al recupero della dignità in caso di violenze subite
- g) il diritto al gioco ed allo sport senza forme di esasperata emulazione e strumentalizzazione economica

2. Conseguenze operative

2.1 Da quanto sopra derivano alcune necessità di intervento:

- a) corretta conoscenza della Convenzione Onu sui Diritti dei Bambini che abbia per destinatari, contemporaneamente con i bambini, i loro educatori (famiglia, scuola, associazionismo).
- b) rilevazione permanente dell'incidenza dell'azione legislativa regionale ed amministrativa degli Enti Locali sulla condizione dei bambini nella Regione.
- c) coordinamento permanente (ma non invasivo delle competenze specifiche) di quanti istituzionalmente sono preposti settorialmente alla tutela dell'infanzia al fine di individuare possibili azioni e strategie sinergiche.
- d) Monitoraggio permanente delle situazioni di cui al punto n. 1.3 della Premessa.

2.2 Questi compiti esigono un Centro di riferimento operativo permanente e cioè un Ufficio Regionale di tutela e promozione dell'infanzia. Le esperienze già altrove esistenti (L. R. 42/88 del Veneto e L.R. 49/93 del Friuli) non fanno riferimento alla Convenzione Onu e presentano uno spettro di competenze assolutamente non soddisfacente le necessità connesse ai problemi sopra segnalati.

2.3 Alla luce di quanto sopra l'Ufficio del BICE Italia, nel proporre l'istituzione dell'Ufficio Regionale per l'Infanzia, mette a disposizione la propria esperienza anche a livello internazionale e la possibilità di raccordo con iniziative analoghe nate in Europa.

Programma Seminario

“Il lavoro minorile: non basta dire di no”

Montecatini Terme, 10 novembre 1999

10 Novembre 1999

Ore 9.00 Apertura dei lavori. Saluti ed interventi delle Autorità

Ore 9.15 Introduzione al Seminario:
Jacques de Preux, Segretario Generale del BICE

Ore 9.30 Presentazione del documento preparatorio:
Giuliano Vettorato, Vice Presidente SCS \ CNOS

Ore 9.40 Presentazione risultati del sondaggio di opinione
del BICE Itali sul lavoro minorile:
Marie Gannon, Docente Pontificia Facoltà Auxilium

Coordina: **Isabella Poli**, Delegata del BICE per l'Italia

Ore 10.00 *Pausa Caffè*

Ore 10.30 Gruppi di Lavoro :

1. *“Accattonaggio, mafia, prostituzione: forme estreme di sfruttamento minorile”*
Moderatore: **Gaetano Greco**, Religiosi Terziari Cappuccini
Segretario: **Albino Gemundo**, Religiosi Terziari Cappuccini
2. *“Scuola, cultura e lavoro minorile”*
Moderatore: **Delio Vicentini**, Federazione Italiana Scuole Materne
Segretario: **Filomena Marseglia**, Azione Cattolica Ragazzi
3. *“I minori stranieri in Italia: quale protezione dallo sfruttamento del lavoro minorile?”*
Moderatore: **Francisco Rodriguez**, Opera Don Orione
Segretario: **Annalida Benesperi**, Fondazione Stella Maris
4. *“Come i media raccontano lo sfruttamento del lavoro minorile”*
Moderatore: **Fabio Scarsato**, Messaggero dei Ragazzi
Segretario: **Mara Borsi**, Centro Pastorale Giovanile F.M.A
5. *“Reinserimento dei bambini vittime del lavoro minorile: soluzioni in atto e proposte”*
Moderatore: **Adriana Gulotta**, Comunità S. Egidio
Segretario: **Ruth Mora**, Centro Pastorale Giovanile F.M.A

Comunicazioni:

Pino Ciociola, Avvenire
Bruno Frediani, CEIS
Adriana Gulotta, Comunità S. Egidio
Pasquale Moliterni, AIMC
Giovanni Momigli, Diocesi di Firenze
Tebro Sottili, Caritas

Ore 13.00 *Colazione di lavoro*

Ore 14.00 Gruppi di Lavoro

Ore 15.45 *Pausa Caffè*

Ore 16.00 Rapporto dei Gruppi di Lavoro

Ore 16.30 **Tavola Rotonda – Partecipano:**

- **Melita Cavallo**, Vice Presidente Ass. Magistrati per i Minorenni e la Famiglia
- **On. Renzo Innocenti**, Presidente Commissione Lavoro Camera dei Deputati
- **Raffaele Morese**, Sotto Segretario Ministero del Lavoro
- **Paolo Onelli**, Responsabile Ufficio Minori Ministero Affari Sociali
- **Mons. Mario Operti**, Direttore Ufficio del Lavoro della CEI
- **Savino Pezzotta**, Segretario Confederale CISL
- **Maurizio Sacconi**, Direttore Ufficio ILO Roma

Modera: **Giuseppe Totaro**,
Presidente Naz. Federazione Italiana Scuole Materne

Ore 17,30 *Conclusione dei lavori*

* * *

Elenco alfabetico dei partecipanti al Seminario

NOME	ASSOCIAZIONE e INDIRIZZO	TELEFONO FAX	E-MAIL
Abballe Caterina	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Albertelli Valentina	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Ascioti M.Maddalena	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Baldecchi Antonella	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Baldini Veronica	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Barattini Lucia	Fondaz. S. Cuore V.le Patignano,22 Carrara MS	0585\776921	
Barbanti Giuseppina	C.I.O.F.S. V. S. Saba,14 00153 Roma	06\5717101 06\57171053	
Becattini Cecilia	BICE Italia v. della Quietè, 61 - 51100 Pistoia	0573\401804 0573\401804	biceit@tin.it
Bellangero Rinalda	Fondaz. S.Cuore V.le Patignano,22 Carrara MS	0585\776921	
Benedetti Roberta	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Benesperi Annalida	Fondazione Stella Maris V. Di Montalto,6 Fauglia (PI)	050\701688 050\32214	
Benesperi Paolo	Assessore Reg. Toscana Via Cavour, 18 Firenze	055\4382390	
Beneventi Bettina	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Bernacchi Michela	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Bertocci Giusy	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Bettazzi Maria	Fondaz. S. Cuore V.le Patignano,22 Carrara MS	0585\776921	
Bisogni Silvana	Commissione Infanzia Senato		
Borsi Mara	Centro Int. Pastorale Giov. Via Ateneo Salesiano,81	06\872741 06\87132306	
Bosaz Filippo	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Brotini Simona	Caritas S. Miniato Scala Vescovado,1	0571\401092 0571\401125	
Burchietti Benedetta	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Caffiero Rita	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
CaiDal PinoTommaso	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Camacci Mari	Fondaz. S. Cuore V.le Patignano,22 Carrara MS	0585\776921	

Capaccioli Marta	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Capitanini Sara	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Cappabianca Marco	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Cavallini Amalia	V.I.D.E.S. P.zza Costituzione, 1 50010 S. Donnino (FI)	055\899161 055\899161	
Cecchi Chiara	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Cerri Giampaolo	V. Caselli, 11 50131 (FI)	055\580167	hpcerr@tin.it
Ciociola Pino	Avvenire Vicolo dei Granari, 10/a - 00186 Roma	06\688223215 06\68823209	ciociola@avvenire.it
Cipriani Jessica	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Civilini Massimo	Ass. Campo S. Piero V. Antonelli, 307-51100 PT	0573\451348	camposa@tin.it
Coli Maurizio	Fondaz. S. Cuore Viale Patignano, 22 - Carrara (MS)	0585\776921	
Coppetelli Liliana	ITCA \ FAP - ONLUS		
Cova Loredana	Centro Giov. Parrocchiale	0331\790389 0331\790389	
Cunico Elena	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Dami Enrico	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
De Curtis Beatrice	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
De Preux Jacques	Segretario Generale BICE 11, Rue de Cornavin CH - 1201 Ginevra	0041-22-7313248 0041-22-7317793	bice.geneve@bice.org
De Vita Michela	Caritas S. Miniato Scala Vescovado, 1- 56027 S. Miniato (FI)	0571\401092 0571\401125	
Di Bisceglie Gemma	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
DiBenedetto Elisabetta	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Dogana Annalisa	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini	0572\78015 0572\770312	
Domenichini Carla	Fondaz. S. Cuore Viale Patignano, 22 - Carrara (MS)	0585\776921	
Dottori Alessandra	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 PT	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Fadel Sabina	Messaggero S. Antonio Via Orto Botanico, 11 - 35123 Padova	0496\58285	mera@mess-s-antonio.it
Fagni Roberta	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 - Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Frediani Don Bruno	CEIS Via Torcigliano, 1- 55041 Camaiore (LU)	0584\988975	
Gannon Marie	Facoltà Pontificia "Auxilium" Via Ateneo Salesiano, 81- 00139 Roma	06\61550790 06\87132339	m.gannon@cgfma.org
Gemundo Albino	ITCA/FAP ONLUS V. Boccea, 695 - 00166 Roma	06\61561934 06\61564723	
Giani Alberto	Caritas S. Miniato Scala Vescovado, 1- 56027 S. Miniato (FI)	0571\401092 0571\401125	

Greco Gaetano	ITCA/FAP ONLUS V. Boccea,695 - 00166 Roma	06\61561934 06\61564723	
Habtemariam Beyene	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Iannuccelli Francesca	ITCA/FAP ONLUS V. Boccea,695- 00166 Roma	06\61561934 06\61564723	
Innocenti Giovanna	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 - 51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Innocenti Jonathan	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Lazzerini Alessandra	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Lenzi Elisabetta	V.I.D.E.S. P.za Costituzione,1- 50010 S. Donnino (FI)	055\899161 055\899161	
Lenzi Francesca	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Lubrari Carla	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Lustri Sergio	Opera Don Orione Via Don Orione,2 Avezzano	0863\34245 0863\34245	
Mariani Don Romolo	Opera Don Orione Via Don Orione,2 Avezzano	0863\34245 0863\34245	
Marinelli Erma	USMI Nazionale Via Zanardelli, 32 - 00186 Roma	06\68400534 06\68801935	
Marseglia Filomena	A.C.R. V. Aurelia,481-00165 Roma	06\6631545 06\6621256	acr@azione-cattolica.it
Mattei Alessandra	Volontari nel mondo\FOCSIV Via S.Francesco di Sales,18 Roma	06\6877796 06\6872373	focsiv@www.glaucio.it
Menetti Viola	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Meo Elisa	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Milani Matilde	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Moliteri Pasquale	A.I.M.C. Via Clivio di Monte del Gallo, 48 Roma	06\634651 06\39375903	
Momigli Don Giovanni	Parrocchia S. Donnino Via Trento,141 50010 S.Donnino (FI)	055\8997200 055\9897200	
Moreschi Barbara	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Nesti Matilde	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Nesticò Aldo	Tribunale per i Minorenni di Firenze via della Scala 81 - 50123 FI	055\219841-2 055\288169	
Operti Mons. Mario	C.E.I. Circonvallazione Aurelia, 50 - 00165 Roma	06\66398218	
Pagani Aureliana	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Pagnini Alessandro	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Pagnini Francesca	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Pala Eva	Comunità S. Egidio P.zza S.Egidio 3/a - 00153 Roma	06\585661 06\5883625	

Parretti Annalisa	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Perentaler Mariolina	C.I.O.F.S. V. S. Saba,14 00153 Roma	06\5717101 06\57171053	
Pescetelli Annarita	Comunità S. Egidio P.zza S.Egidio 3/a - 00153 Roma	06\585661 06\5883625	
Pezzotta Savino	CISL Via Po,21 00198 Roma	06\84731 06\8473203	politiche.sociali@cisl.it
Piccio Maria	Università Cattolica MI V. Don Sturzo,9 27100 PV	0382\572083	
Piscitello Valentina	Creativeducare V.Pontenuovo,10 42020 S.Polo D'Enza (RE)	0522\873011 0522\241533	creativ@citynet.re.it
Poli Isabella	BICE Italia V. della Quiete, 61 - 51100 Pistoia	0573\401804 0573\401804	biceit@tin.it
Porta Francesco	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Pozzi Sr Adriana	Centro Giov. Parrocchiale Via Bachelet,9 -921013 Gallarate (VA)	0331\790389 0331\790389	
Rasori Carmen	CIOFS-FP Emilia Romagna V. Jacopo della Quercia,4 - 40128 Bologna	051\361654 051\372123	
Riva Don Felice	Opera Don Guanella Vicolo Clementi,41 Roma	06\6533774	
Romani Alessandra	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Ruth Del Pilar Mora	Centro Int. Past. Giovanile Via Ateneo Salesiano,81- 00139 Roma	06\872741 06\87132306	mora@cgfma.org
Sabatini Don Pietro	ACR Nazionale Via Aurelia, 48 - 00165 Roma	06\6631545 06\6621256	
Sacconi Maurizio	I.L.O. Villa Aldobrandini, via Panisperna 28, 00184 Roma	06\6784334 06\ 6792197	
Santini Angela	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Sardi Elena	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Scarsato Fabio	Villaggio S.Antonio V. Cappello,79 -35027 Noventa Pad. (PD)	049\625066 049\625751	vilsant@tin.it
Simonti Vasco	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Sottili Tebro	Caritas Diocesana V. A. Sbertoli,9 51100 Pistoia	0573\24658	
Stellitano Andrea	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Sturlini Lorenza	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi, 58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Tagliaventi M.Teresa	Centro Documentazione V.Valverde,10 - Rastigliano (BO)	051\744137	
Tardivo Carmela	V.I.D.E.S- MAIN P.zza Maria Ausiliatrice,35 - 10100 Torino	0337\208463 011\4559034	
Tesi Gabriella	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Torrigiani Manuela	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050 0573\32823	cargiul@tin.it
Tota Antonio	V.I.D.E.S. P.za Costituzione,1- 50010 S. Donnino (FI)	055\899161 055\899161	
Totaro Giuseppe	F.I.S.M. via della Pigna, 13/a - 00186 Roma	06\6797081 06\6781557	fismnazionale@tin.it

“Il lavoro minorile: non basta dire di no”

Totaro Caterina	v. della Quiete, 61 - 51100 Pistoia	0573\ 903859	
Turi Carlotta	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050	
Uccello Francesco	ACR Nazionale Via Aurelia, 481 00165 Roma	06\6631545 06\6621256	
Vedana Francesco	ACR Nazionale Via Aurelia, 481 00165 Roma	06\6631545 06\6621256	
Vettorato Don Giuliano	C.N.O.S V. Marsala,42-00185 Roma	06\4940522 06\4463614	Giuliano@cnos.org
Villani Sara	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050	
Zeli Tiziana	Liceo pedagogico "Don Bosco" V. Garibaldi,58 Montecatini (PT)	0572\78015 0572\770312	
Zodi Letizia	Liceo pedagogico "Suore Mantellate" C.so S.Fedi, 23 -51100 Pistoia	0573\976050	